Les Premières Années de Saint-Claude au Manitoba, 1892-1914.

par

Claude J. de Moissac

Thèse présentée
au Département d'Histoire
de l'Université du Manitoba
en vue de l'obtention d'une
Maîtrise ès Arts
en Histoire.

Winnipeg, Manitoba

(c) Claude de Moissac, 1986

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN Ø-315-33556-4

LES PREMIÈRES ANNÉES DE SAINT-CLAUDE AU MANITOBA, 1892-1914

BY

CLAUDE J. DE MOISSAC

A thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies of the University of Manitoba in partial fulfillment of the requirements of the degree of

MASTER OF ARTS

© 1986

Permission has been granted to the LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF MANITOBA to lend or sell copies of this thesis, to the NATIONAL LIBRARY OF CANADA to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film, and UNIVERSITY MICROFILMS to publish an abstract of this thesis.

The author reserves other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's written permission.

Remerciements.

L'auteur aimerait remercier, par la présente, ceux et celles qui ont aidé à l'accomplissement de cette thèse. Merci d'abord au patron de cette thèse, le professeur Alan F.J. Artibise, qui, par sa connaissance du sujet, a donné une aide précieuse. Merci également au personnel des divers archives et bureaux pour le temps qu'ils ont mis à trouver des réponses à mes questions. Enfin, de profonds remerciements à ma famille et à mes amis, qui m'ont toujours encouragé dans cette entreprise.

Table des Matières

Liste des Tableaux.....vi

Liste des Cartes.....vi

Abbréviations.....vii

I. Introduction.....1

II. Une Biographie du Village.....8

III. L'Economie de la Communauté.....37

IV. La Population de Saint-Claude.....71

V. La Société Saint-Claudienne.....88

VI. Le Village et la Région.....121

VII. Conclusion.....138

Bibliographie.....144

Liste des Tableaux

1. Population de la Paroisse.....74

2. Croissance Démographique.....75

3. Origine des Francophones d'Europe.....78

4. Moyenne de Croissance Naturelle.....81

5. Revenu des Mandats-Postes en $.....132

Liste des Cartes

1. La région sud-centrale du Manitoba.....14

2. Saint-Claude en 1894.....18

3. La campagne de Saint-Claude.....26

4. Saint-Claude en 1903.....32

Abbréviations

A.A.S.B.....Archives Archiépiscopales de Saint-Boniface.

L.C.S.B.....Les Cloches de Saint-Boniface.

P.A.C.....Archives Publiques du Canada.

P.A.M.....Archives Provinciales du Manitoba.

S.C.H.E.C.....Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise Catholique.

I

INTRODUCTION

C'est vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe qu'une grande vague d'immigrants déferla sur l'Ouest canadien. Cette vaste terre où jadis les peuples autochtones avaient mené une vie nomadique au rythme des saisons fut rapidement transformée en un ensemble de champs cultivés, de pâturages, de villages et de fermes, le tout quadrillé par de multiples chemins de terre. Les immigrants prirent des terres et les apprivoisèrent, espérant en tirer profit et atteindre un meilleur niveau de vie que dans leur pays d'origine.

Dans cette plaine nouvellement peuplée par des gens de souches européennes, des communautés bourgeonnèrent ici et là, comme des fleurs de prairie. Mais les villages et les villes n'apparurent pas en tel ou tel lieu dû au simple hasard, car chacun entrait, à un niveau ou l'autre, dans un système de distribution des biens et des services dont le fil connecteur était le chemin de fer. Ces communautés formèrent un réseau urbain qui fut partie intégrale du développement de l'Ouest.

Depuis quelques temps, ce côté de l'histoire de l'Ouest canadien, c'est-à-dire son histoire urbaine, a été le sujet de plusieurs études. Certaines traitent de l'évolution du système urbain en général, tandis que d'autres sont plutôt des biographies de villes et de villages.[1] On traite à la fois de plusieurs aspects de la vie communautaire - l'économie, la politique locale, la croissance et la société - en somme, tous les éléments qui peuvent affecter l'évolution d'une communauté.[2]

Dans l'Ouest, il y a pourtant un bon nombre de hameaux et de villages, ceux-ci étant d'abord des centres de services agricoles. Ces petites communautés, vu leur nombre, constituent une partie importante du processus de développement de l'Ouest. Saint-Claude, au Manitoba, se

---

[1] Parmi les études générales, citons Paul Voisey, "The Urbanization of the Canadian Prairies, 1871-1916," Histoire sociale / Social History, Vol. VIII, no.15 (May 1975) pp.77-101; et Alan F.J.Artibise, "The Urban West: The Evolution of Prairie Towns and Cities to 1930," Prairie Forum, 4(1979), pp. 237-262. Parmi les études plus spécifiques à l'endroit des villes et des villages, il y a quantité de bons articles dans The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City (Toronto: Macmillan, 1979) et The Canadian City: Essays in Urban History (Toronto: Macmillan, 1977), les deux collections étant éditées par A.F.J.Artibise et G.A.Stelter. Le volume Town and Country: Aspects of Western Canadian Urban Development (Regina: Canadian Plains Research Center, 1981) également édité par A.F.J.Artibise, traite plus spécifiquement des communautés dans l'Ouest.

[2] Pour un aperçu récent et complet de l'étude de l'histoire urbaine au Canada, voir Alan F.J. Artibise et Paul-André Linteau, The Evolution of Urban Canada: an analysis of approaches and interpretations (Winnipeg: Institute of Urban Studies, 1984).

range parmi ces villages. Sa période de fondation et de croissance initiale s'étend de 1892 jusqu'au début de la première Grande Guerre. Cette période de formation est le point principal de cette thèse, qui tente de retracer par les thèmes l'évolution de la communauté.

L'étude historique d'un petit village est un exercice valable en soi, tel que l'indiquent Hodge et Qadeer dans Towns and Villages in Canada: The Importance of Being Unimportant.[3] Un bon nombre de villages ont déjà été étudiés, entre autres, Minnedosa, La Broquerie, Batoche, Saint-Joseph,[4] soit pour commémorer le centenaire de la communauté, ou à des fins académiques. Le travail présent, qui traite uniquement de Saint-Claude de 1892 à 1914, contribue à compléter ce qu'on connait déjà des petites communautés en y ajoutant l'histoire d'une autre. En étudiant ces monographies, on en arrive à mieux comprendre l'expérience urbaine et rurale dans l'Ouest canadien.

---

[3] G.D.Hodge et M.A.Qadeer, Towns and Villages in Canada: The Importance of Being Unimportant (Toronto: Butterworths, 1983).

[4] Barry Potyondi, "Country Town: The History of Minnedosa, Manitoba, 1879-1922," Thèse de maîtrise (Université du Manitoba, 1978); J.-M.Taillefer, La Paroisse Saint-Joachim de La Broquerie 1883-1983 (Steinbach: Derkson, 1983); Diane Payment, Batoche 1870-1910 (Saint-Boniface: Editions du Blé, 1983); et Sr.Marie Olive Sarrasin, Histoire de la Paroisse de Saint-Joseph (Altona: D.W.Friesen & Sons, 1964) sont quelques exemples de monographies traitant d'un village en particulier.

L'étude de cette communauté particulière, vu sa composition européenne francophone, profite de et contribue à l'étude de l'histoire ethnique et francophone dans la région. En effet, depuis le travail de C.A.Dawson, l'étude d'un ou de plusieurs villages a servi comme élément de base pour comparer l'établissement des gens de différents groupes ethniques.[5] Par exemple, l'étude de Donatien Frémont des Français dans l'Ouest présente chaque village individuellement.[6] Malheureusement, vu le nombre de villages, cette approche limite ce qui pouvait être dit de chaque communauté, tout en indiquant bien le caractère rural du groupe francophone.

Le village appartient également au réseau de villages francophones, et son histoire fait donc partie de celle des franco-manitobains. La fondation du village s'effectue pendant la période de peuplement, telle qu'étudiée du point de vue francophone par Robert Painchaud.[7] L'introduction à l'étude des franco-manitobains de l'abbé Antoine D'Eschambault,[8] propose une excellente mise en scène de

[5] C.A.Dawson, Group Settlement: Ethnic Communities in Western Canada, vol. 8 de Canadian Frontiers of Settlement Series (Toronto: Macmillan, 1936). Voir aussi A.B.Anderson, "Assimilation in the Bloc Settlements of North Central Saskatchewan" Thèse doctorale (University of Saskatchewan, 1972).

[6] Donatien Frémont, Les Français dans l'Ouest Canadien (Saint-Boniface: Les Editions du Blé, 1980) 2e édition.

[7] Robert Painchaud, "The Catholic Church and the Movement of Francophones to the Canadian Prairies, 1870-1915," Thèse doctorale (Université d'Ottawa, 1976).

l'histoire de ce groupe, quoiqu'utilisant l'approche traditionelle où la présence du clergé et les questions scolaires dominent. Plusieurs travaux plus récents donnent un aperçu plus complet de la vie française.

L'étude historique de Saint-Claude peut donc être liée à plusieurs courants d'études historiques. Mais, comme les autres monographies du genre, c'est la communauté et sa population qui demeurent de première importance. Bien souvent, on adopte une approche chronologique pour raconter la vie du village. Cependant, il arrive souvent que quelques thèmes ne se laissent pas classifier selon les années, vu leur importance.

C'est pour cela qu'une approche thématique a paru préférable.[9] Un aperçu chronologique de l'évolution de la communauté était toutefois nécessaire afin de pouvoir situer les grands événements. Le premier chapitre constitue donc un cadre sur lequel les grands thèmes de la vie communautaire se développent. Parmi ces thèmes, il y a ceux du site et de l'économie, de la démographie, de la société

[8] Antoine D'Eschambault,"Histoire du Groupe Français au Manitoba," Lionel Dorge, L'Introduction à l'Etude des Franco-manitobains (Saint-Boniface: Société Historique de Saint-Boniface, 1973).

[9] Le guide de Gerald Friesen et Barry Potyondi, A Guide to the Study of Manitoba Local History (Winnipeg: University of Manitoba, 1981), développe brièvement les thèmes centrals à l'histoire locale. Cet ouvrage présente surtout les grands thèmes. Les thèmes soulignés par Friesen et Potyondi y sont développés tout en étant subordonnés aux principaux aspects de la vie communautaire.

et de ses institutions. Il arrive que certains points se répètent d'un chapitre à l'autre. Ceci aide à relier les thèmes entre eux, relations qui sont souvent utiles à une meilleure compréhension de la communauté.

Finalement, l'étude de la communauté demeure incomplète sans la situer par rapport à ses voisins. Les relations entre les paroisses reflètent un peu le système de distribution des biens. A cause de ce système, les relations avec la ville et avec les gérants du chemin de fer sont importants. Que ces liens soient économiques ou culturels, coopératifs ou compétitifs, ils touchent de près l'évolution de la communauté lors de sa période formatrice.

L'approche thématique permet de faire une bonne utilisation de la documentation disponible. Les grandes lignes de l'évolution du village sont tirées de la monographie de Marie Trémorin-Heiget, "Recueil et Anecdotes de Saint-Claude," publié dans La Gazette de ce village. Puis, les thèmes sont développés à l'aide des autres sources manuscrites. Parmi celles-ci, les records de la municipalité rurale et de la paroisse, ainsi que les articles parus dans les hebdomadaires de l'époque se complémentent en ce qui a trait aux aspects économiques et démographiques de la communauté. La correspondance des prêtres de la paroisse avec dom Benoît et les archevêques de Saint-Boniface, ainsi que les quelques journaux personnels, donnent une bonne idée de la société dans le village, ainsi que des relations avec les autres villages.

Mais la biographie d'une communauté basée uniquement sur des sources manuscrites ne permet pas de vérifier comment l'évolution de la communauté ressemble et diffère de celle des autres villages. Pour ce faire, d'autres monographies de villages furent consultées ainsi que d'autres sources secondaires traitant des thèmes principaux.[10] De cette façon, on peut distinguer ce en quoi l'expérience des Saint-Claudiens était unique de ce qui était commun dans le développement de tous les villages. Ceci pourra ensuite faciliter l'étude du peuplement de l'Ouest, car l'établissement de villages à cette époque était une occurence commune. Une telle étude pourra nous éclairer sur les facteurs qui entrent en jeu lors de la fondation et de la croissance initiale d'une nouvelle communauté.

---

[10] Gerald Friesen, The Canadian Prairies: A History (Toronto: University of Toronto Press, 1984) est très utile afin d'avoir un bon aperçu de l'histoire de l'Ouest, dont celle de Saint-Claude n'en est qu'une infime partie.

II

UNE BIOGRAPHIE DU VILLAGE

En 1870, le Manitoba devint la cinquième province de la confédération canadienne. Cette entrée ne se fit pas sans heurts, et le gouvernement du Premier ministre Macdonald ne tarda pas à envoyer des soldats à la colonie de la Rivière Rouge. Toutefois, la colonie établie à la fourche des rivières Rouge et Assiniboine ne comprenait qu'une fraction du territoire de Rupertsland, cédé par la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Dans plusieurs secteurs du Nord-Ouest, la chaîne de l'arpenteur fut le premier signe de la souveraineté canadienne. Les arpenteurs, comme Joseph Doupe qui en 1873 arpenta le canton 8 rang 7 à l'ouest du méridien principal, mesurèrent et divisèrent l'Ouest en carrés uniformes afin d'y faciliter la colonisation. Déjà, au cours des années 1880, une première vague d'immigrants envahit l'Ouest, et plusieurs nouveaux villages furent fondés.

Au cours de cette même décennie le gouvernement fédéral, afin d'unir le pays et de peupler l'Ouest, créant ainsi un marché pour les manufactures de l'Est, encouragea et participa à la construction d'un chemin de fer

transcontinental, le "Canadian Pacific Railway". Celui-ci ne fut pas sans concurrents dans l'Ouest. Plusieurs autres compagnies ferroviaires furent établies, dont certaines seraient absorbées par ce géant.

Parmi celles-ci, il y avait le "Manitoba and South-Western Colonization

Railway", fondé en 1879, qui construisit une ligne de Winnipeg à Elm Creek en 1884. Cette ligne, d'abord louée par le C.P.R., puis achetée en 1884, fut continuée jusqu'à Glenboro en 1887.[1] A cette époque, un chemin de fer ne pouvait exister sans réserves d'eau et de charbon, situées le long de la voie à des intervalles réguliers. C'est ainsi qu'on aménagea, dans le canton 8 rang 7 ouest, une tour à eau qui, à une soixantaine de milles de Winnipeg, prit le nom de "Sixty Miles Tank".[2] On y construisit aussi, entre 1887 et 1892, une maison de pension, tenue par une Mme. Thompson, pour héberger les cantonniers James Thompson et François Roulard, chargés du maintien de la voie ferrée.

Il est probable que, hormis les Métis qui venaient couper le bois et chasser dans les environs, ces gens eurent peu de compagnie. Les nouveaux venus dans l'Ouest s'installèrent

---

[1] W.Kaye Lamb, History of the Canadian Pacific Railway, (New York: Macmillan Publishing Co., 1977), p. 157.

[2] Marie Trémorin-Heiget, "Recueil et Anecdotes de Saint-Claude," La Gazette, 26 mars 1981, p.1. Selon d'autres villageois, le nom serait plutôt Sixteen Miles Tank", étant à seize milles de Elm Creek, donc au seizième mille de la voie construite en 1887.

d'abord sur les meilleures terres. Ceci excluait les terres autour de "Sixty Miles Tank", dont le rapport de Joseph Doupe qualifiait comme suit:

> In view of the extensive tracks of rich clay loam to be found in so many portions of the province, and of the fact that this township forms part of a tract of land of poor quality, I should say that it is unfit for settlement, though I have seen worse land cultivated with profit.[3]

Les immigrants de la première heure ne s'arrêtèrent pas ici.

La politique nationale de Macdonald attira les colons vers l'Ouest. Cependant, la plupart des migrants venaient de l'Ontario et du Royaume-Uni, ce qui rompit l'équilibre entre les deux groupes linguistiques et religieux au Manitoba. Pour contrer cette vague anglo-saxonne protestante, l'archevêque de Saint-Boniface, père spirituel et temporel des Canadiens-Français de l'Ouest, se chargea d'attirer vers ces terres fécondes des immigrants catholiques et francophones. Monseigneur Alexandre Taché, puis son successeur Monseigneur Adélard Langevin, fit appel d'abord aux Canadiens-Français du Québec et de la Nouvelle-Angleterre, et ensuite, aux Belges, Français et Suisses d'Europe.[4]

---

[3] PAM, RG 17 C1 #235, Field Notes of T.8 R.VII W. Manitoba, Joseph Doupe D.S., 20 Feb. to 12 Apr. 1873.

[4] Robert Painchaud," The Catholic Church and the Movement of Francophones to the Canadian Prairies, 1870-1915," Thèse Doctorale (Université d'Ottawa, 1976).

Les efforts de l'archevêque furent secondés par les agents d'immigration du gouvernement canadien opérant en France. Ce fut d'ailleurs par l'entremise d'Auguste Bodard, un de ces agents, que Monseigneur Taché entra en correspondance avec dom Paul Benoît, un chanoine régulier de l'Immaculée Conception (C.R.I.C.), à Saint-Claude, en France. Celui-ci entreprit un voyage exploratoire au Canada, de juillet à septembre 1890, et décida par la suite, en partie pour échapper à l'anticléricalisme en France, de venir au Manitoba.[5] Quittant le Jura en 1891, avec trois autres chanoines et une quarantaine d'immigrants, il vint s'établir dans la montagne Pembina, et fonda le village de Notre-Dame-de-Lourdes. D'autres pionniers, du Québec et de la France, vinrent s'ajouter à la population de ce village.

Pourquoi Benoît avait-il choisi cet endroit? C'était que"en raison de son peuplement épars, il permettrait à la fois une expansion de la population civile et une extension de l'oeuvre canonique elle-même."[6] Dom Benoît avait donc l'ambition de fonder plusieurs villages qui seraient desservis par les chanoines sous sa direction.

Certaines gens de Notre-Dame-de-Lourdes, se sentant peut-être trop à l'étroit en compagnie d'une dizaine de prêtres, quittèrent le village. En 1892, quelques-uns

---

[5] Maurice Dupasquier, " Paul Benoît et le Nouveau Monde, 1850-1915," Thèse Doctorale (Université Laval, 1976).

[6] Ibid., p.118.

d'entre eux, avec d'autres immigrants arrivés cette même année de la France, prirent des "homesteads" près de "Sixty Miles Tank". Ils étaient environ vingt-cing Français, originaires du Sud-est et du Nord-ouest de la France, qui s'installèrent sur le canton 8 rang 7 ouest. C'était un terrain plat,

> almost entirely covered with brush or woods, having but few open spots; and a considerable proportion is occupied by swamps,- some of them deep and dangerous - occasionally connected by streams.[7]

Ces premiers arrivants prenaient d'abord des quarts de section près de la voie ferrée et de la section 15, où était située la tour à eau. Ces terres furent choisies dans des sections paires, c'est-à-dire, celles qui n'avaient pas été réclamées par le C.P.R. Les colons se logèrent chez Mme. Thompson en attendant que leur logis soit construit.

La première année fut souvent la plus difficile pour l'immigrant. Les agents et les livrets publicitaires émis par le gouvernement canadien suggéraient qu'un minimum de 500$ (2 500 francs) était nécessaire pour assurer le succès au Canada, "à condition toutefois qu'ils soient hommes d'initiative et de progrès."[8] Cependant, la plupart des immigrants débarquèrent du train à Winnipeg avec moins

---

[7] PAM RG17 C1 #5572, Renewal and Reestablishment of corners in Tp.8 R.7WPM, R. Bourne, 1893.

[8] PAC. RG 76 Vol. 1, File 1, Pt. 2, "La Laiterie, la Culture, l'Elevage du Bétail et les Mines dans le Grand Ouest Canadien," p. 5. aucune date.

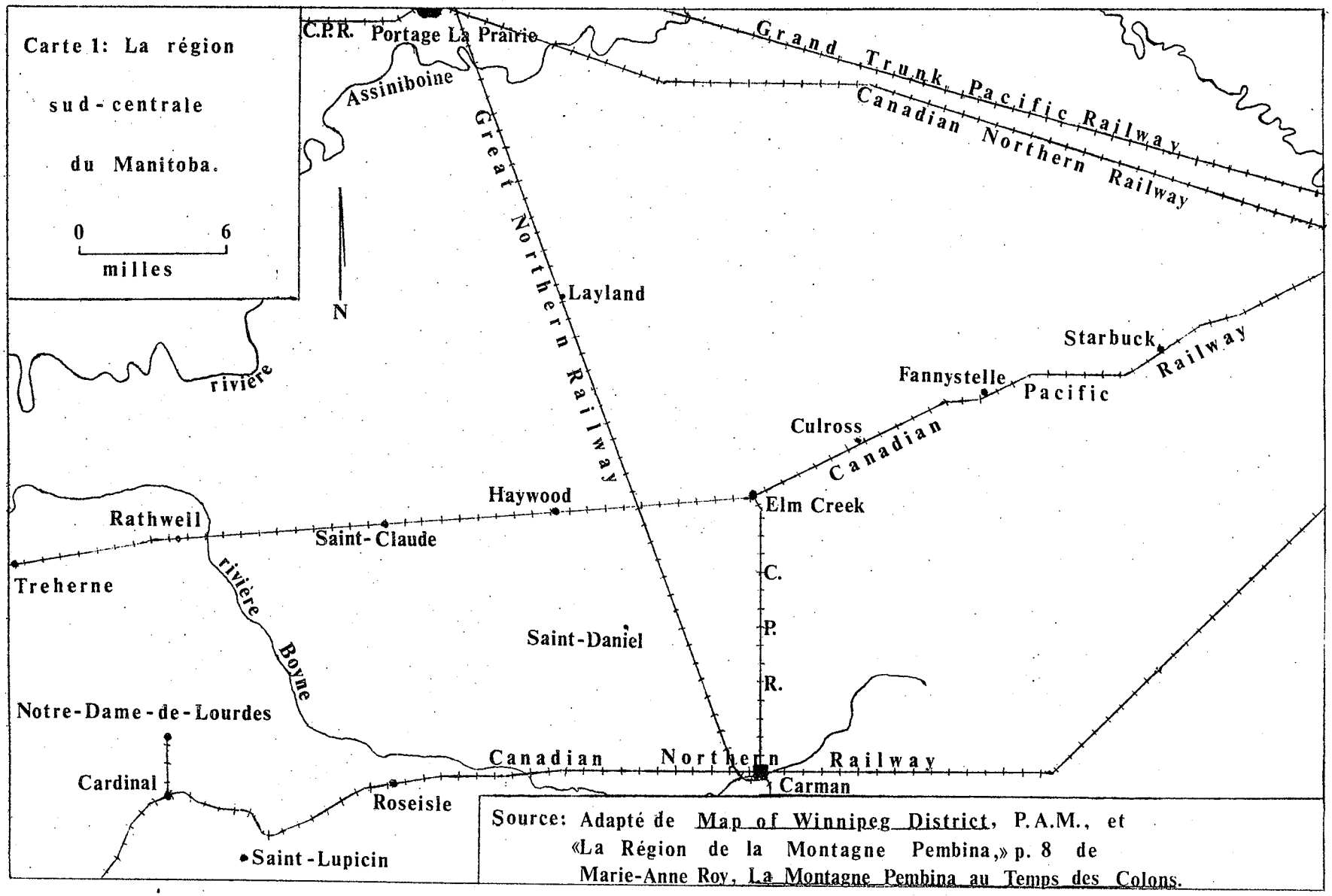
d'argent. Ce qu'ils avaient au départ n'étant suffisant que pour défrayer les coûts du voyage, ils n'arrivèrent souvent sur leur terre choisie qu'avec la force de leurs bras. Ce qui permit la survie de ces gens et de leur communauté, ce fut l'état boisé de leur terre, ainsi que la demande pour des ouvriers aux moments critiques du calendrier agricole.

Comme l'avaient fait avant eux les métis de Saint-Daniel et des Ilets-des-Bois, les immigrants profitèrent des ressources naturelles de la région. En coupant le bois, ils défrichaient la terre et obtenaient du matériel pour la construction et le chauffage de leur maison. On vendait aussi le bois en grande quantité, soit en ville ou dans les villages voisins. Vu l'importance de ce commerce, la compagnie du chemin de fer décida d'ajouter "une deuxième voie partielle d'un demi-mille de longueur à laquelle ils construisent un quai pour le chargement du bois de corde."[9]

On travaillait aussi comme ouvriers agricoles, amassant à la fois du capital et de l'expérience. En devenant prolétaires, les immigrants accumulaient assez de capital pour devenir propriétaires de leur propre entreprise agricole mixte. En travaillant au Canada, ils profitaient d'un salaire plus élevé qu'en Europe. L'hiver arrivé, les hommes célibataires se dirigèrent vers des centres où ils pourraient se trouver un emploi. Certains furent

---

[9] Trémorin-Heiget, "Saint-Claude," La Gazette, 2 avril 1981, p.1.



Source: Adapté de Map of Winnipeg District, P.A.M., et «La Région de la Montagne Pembina,» p. 8 de Marie-Anne Roy, La Montagne Pembina au Temps des Colons.

engagés comme bûcherons dans un chantier au Lac des Bois; d'autres hivernèrent à Notre-Dame-de-Lourdes tandis que quelques-uns restèrent sur leur terre.

Avant que toute la population s'éparpille pour l'hiver, dom Benoît fit le trajet d'une quinzaine de milles pour dire la messe chez un des colons. Il organisa un fond de souscription pour la construction d'une église. Ce fut là le début d'une association étroite entre Saint-Claude et Notre-Dame-de-Lourdes dans le domaine spirituel. La visite de dom Benoît fut la première de ces visites intermittentes qui aboutirent en 1898 par la présence permanente d'un prêtre dans la paroisse.

> dès 1892, ... [Benoît] entreprenait des démarches dans les quatre cantons orientaux des huits cantons primitifs qui constituaient la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, pour faire doter ce territoire du nom de Saint-Claude, contre d'autres qui voulaient le baptiser du nom de Maisonneuve. Les chanoines réguliers y suivraient de près, à titre de desservants, les premiers colons français qui se lançaient à la conquête de ces marais infestés qui feraient place en peu d'années à une seconde paroisse prospère.[10]

En 1892, Benoît décida d'ériger une église près de "Sixty Miles Tank", se proposant de nommer la paroisse d'après la ville d'origine des C.R.I.C. Il proposa aussi de la construire sur la section 13, à deux milles à l'ouest de la tour à eau du "C.P.R." La compagnie préférait situer le village plus près de la tour et de la maison de Mme.

---

[10] Maurice Dupasquier, "Paul Benoît au Nouveau Monde," SCHEC, vol. 37, 1970 , p.124.

Thompson. Afin de convaincre Benoît, la compagnie fit don à la Corporation ecclésiastique de Saint-Boniface de dix acres de terre au sud de la voie ferrée, section 15, pour y ériger une église. Dom Benoît s'inclina devant cette décision. En retour, ce nouveau point d'arrêt fut nommé Saint-Claude, d'après le lieu d'origine des C.R.I.C. Certains Saint-Claudiens, car tous ne provenaient pas du Jura, auraient préféré un nom révélant un lien entre la France et le Canada.

L'intervention de Benoît dans le choix du site et du nom du village illustrent la détermination du clergé à jouer à Saint-Claude un rôle semblable à celui joué dans les villages canadiens-français. Cette manifestation d'influence cléricale venue de l'extérieur de la communauté sembla diviser celle-ci. Il y eut un groupe conservateur qui semblait accepter la direction du clergé. Un second groupe, opposé au premier, fut évidemment condamné par le clergé.

> Dès le commencement de la colonie un certain nombre de ses habitants arrivés ici avec des idées antireligieuses bien arrêtées forment un parti dont le but était de contrecarrer en toute circonstance l'influence bienfaisante du prêtre.[11]

L'existence de ce dernier groupe, appelé libéral ou démocrate, porte à croire que les immigrants ne fuyaient pas tous la répression anticléricale en France, comme le faisait

---

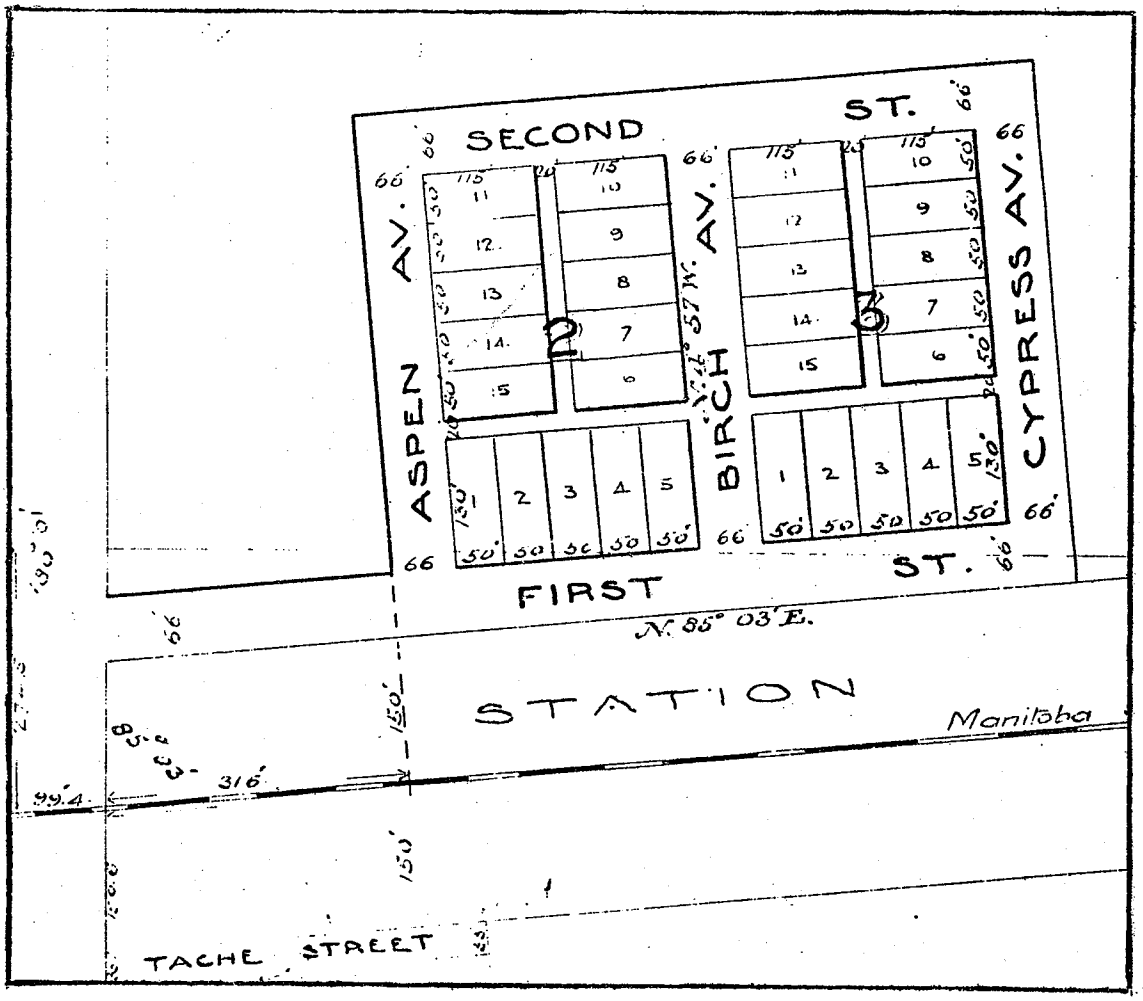
[11] Joseph Radaz, C.R.I.C., Précis Historique de la Paroisse de Saint-Claude, cahier no. 1, p.2, Archives Paroissiales, Presbytère de Saint-Claude. Sans date.

Benoît.

La vingtaine de colons arrivés l'année précédente fut rejointe en 1893 par une soixantaine de pionniers, nouvellement arrivés, pour la plupart, de la France. Comme leurs prédécesseurs, la majorité d'entre eux était originaire des mêmes départements du Sud-est français, tandis qu'une dizaine provenaient de la Belgique et du Nord-ouest français. Ces nouveaux arrivants répétèrent le cycle d'adaptation au climat et à la terre subi par les autres en 1892. Malgré un assez grand nombre d'hommes venus seuls, il y en eut plusieurs qui amenèrent leur famille dès la première année. Chaque membre, selon son âge, contribuait afin de amasser un capital suffisant à l'établissement de la ferme familiale.

Ce second contingent de Français, arrivé entre mai et septembre, fut accompagné de trois Canadiens français venus du Québec. Comme les immigrants d'Outre-mer, deux d'entre eux prirent une terre. Le troisième, Joseph P. Bernier, ouvrit un magasin près de la maison de pension de Mme. Thompson. Il ajouta à son poste de marchand celui de maître de poste. Ainsi, les colons pouvaient trouver les services essentiels à Saint-Claude, qui devint le centre de la communauté.

Carte 2: Saint-Claude en 1894.



Source: Morden Land Titles Office, Plan 458 - C

Vu le nombre croissant de colons, le gouvernement envoya en 1893 un arpenteur pour refaire les coins. Il embaucha sept hommes de Saint-Claude pour l'aider. Le "C.P.R." fit diviser en lots une partie de ses terres dans le quart nord-ouest de la section 15, au nord des rails, afin d'y établir l'un village. Sur un de ces lots Bernier construisit son magasin. Plusieurs hommes participèrent aussi à la construction d'une église au sud de la voie. Cette corvée fut une entreprise communautaire, sans rémunération. Un chanoine de Notre-Dame-de-Lourdes venait chanter la messe tous les quinze jours.

La coupe de bois ne perdit pas son importance comme industrie de base. Plusieurs colons plantaient un jardin, et ils s'étaient procurés plusieurs animaux, ce qui diminuait leurs dépenses. L'hiver arrivé, plus de colons restèrent sur les lieux. Une pétition circula, demandant qu'un district scolaire soit établi au village. Présenté au conseil de la municipalité rurale de Dufferin le 2 décembre 1893, celui-ci acquiesça, et un arrêté municipal du même jour créa le district scolaire de Saint-Claude.[12] Les premières classes furent tenues dans l'église, dans l'attente d'une école construite à côté de l'église en 1894.

---

[12] Minutes of Council Meetings of the R.M. of Dufferin, le 2 décembre, 1893, pp.141-142, Bureau de la Municipalité Rurale de Dufferin, Carman.

En cette même année, trente-trois nouveaux colons arrivèrent dans le canton; en 1895, ce chiffre passa à trente-cinq. La population s'élevait à 178, soit dix fois la population de 1892.[13] Croyant y avoir là une population suffisante, Monseigneur Langevin érigea la mission de Saint-Claude en paroisse détachée de Notre-Dame-de-Lourdes. Pour le moment, ce changement n'affecta pas le village, car on attendit encore quelques années avant d'y avoir un prêtre en permanence.

Edouard Jobin, un des Canadiens arrivés en 1893, bâtit un deuxième magasin en 1895. Il fut aussi élu en 1896 pour représenter la section électorale locale au conseil municipal de Dufferin, qui siègeait à Carman. Il ajouta le poste de juge de paix à son curriculum vitae, ce qui lui assura une certaine importance dans la société Saint-Claudienne, car c'est le juge de paix qui octroyait les permis pour la coupe de bois.

Au cours de 1896, on vit aussi se dessiner plus nettement la ligne de démarcation entre les libéraux et les conservateurs. L'instituteur du village fut remplacé par G.J. Trémorin, qui semble avoir été l'un des dirigeants libéraux. Les chanoines virent donc le domaine de l'éducation s'échapper peu à peu à leur emprise. Ayant vécu cette perte de pouvoir clérical en France, le clergé y associa les démarches libérales. Il répliqua de vive voix

---

[13] "Saint-Claude," L'Echo du Manitoba, le 5 mars 1903, p.8.

en chaire, probablement contre les idées républicaines françaises. Aucun texte n'est parvenu de la déclaration des chanoines, mais elle fut assez forte pour qu'une pétition contre les C.R.I.C. soit envoyée à l'archevêque.

> En tout temps et pour n'importe quelle raison ces Messieurs attaquent la France et les Français et nous abaissent aux yeux des étrangers dans notre nationalité.[14]

Cette pétition, signée de vingt-neuf noms, fut contredite par une contre-pétition du groupe conservateur, signée de treize noms.[15] Une troisième pétition demanda que la paroisse soit desservie par un prêtre séculier au lieu des C.R.I.C. L'archevêque refusa, mais il tenta de réconcilier les deux partis. En même temps, on fit des efforts pour assurer une école laïque en tentant d'exproprier le terrain de l'école.

Afin de renforcer leur identité française, les libéraux organisèrent une fête pour célébrer le 14 juillet, fête nationale française commémorant la prise de la Bastille. Tous y assistèrent, quoique le clergé ne vit pas cette affaire d'un bon oeil. Malheureusement, la fête fut ternie par un inspecteur qui fit saisir 3 000 cordes de bois coupées sans permis. L'hiver fut dur pour les conservateurs et les libéraux, car ce bois constituait une bonne partie du revenu de l'hiver, l'agriculture n'étant pas encore

---

[14] A.A.S.B., L4938, Paroissiens de Saint-Claude à Monseigneur Langevin, le 25 avril 1896.

[15] A.A.S.B., L5208-5210, Paroissiens de Saint-Claude à Monseigneur Langevin, mai 1896.

développée au point où la production fut orientée vers le marché.

La disette de l'hiver de 1896 marqua le début de la fin de l'ascendance de la coupe de bois vis-à-vis l'agriculture. Celle-ci commençait à prendre de l'ampleur. De trois acres cultivés en 1894, on passe à quatre cents en 1897.[16] Bernier et Jobin devinrent vendeurs de machines agricoles, et les fermiers se regroupèrent en sociétés pour acheter des machines à battre. Les agriculteurs plus prospères commençaient à remplacer leurs boeufs par des chevaux, comme animal de trait.

On continua, en 1897, à éprouver certains problèmes à l'école. G.J.Trémorin démissionna de son poste d'instituteur et fut remplacé par J.A.H.Bonnet, qui était plus sympathique vis-à-vis les chanoines. Malgré ce changement, le clergé n'était pas satisfait, car l'école restait sous la direction de commissaires élus, soit une école publique. Bonnet, disant que, malgré ses plaintes, ses enfants avaient grandi dans l'ignorance,[17] voulait rehausser le niveau de l'éducation. Faisant part à l'archevêque de son expérience d'enseignement en France, dans une école laïque où le prêtre coopérait avec lui, il se

---

[16] Victor J. Darel, Histoire d'une colonie française au Manitoba, Cahier no. 3(1903-1905), Archives de la Société Historique de Saint-Claude.

[17] A.A.S.B., J.A.H. Bonnet à Monseigneur Langevin, Saint-Claude, le 25 janvier 1898.

montre surpris "que vous même, Monseigneur, frappez de la peine d'exclusion au sacrement de l'église ceux qui font la classe payée par le gouvernement."[18]

Cette même année, l'archevêque vint en visite pastorale à Saint-Claude. Il décida qu'il était temps d'y envoyer un prêtre en permanence, ce qui renforcerait l'attitude ultramontaine de l'Eglise dans ce village. En janvier 1898, suite à la demande de Monseigneur Langevin, dom Benoît envoya à Saint-Claude deux prêtres. Ceux-ci occupèrent le presbytère, qu'on construisait alors à côté de l'église.

Les chanoines donnèrent la priorité à la collecte de la dîme et de la nourriture. A tour de rôle, chaque famille devait fournir la nourriture des prêtres pendant une semaine. Comme pour la dîme, abolie en France, le clergé eut plusieurs difficultés à établir cette pratique.[19] Pendant plusieurs années, le père Massonat se plaignait souvent dans ses lettres à dom Benoît qu'il avait besoin d'argent pour payer ses dettes. Une autre priorité fut l'éducation. Il y eut pendant un certain temps deux écoles: l'une publique, l'autre privée, dirigée par les prêtres. Cette dernière ferma ses portes en 1899.[20]

---

[18] Ibid.

[19] A.A.S.B., Père Claude Massonat à Monseigneur Langevin, Saint-Claude, le 12 septembre 1901.

[20] The Dufferin Leader, le 26 janvier 1899, p.1.

En cette année, la communauté et l'endroit qu'elle dessert compte environ 318 personnes, la plupart vivant en campagne.[21] Il y a au village trois magasins, qui vendent de la nourriture, du bois et des machines agricoles. Il y a également une église, le bureau de poste, une école et une fromagerie.[22] On y fête chaque année le 14 juillet, et, à partir de l'automne de 1898, on expédie du blé à Winnipeg.[23] Saint-Claude ressemble donc aux autres villages de l'Ouest.

Le club libéral, organisé depuis quelques années, a la chance de montrer sa force aux élections. En 1899, au bureau de scrutin local, le candidat libéral aux élections provinciales obtient 59 voix contre 43 voix pour le candidat conservateur.[24] Le clergé organise un cercle catholique pour contrebalancer l'influence libérale. Le nouveau conseiller municipal, J.A.H. Bonnet, commerçant au village, est un membre de ce cercle.

L'école redevint de nouveau un objet de litige. Cette fois, une décision des commissaires de rénover l'école et de clôturer le terrain qui engendre la colère du clergé, propriétaire des terres de l'école.

---

[21] "Saint-Claude," L'Echo du Manitoba, le 3 mars 1903, p.8.

[22] Henderson's Manitoba and Northwest Territories Gazetteer and Directory for 1898 (Winnipeg:Henderson Directory Co., 1898), p.544.

[23] The Dufferin Leader, le 29 décembre 1898, p.1.

[24] The Dufferin Leader, le 7 décembre 1899, p.1.

> Rev. Dom Claude [Massonat] delivered a very ardent speech on Sunday because of the fencing and threatened to excommunicate one of the trustees' family if he does not stop that work.[25]

L'inspecteur scolaire fut appelé à trancher la question. Le clergé accepta à contrecoeur l'existence d'une école publique, et on eut l'heureuse idée d'enlever la clôture, source de dispute. Le correspondant du Dufferin Leader, qui avait rapporté les faits saillants de la chicane, indiqua que la paix était revenue au village.

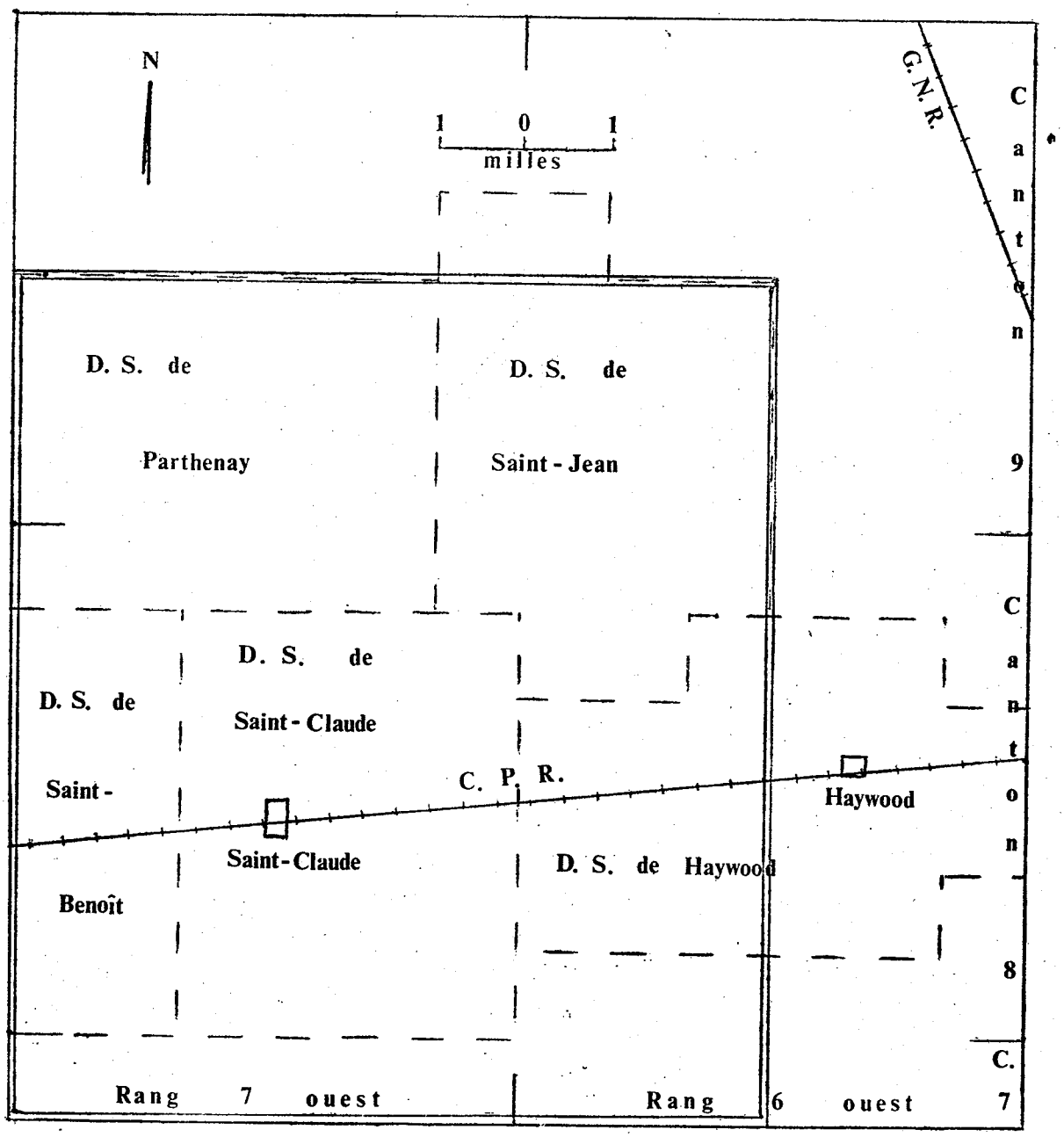
Malgré ces tensions idéologiques et personnelles, la population du canton continue à grandir par l'immigration. Le taux annuel de nouveaux arrivants augmente au début du siècle. De plus, les origines de ces immigrants changent. Un plus grand pourcentage vient de la Bretagne et de la Savoie que des autres régions de la France. Arrivant en groupes, ils s'établissent près de leurs compatriotes, les Bretons au sud du village, les Savoyards à l'est. Deux nouveaux districts scolaires, ceux de Parthenay et de Saint-Benoît, furent créés à l'extérieur du village en 1904.[26] Petit à petit, la disponibilité des terres diminue et leur prix augmente.

---

[25] Ibid., le 10 août 1899, p.1.

[26] Bylaws of the R.M. of Dufferin, No. 276, le 31 mai 1904. Bureau de la Municipalité Rurale de Dufferin, Carman.

Carte 3: La campagne de Saint-Claude.



Limites de la paroisse de Saint-Claude

Limites des districts scolaires

Source: Tiré de renseignements dans les Minutes of Council Meetings des municipalités rurales de Dufferin et de Grey.

Le nombre d'agriculteurs augmente, ainsi que leur importance dans l'économie villageoise. En 1900, un groupe de fermiers fonde le "Magasin général des fermiers de Saint-Claude," pour mieux écouler leurs produits sur le marché local. Bien souvent les fermiers, à cause du cycle agricole, accumulaient des dettes auprès des magasins. Le magasin des fermiers, sorte d'association coopérative, allégeait la pression financière des agriculteurs. La machinerie agricole nécessitait aussi des réparations, et un forgeron s'établit au village en 1901. Le nombre de minots de grain produits et expédiés à l'extérieur augmenta, si bien qu'un premier élévateur fut construit en 1904.

Au cours de la première décennie du vingtième siècle, on commence à s'apercevoir des différences entre les fermiers. Certains agriculteurs pouvaient se permettre une maison au village. Les plus à l'aise embauchaient un ouvrier ou un servant, ou bien louaient leur terre à des nouveaux venus. Ces derniers, achetant ou louant une terre, n'avaient pas à effectuer le travail préliminaire de défrichement, et purent commencer à produire plus rapidement.

L'accroissement de l'économie agricole dans le canton ne pouvait que bénéficier au village. Hormis le forgeron et l'élévateur, on y construisit un hôtel, un couvent et une nouvelle école. Celle-ci était plus grande que l'ancienne, et n'était pas sur un terrain appartenant au diocèse, ce qui régla la question d'expropriation du terrain scolaire. Des

religieuses chanoinesses des Cinq Plaies de Notre-Dame-de-Lourdes arrivèrent en 1901, pour aider au curé dans sa besogne d'éducation religieuse. Ce n'est qu'en 1904 que les commissaires permirent à une religieuse, munie d'un permis du département d'éducation, d'y enseigner. Encore une fois, le clergé et les libéraux s'en prirent l'un à l'autre, comme le témoignent plusieurs missives de la main du curé à dom Benoît et à l'archevêque, ainsi que les chroniques dans les journaux locaux et francophones.

Le clergé avait su organiser des sociétés pour les paroissiens. Le cercle catholique, créé ves 1898, semble être tombé en désuétude. Il est remplacé en 1900 par la Ligue du Sacré coeur de Jésus pour les hommes, et les Dames de Sainte-Anne pour les femmes, en 1904. On organise, dès 1905, une fête de la Saint-Jean-Baptiste, patron des Canadiens français fêté le 24 juin, pour contrebalancer celle du 14 juillet. Appelée la "fête du curé"[27] par certains, la population pouvait maintenant célébrer deux fêtes communautaires au lieu d'une.

Les fêtes foraines annuelles étaient des évènements heureux dans une vie parfois difficile. En 1905, plusieurs cas de diphtérie furent déclarés au village.[28] Un peu plus tard dans l'année, ce fut la fièvre typhoïde qui fit une

[27] A.A.S.B., B(G) 3071-72, Maur Mourey à Paul Benoît, Saint-Claude, 1906.

[28] Minutes of Council Meetings of the R.M. of Dufferin, le 27 juin 1905, p.247.

vingtaine de victimes.[29] Il y eut un effort de la part des villageois pour nettoyer et enrayer les sources possibles de ces maladies. Déjà, des travaux d'irrigation avaient été entrepris pour assécher les marais afin d'y faire pousser du grain. D'autres terrains, tel le cimetière, restaient marécageux et sources d'ennui. En 1907, un inspecteur du département de la santé inspecta le cimetière, à la demande du conseil municipal, qui y voyait une des causes possibles de maladies.[30] Le cimetière fut déménagé à l'exterieur du village en 1911, lorsqu'un paroissien donna un acre de terre à la paroisse pour y inhumer les morts.

En 1906, la municipalité de Dufferin fut divisée en deux parties. Le village de Saint-Claude se trouva dorénavant dans la municipalité rurale de Grey, dont les bureaux furent situés à Elm Creek, probablement en raison de son emplacement au centre de la nouvelle municipalité. Auguste Bonnefoy, conseiller à Dufferin depuis 1903, garda son poste à Grey jusqu'en 1907, année où il fut remplacé par E.J. Antoine.

Le curé fut aussi remplacé, mais cette décision venait d'en haut. Vers 1906, le Père Massonat, qui avait eu des difficultés avec certains paroissiens, fut remplacé par le

---

[29] Trémorin-Heiget, "Saint-Claude," La Gazette, le 28 décembre 1981, p.1.

[30] Minutes of the Council Meetings of the R.M. of Grey, le 9 juillet 1907, p.71, Bureau de la Municipalité Rurale de Grey, Elm Creek.

Père Maur Mourey. Des lettres passées entre les C.R.I.C. et l'archevêque vers cette période montrent un certain relâchement dans la discipline personnelle du Père Massonat. Quoiqu'il en soit, une pétition favorable à ce que ce dernier reste à Saint-Claude fut présentée à l'archevêque, mais elle n'eut aucun résultat.

Le Père Maur semble avoir été plus intransigeant et plus ultramontain que son prédécesseur. Le nombre de paroissiens diminua un peu, non à cause du zèle du nouveau curé, mais parce que la paroisse de Haywood fut érigée en 1907 dans le canton à l'est de Saint-Claude. Malgré la diminution du nombre de clients potentiels, car certains établissements prirent racine à Haywood, le secteur commercial du village continua à grandir. L'annuaire Henderson compte en 1908 deux magasins généraux, quatre vendeurs de machines agricoles, une cour à bois, une scierie, un forgeron, un ferblantier, deux hôtels, une boucherie, une écurie, un charpentier, un élévateur, une agence immobiliaire ainsi que les agents du téléphone et du chemin de fer, pour une population de deux cents âmes.[31] Un médecin, lui aussi venu de France, s'établit au village en 1909.

Vers 1908-1909, l'accroissement démographique déclina, signe que l'immigration diminuait comme cause principale de

---

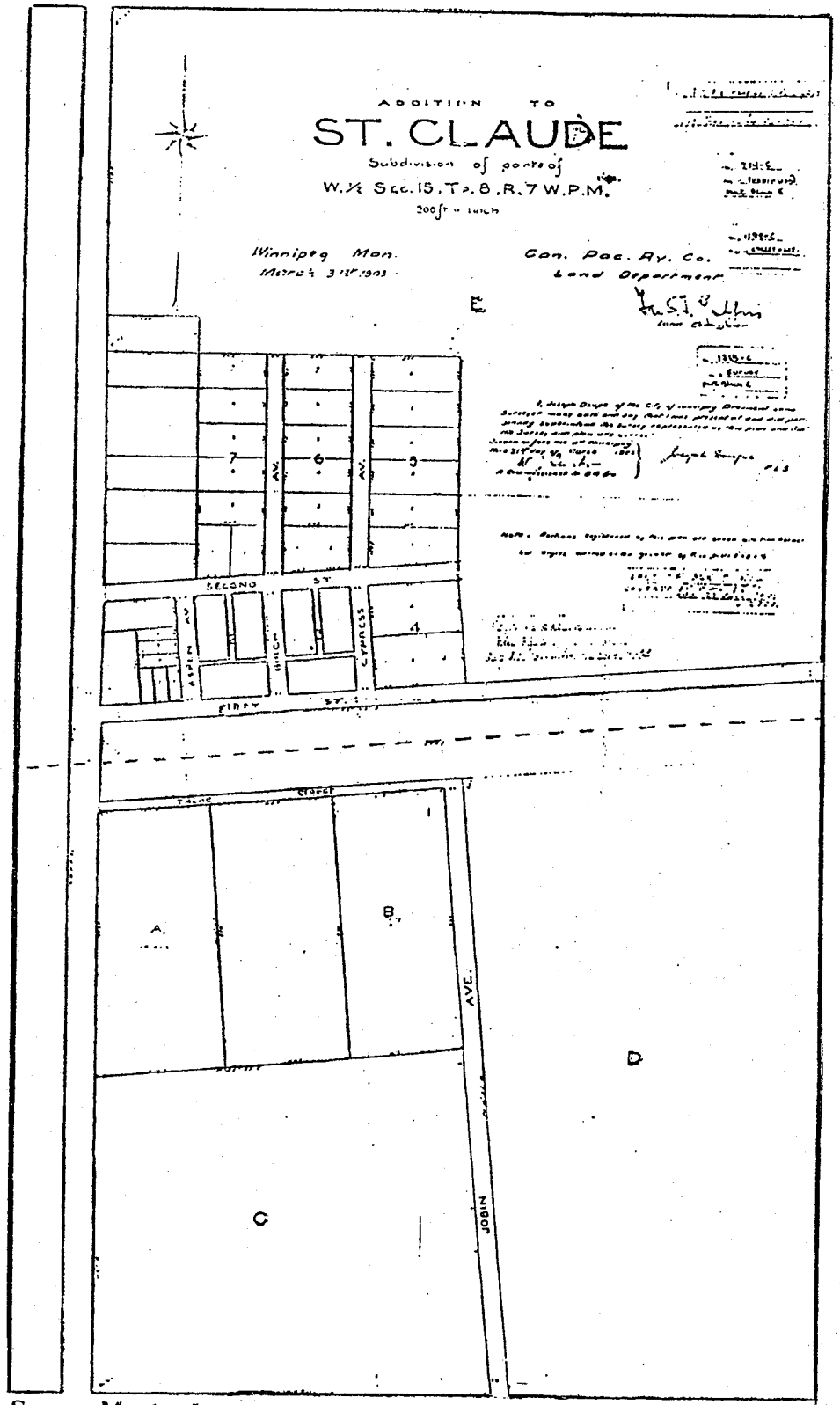
[31] Henderson's Western Canada Gazetteer and Directory for 1908 (Winnipeg: Henderson Directories, 1908), Vol.27, p.706.

croissance de la population.[32] Saint-Claude devait rivaliser avec les autres villages pour attirer des colons. Notre-Dame-de-Lourdes avait un meilleur agent de publicité en la personne de dom Benoît, qui avait fondé les deux villages. Haywood pouvait offrir plus de terres libres dans son voisinage. Les lointaines terres de l'Alberta et de la Saskatchewan promettaient mieux que les terres de moindre qualité devenues plus rares et plus chères aux alentours de Saint-Claude.

---

[32] Voir chapitre 4 pour plus de détails sur la démographie.

Carte 4: Saint-Claude en 1903.



Source: Morden Land Titles Office, Plan 753-C

Certains Saint-Claudiens quittèrent la région pour occuper des terres dans les provinces à l'Ouest. Un groupe d'entre eux fondèrent le village de Saint-Front en Saskatchewan, en 1910.[33] Les raisons de leurs départs sont variées. Certains quittent la ferme paternelle, celle-ci étant surpeuplée. D'autres semblent avoir voulu s'échapper d'un climat politique ou social parfois hostile, tels les familles qui "quittent la paroisse simplement parce que la familiarité démocratique et les opinions avancées de leurs voisins leur déplaisent."[34] Il est plus probable que la pauvre qualité des terres conduisait certains agriculteurs à en chercher de meilleures. Cependant, la disponibilité des terres demeure un critère important dans l'accroissement d'une population dont la base économique principale est l'agriculture.

Malgré ce dépeuplement, la population rurale grandit. Un quatrième district scolaire, celui de Saint-Jean, fut formé en 1909 au nord-ouest du village, plus éloigné de celui-ci que les deux autres districts ruraux.[35] En même temps, le secteur agricole continue à croître. Le montant d'acres

---

[33] Donatien Frémont, Les Français dans l'Ouest Canadien (Saint-Boniface Les Editions du Blé, 1980), 2e édition, p. 162.

[34] Jean Lionnet, Chez les Français du Canada (Paris Plon,1910),4e édition, p. 211.

[35] Comptes rendus des Assemblées du district scolaire de Saint-Jean, S.D. 1508 Pétition du 31 mars 1909, Archives de la Division Scolaire de la Montagne, Notre-Dame-de-Lourdes.

cultivés dans le canton 8 rang 7 ouest augmenta de 5500 en 1908 à 8295 en 1913.[36] Le montant de têtes de bétail augmenta aussi, car on pratiquait surtout la polyculture, en raison de la qualité des terres. En 1914, la compagnie "Ogilvie" fit construire un deuxième élévateur au village. Le premier continua à opérer, sous les auspices du "Manitoba Elevator Commission" depuis 1911.

On construisit également une nouvelle église en 1911, l'ancienne étant trop étroite. Ceci indique l'accroissement dans le nombre de fidèles, lequel correspond à l'accroissement de la population locale. Une société de Saint-Jean-Baptiste fut formée pour organiser la fête annuelle. Les membres fondèrent aussi une bibliothèque paroissiale. Un cercle d'étude catholique, formé de jeunes hommes de la paroisse, devint un forum où se débattaient des questions d'actualité: la franc-maçonnerie et le catholicisme, les écoles neutres ou les écoles confessionnelles, etc. Les positions prises étaient toujours du côté du clergé. En 1914, le cercle s'affilia à l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, qui naquit au Québec en 1904.[37]

---

[36] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, Ward 4, 1908, 1913, Bureau de la Municipalité Rurale de Grey, Elm Creek.

[37] "St. Claude," La Liberté, Vol.1, nos.26-33.

La formation de ces nouvelles sociétés catholiques depuis le début du siècle semble indiquer l'ascendance cléricale. Cette dernière ne fut pas sans contestation, la question épineuse de l'éducation revenant sur le tapis à maintes reprises. Depuis 1904, les religieuses enseignaient à l'école. Un peu plus tard, on divisa les classes, les garçons demeurant à l'école, les filles allant suivre leurs classes au couvent.

La présentation de plans en 1909 pour transformer l'école du village fut l'occasion de renouveler la guerre de position. Les prêtres, appuyés par l'archevêque et les conservateurs de la région, voyaient en les plans des commissaires une attaque contre les institutions religieuses et l'école confessionnelle.

En face d'eux, les critiques de l'école voulaient remplacer les institutrices religieuses par des laïcs. Leur but était d'améliorer la qualité de l'éducation de leurs enfants. La mauvaise qualité de l'éducation fut attribuée aux religieuses.[38] Plusieurs libéraux s'opposaient à l'école confessionnelle. Ils étaient appuyés de certains Protestants anglophones qui n'étaient pas fiers d'envoyer leurs filles au couvent pour y recevoir leur éducation. Un compromis serait bien difficile, vu la prise de positions opposées. Les religieuses continuèrent à enseigner au

---

[38] Manitoba Free Press, le 31 janvier 1910, p.8, lettre de Mr. Constantine.

village jusqu'en 1915, date où elles furent remplacées par des laïcs.

Dans une vie communautaire sans grands bouleversements, ces chicanes peuvent apparaître plus grandes qu'elles ne le sont en réalité. Les conflits furent réglés plus souvent à l'amiable. Dans les évènements à grandes répercussions, les Saint-Claudiens firent front commun, donnant une perspective d'unité au village. Lorsque la grande guerre éclata en 1914, cinquante-huit Français, réservistes ou en âge de faire leur service militaire, répondirent à l'appel du Consul français à Montréal, et ils partirent porter les armes pour la la France.[39] Après vingt-deux ans d'existence, les racines françaises du village étaient apparentes, et un jeune village fut définitivement établi.

---

[39] L.C.S.B., le 15 novembre 1914, p.277.

III

L'ECONOMIE DE LA COMMUNAUTÉ

Pour quelles raisons un village surgit-il de terre à tel endroit? Pourquoi grandit-il jusqu'à une certaine importance, sans la dépasser? Les réponses à ces questions se trouvent dans l'étude du site et de l'économie villageoise. La production, la distribution et la consommation des biens matériels dans le village sont fortement influencées par le site. Une étude de l'économie locale doit porter non seulement sur le village comme univers, mais doit se réaliser en élargissant les frontières géographiques pour y incorporer la campagne avoisinante. La superficie de cette campagne élargit encore les cadres de l'étude, car chaque village cherche à étendre son influence sur ses environs. Il grandit ou se retrécit selon sa position dans un système économique plus grand, qui comprend la province et le pays.[1]

En se tenant à la biographie de Saint-Claude au chapitre précédant, le village retrace ses origines au "Manitoba and South-Western Colonization Railway". Celui-ci, partant de Winnipeg, cherchait à atteindre les dépots de charbon près

[1] Voir le chapitre 5 pour la place du village dans le système urbain.

de la rivière Souris. On construisit une tour à eau à une soixantaine de milles de Winnipeg, ceci étant nécessaire pour assurer un service adéquat sur toute la ligne. De même, des cantonniers étaient postés à des intervalles plus ou moins réguliers le long de la voie pour assurer son entretien. Travaillant six ou sept jours par semaine, il était préférable pour la compagnie de loger ces cantonniers près de leur section. Ainsi apparait le fondement d'un village, sur les côtés d'un système de transportation qui, avec l'achat de la ligne par le "C.P.R.", est à l'échelle du pays.

Une fois la voie construite, la compagnie du chemin de fer chercha à attirer les colons, car la branche "South-Western" était destinée à alimenter la voie transcontinentale plus importante. A ces fins, la "Canadian Pacific Railway Co." choisit des quarts de section dans les cantons près de la voie ferrée pour vendre aux colons. Elle pouvait donc leur offrir un système d'écoulement de produits locaux vers les marchés importants du Canada et d'ailleurs. Mais la voie ferrée ne suffisait pas d'elle-même pour attirer les colons vers "Sixty Miles Tank", car une période de cinq ans passa avant que les premières terres du canton soient réclamées. Les premières grandes vagues d'immigrants passèrent à côté des terres marécageuses et boisées qui entouraient "Sixty Miles Tank" pour trouver ailleurs de meilleures terres. Ce n'est qu'en 1892 qu'une poignée

d'immigrants français s'installèrent sur des quarts de section autour de la voie ferrée et de la maison des cantonniers, dans le but d'y établir des fermes familiales.

Le premier arrivé d'entre eux, G.J. Trémorin, arriva de Notre-Dame-de-Lourdes, à environ quinze milles au sud-ouest de sa nouvelle terre. Arrivé au pays avec ses parents en 1891, il prit un quart de section près de la voie ferrée où il n'y avait personne, et où il n'était pas trop éloigné de ses compatriotes. Hormis la terre libre et peu coûteuse et la proximité d'un moyen de transport, le facteur de groupe ethnique entre en jeu. Trémorin n'était pas assez loin du groupe ethnique dont il était membre pour en être complètement détaché. D'autres immigrés du même groupe ethnique vinrent s'établir près de son "homestead", se logeant dans la maison de pension de Mme. Thompson ou à Notre-Dame-de-Lourdes en attendant de choissir leur lot et d'y construire un gîte.

Les hommes qui suivirent l'exemple de Trémorin en prenant un "homestead" dans le canton 8 rang 7 à l'ouest du méridien principal avaient pour but de réussir en agriculture. En effet, c'est surtout des producteurs agricoles de ce genre que les agents d'immigration recherchaient en Europe pour peupler le Nord-Ouest. "The only class which we are able to encourage are farmers, capitalists, farm labourers and domestic servants,"[2] rapporte le Sous-ministre de

[2] Gouvernement du Canada, Annual Report of the Department of

l'immigration. Il est probable que la majorité des Saint-Claudiens au Manitoba furent des agriculteurs dans leur pays natal. Ils étaient attirés par l'appât d'une terre peu coûteuse, près de la voie ferrée, où, parce que les membres de leur groupe ethnique s'y étaient établis, leur langue et leurs moeurs seraient compris et respectés. C'est là une tendance universelle.[3]

Pour ces agriculteurs, l'environnement, ou plus précisément le sol et le climat, joue un rôle important dans le choix des cultures, ainsi que dans le taux de production annuel des plantes cultivées. Une étude du sol et du climat indique ce à quoi ces gens pouvaient s'attendre.

Le canton 8 rang 7 à l'ouest du méridien principal se trouve à environ huit milles (onze kilomètres) au nord-est de l'escarpement de la montagne Pembina, qui, jadis, était la rive sud-ouest de l'immense lac Agassiz. En se retirant vers le Nord, le lac fit place au delta inférieur de la rivière Assiniboine, qui y déposa une alluvion de terre noire et sableuse, qui varie en épaisseur de trois à quinze pieds.[4] Ces sables empèchent un bon écoulement des eaux:

---

the Interior for the Year 1895, Sessional Paper No. 13, 1896, p. 6.

[3] C.A.Dawson et Eva R.Younge, Pioneering in the Prairie Provinces; The Social Side of the Settlement Process, Canadian Settlement Series vol. VIII, W.A.Mackintosh et W.L.G.Joerg, éd., (Toronto: Macmillan, 1940) p. 36.

[4] W.A.Ehrlich, E.A.Payser et L.E.Pratt, Report of Reconnaissance Soil Survey of Carberry Map Sheet Area,

> The Almasippi soils have developed under varying degrees of imperfect drainage, as surface runoff is slow and internal drainage is impeded by this fine textured substrate.[5]

Les arpenteurs trouvèrent l'endroit plutôt marécageux, car aucun cours d'eau ne permettait l'écoulement de l'eau de ruissellement et des fontes de la neige. Le sol prenait beaucoup plus de temps à sécher au printemps qu'un sol bien drainé.

Une fois sec, ces sables noirs n'ont qu'une "relatively low natural fertility as they have low moisture-retention capacity and a limited reserve of organic matter."[6] En plus, à cause de sa qualité granuleuse, le sol est plus susceptible à l'érosion éolienne s'il n'est pas protégé des vents. Les bois, les buissons et l'herbe protégeaient la terre avant le défrichage, de façon à ce qu'en certains endroits, le sol soit plus riche en matières organiques.

Le climat aussi n'est pas sans influence en agriculture. Dans la région, comme ailleurs dans le Nord-ouest canadien, il y a une variation considérable entre les températures moyennes de l'hiver et de l'été. Il y a, en moyenne, une centaine de jours consécutifs sans gelée par année, et une saison moyenne de 170 à 180 jours où la température

---

Manitoba Soils Survey, Soils report no. 7 (Winnipeg: Manitoba Department of Agriculture and Immigration, 1957) p.24.

[5] Soil Survey, p. 61.

[6] Soil Survey, p. 63.

quotidienne moyenne est au-dessus de 42 degrés Fahrenheit, une température assez élevée pour permettre aux plantes de croître.[7]

Bien qu'étant à l'est du triangle Palliser, la région n'est pas très humide. La précipitation moyenne pendant la saison agricole, du premier jour de mai au trentième de septembre, varie de 250 mm à 400 mm, soit de dix à quinze pouces.[8] Encore faut-il que la pluie tombe aux bons moments de la saison. Le climat et le sol semblent être moins propices à la monoculture qu'à la polyculture.

Ce fut la conclusion de plusieurs études. R. Bourne, qui arpenta le canton en 1893, jugea que l'endroit était "better suited for grazing than tillage."[9] Cependant, une fois qu'il y aurait un système d'égoutement pour écouler l'eau de ruissellement et l'eau souterraine, il croyait que "the prospects of the tiller will much improve, a good deal of the land being easy of clearance."[10] Une étude parrainée par le gouvernement manitobain soixante-quatre ans plus tard concluait:

---

[7] Soil Survey, p. 25.

[8] S.Dunlop et C.F.S.Shaykewich, Southern Manitoba: Climate and Agriculture (Winnipeg: Manitoba Department of Agriculture, 1982).

[9] PAM, RG. 17 C1 #5572, Renewal and Reestablishment of corners in Tp.8 R.7 WPM, R.Bourne, 1893.

[10] Ibid.

> The Almasippi soils on level topography are suited to stock raising and the production of forage and hay crops .... Cereal crops, especially oats, may be grown in the crop rotation about two years out of five, but the yield of grain will usually be small.[11]

La nature du sol et du climat illustrent en partie pourquoi le chemin de fer à lui seul n'attirait pas les colons, qui recherchaient un bon amalgame de bois, d'eau, et de terrain libre de broussaille et prête à labourer.[12]

La plupart des immigrants qui arrivèrent dans la région de Saint-Claude avaient l'intention d'y exploiter une ferme. Le premier pas vers ce but était de se procurer une terre. On logeait chez Mme. Thompson ou chez un voisin en attendant de réclamer un quart de section et d'y construire un abri. Une fois qu'il ait choisi une terre, le colon, souvent par l'entremise d'un prêtre qui en avait déjà fait l'expérience, présentait sa demande pour un quart dans une section paire, c'est-à-dire, qui avait été ouverte à la colonisation par le gouvernement fédéral sans être octroyée à une compagnie colonisatrice. Pour une somme de dix dollars payée au Ministère de l'Intérieur, le colon enregistrait la propriété en son nom. Il devait y résider pendant trois ans et y cultiver la terre afin d'en acquérir la propriété.

---

[11] Ehrlich, Payser & Pratt, Soil Survey, p. 63.

[12] Margaret Fahrni Morton et W.L.Morton, Third Crossing (Winnipeg: Advocate Printers, 1946) pp.15-16, et Gerhard John Enns, The Rural Municipality of Rhineland 1884-1984 (Altona: D.W.Friesen and Sons, 1984) p.2, font allusion aux préférences des colons dans leur choix de site.

Certains, ayant plus d'argent à leur arrivée, achetaient un lot adjacent à leur terre pour s'assurer un plus grand rendement lorsque les terres seraient toutes occupées. Ils pourraient aussi faire un profit en la revendant à plus haut prix. D'autres spéculateurs prenaient des terres et attendaient que les prix grimpent avant de les revendre. La majorité de ces spéculateurs restaient à Winnipeg ou dans les villages anglophones autour de Saint-Claude, et louaient ces terres aux fermiers. Les habitants de cette communauté spéculaient très peu, simplement parce qu' un immigrant avec de l'argent était plûtot rare.

Une fois les carreaux de terre du gouvernement occupés, les colons se virent obligés d'acheter une propriété de la "Canadian Pacific Railway Co.", qui, par son contrat avec le gouvernement du pays, était devenue propriétaire de presque toutes les sections impaires dans les cantons à proximité des voies du chemin de fer. De nouveaux arrivants au pays dans les prochaines années achetèrent la terre des colons qui, pour quelques raisons, avaient décidé d'aller trouver fortune ailleurs. Les acheteurs trouvaient ainsi, dès leur arrivée au nouveau monde, des terres prêtes à recevoir les semences, ce qui facilitait l'adaptation des colons au pays.

Pour le colon ordinaire, débarqué du train avec peu d'argent, les débuts n'étaient pas faciles. Pour devenir propriétaire de sa "terre promise", il fallait s'assurer d'un revenu dès la première année. Ayant eu une terre, la

deuxième étape était de la rendre productrice, en la drainant et en la défrichant pour ensuite la cultiver. Mais avant de se mettre à la tâche, le colon construisait habituellement une étable en rondins, recouverte au début d'un toit de chaume. Les humains et les animaux domestiques partageaient cet abri en attendant qu'une maison soit construite.

Ainsi, dans son journal qui retrace ses premières années au pays, un immigrant, C.J.H. Arbez, raconte comment il divisait son temps entre le débroussaillement, le jardinage, le fanage, l'aménagement d'un chemin vers le village et la construction d'une maison de planches, dont le bois provenait du magasin.[13] Les priorités étaient de s'assurer une subsistance jusqu'à l'année prochaine, quand la terre produirait une récolte. En attendant, on la préparait à recevoir la semence au printemps.

Beaucoup d'immigrants arrivaient au printemps. Ils n'avaient pas le temps de défricher leur terre avant les semences, mais la plupart arrivaient quand-même assez tôt pour semer un potager. On y semait des carottes, des choux, des betteraves, des choux-raves, des courges, des oignons, des pommes de terre, des haricots et des pois: en somme, ce qu'on avait connu en Europe et qui pouvait pousser au

---

[13] C.J.H.Arbez, "Le Journal de Charles J.H.Arbez" (Saint-Claude: manuscrit, 1893-1895). Chez Mme. L. Bazin, à Saint-Claude.

Canada.[14] A la fin de la première année, le potager avait produit la seule récolte de l'année. Les oeufs du poulailler, et les produits laitiers venaient compléter la diète, ainsi que les animaux abattus par la chasse: perdrix, lapins, gros gibiers, canards et autres oiseaux aquatiques trouvés dans les marais. La cueillette de baies sauvages, tel des canneberges, se pratiquait également. On mangeait ce qu'on trouvait localement.

La construction des bâtiments, tels que la porcherie, l'écurie, le poulailler et la maison, l'achat des outils aratoires nécessaires à la culture, et l'achat des animaux, représentaient des dépenses considérables pour les colons. Ceux-ci, ayant dû se séparer d'une bonne partie de leurs économies pour faire la traversée transatlantique et la randonnée en train jusqu'à l'Ouest, n'avaient pas toujours les moyens de faire ces achats. Les colons devinrent des ouvriers agricoles temporaires, se trouvant un emploi chez les agriculteurs des villages voisins ou, une fois les premières fermes établies, chez leurs voisins immédiats.

> La plupart des habitants sont arrivés sans capitaux. Ils vont chaque année louer leur travail à l'époque des moissons et des battages, et, avec les salaires qu'ils rapportent, ils achêtent non seulement le pain de l'année, mais les boeufs, les vaches, la charrue, la voiture et les autres instruments nécessaires à une exploitation agricole.[15]

---

[14] Ibid.

[15] "Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude dans le Manitoba," Le Manitoba, le 3 janvier 1894, p. 2.

En devenant prolétaires, les immigrants assuraient leur survie, et profitaient d'un salaire de deux à trois fois plus élevé qu'en France.[16] La municipalité rurale fournissait aussi du travail. En éclaircissant les endroits alloués aux chemins, et en creusant des fossés pour drainer les champs, l'immigrant recevait un salaire qu'il utilisait pour payer les impôts, tout en améliorant son champ et en facilitant le transport de ses produits au marché.

L'aménagement du terrain pour le rendre propice à l'agriculture se faisait petit à petit, le colon ayant bien d'autres travaux à accomplir. Il fallait donc attendre quelques années avant que les revenus de l'agriculture puissent couvrir les dépenses. Mais, l'hiver arrivé, le gel et la neige empêchaient le travail de la terre, sans toutefois diminuer les besoins élémentaires des hommes et des animaux. Pendant cette période, les immigrants firent ce que les Métis de la région faisaient déjà avant eux, la coupe de bois.

Pour les colons qui voulaient être agriculteurs, la coupe de bois était une étape nécessaire au défrichement de la terre. L'hiver arrivé, les animaux de trait tiraient les bûches coupées jusqu'à la gare du chemin de fer. La neige facilitait le transport des bûches. A la gare, celles-ci étaient chargées dans des wagons et apportées au marché. La

---

[16] PAC RG.76, Vol.1, File 1, pt.2, Le Colonisateur Canadien, (Montréal) le 15 avril 1891, p.2.

plus grosse partie du bois, vu la taille moyenne des arbres, était vendue comme bois de chauffage. Les plus gros arbres étaient sciés en planches.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'importance de cette industrie, les chiffres étant assez rares. Il est très probable que les hommes arrivés au cours des premières années ont tous, à un moment ou l'autre, pratiqué la coupe de bois. Les chroniques du village attribuent à cette industrie une grande importance. "Saint-Claude doit en grande partie sa prospérité actuelle au bois que les colons abattaient l'hiver, et qu'ils vendaient."[17] La présence du chemin de fer, et la construction d'une deuxième voie d'un demi-mille de long et d'un quai afin de faciliter le chargement des wagons, aida à promouvoir l'industrie, et indiqua sa rentabilité économique pour les villageois et la compagnie du chemin de fer.

> In the course of time a demand for wood to supply the district in and around Carman arose, and St-Claude being on the railway and easy of access, a lively trade in the commodity soon grew to be extensive and profitable.[18]

---

[17] Supplément à L'Echo du Manitoba, le 30 août 1900. p. 7. La colonie mennonite d'Altona, située où il n'y avait pas de bois, dut faire des emprunts d'argent auprès du gouvernement fédéral ainsi qu'auprès des colonies mennonites ontariennes afin de traverser les premières années de son existence dans l'ouest. Esther Epp-Tiessen, Altona: The Story of a Prairie Town (Altona: D.W.Friesen and Sons, 1982) p.13.

[18] The Dufferin Leader, le 4 août 1898, p. 1.

L'industrie du bois augmenta avec le nombre de colons, et continua à être une importante source de revenu jusqu'au tout début du vingtième siècle. La production augmente, de soixante wagons ferroviaires expédiés en 1894, à sept cent cinquante en 1898, et un journaliste de de l'époque ajoute que "the people depend most upon the sale of wood for their income."[19] Le niveau de dépendance peut être calculé en se rappelant qu'entre ces deux années, la saisie de trois mille cordes de bois coupées sans permis amena la disette pour une bonne partie de la population au cours de l'hiver de 1896-1897.[20] A son apogée, l'industrie attirait également les hommes des villages voisins de Saint-Claude pour y couper le bois.

Une fois les terres déboisées et défrichées, l'industrie du bois diminua. Le chroniqueur Saint-Claudien à l'hebdomadaire Le Manitoba, qui avait pris l'habitude de citer dans ses reportages le prix d'une corde ou d'un wagon de bois, cessa de le faire en 1901.[21] De même, son confrère

---

[19] Ibid.

[20] Cette industrie fut pratiquée dans un bon nombre d'endroits où le terrain était boisé, et devint pour les colons le moyen par excellence d'amasser un capital. Certains villages, tels que La Broquerie et Minnedosa, pour n'en nommer que deux, avaient leurs propres moulins à bois, devenant ainsi le centre commercial de ces jeunes communautés. Dans J.-M.Taillefer, La Paroisse de Saint-Joachim de La Broquerie 1883-1983 (Steinbach: Derkson, 1983) pp.23-25, et Barry Potyondi, "Country Town: the History of Minnedosa, Man. 1879-1920," Thèse de maîtrise (University of Manitoba, 1978).

[21] "Chronique de la Province", Le Manitoba, 1894-1901.

auprès du Dufferin Leader de Carman indiqua à la fin de 1900 que la coupe de bois diminue, et mentionna en début de l'année suivante que les gens s'intéressaient davantage à lélevage des bêtes à cornes qu'à la coupe de bois.[22]

La coupe de bois fut donc une industrie provisoire à Saint-Claude, pratiquée surtout en hiver, en attendant que l'agriculture soit plus rentable. En effet, aucune compétition ne pouvait se faire entre les deux, car tout terrain boisé faisait obstacle à l'agriculture, et tout terrain défriché était dénudé des derniers d'arbres. Perçu comme un gagne-pain temporaire, les hommes coupaient le bois sans tenir compte ni des déséquilibres biologiques ni du futur de l'industrie. Cela est intelligible, car ce serait contraire au but d'ouvrir le plus de terres possibles à l'agriculture.

C'est à partir de l'essor agricole que le village obtint une base économique permanente. Ce ne fut point un développement rapide. Le défrichage, le débroussaillement, le drainage et les autres travaux qui transformèrent la prairie vierge en champs de blé étaient physiquement difficiles et demandaient beaucoup d'efforts à une époque où l'homme et l'animal étaient les seules sources d'énergie disponibles. Même avec les terres gratuites, le succès n'était pas chose donnée. Sur les soixante-quatre quarts de

---

[22] The Dufferin Leader, le 6 décembre 1900, p. 1, et le 28 février 1901, p.1.

sections ouverts par le gouvernement à la colonisation dans le canton 8 rang 7 ouest, ving-neuf applications initiales durent être annulées, soit à peu près quarante-cinq pour cent des applications. On peut compter en tout quarante-et-une annulations pour ces mêmes soixante-quatre quarts.[23] Plusieurs d'entre ceux qui devaient annuler recommencèrent sur une autre terre, souvent parce qu'ils n'avaient pas les moyens de faire autre chose. Un plus petit nombre quitta la région, ou déménagea au village et s'y trouva un nouvel emploi.

Chaque exploitation agricole grandit à son propre rythme, l'industrie étant en voie de développement. En 1896 et 1897, quelques habitants deviennent propriétaires de la terre qu'ils cultivent, cependant, le temps moyen écoulé entre la date d'enregistrement et celle où ils deviennent propriétaire est de cinquante-neuf mois, un peu moins de six ans.[24] Cette période varie entre un peu moins de deux ans, pour un fermier qui prit une terre où il y avait déjà eu trois annullements, à dix ans, pour un jeune fermier qui aida probablement à développer la terre paternelle avant la sienne. Le nombre de fermes augmente chaque année.

---

[23] PAM Dominion Lands Plan, Township No 8 Range 7 WPM. Une application initiale est la première qui a été faite sur une terre. En y ajoutant le nombre d'applications sur des terres dont l'application initiale a été annulée, nous arrivons à la somme d'applications totales.

[24] Ibid.

En 1906, la nouvelle municipalité rurale de Grey entreprit un recensement pour fins d'impôts. Ce sont les premières statistiques de cette localité. Cependant, ces chiffres n'incluent pas les cantons au sud et à l'ouest du village, qui ne font pas partie de cette municipalité. A l'ouest du village, Rathwell attire à lui des fermiers, et au sud, Roseisle, bien qu'un peu plus éloigné, fait de même. A cause de l'absence de données, on pourrait ajouter au nombre de fermiers, d'acres cultivés et d'animaux donnés ci-dessous entre dix et vingt pour cent de leur total, afin d'en arriver à un chiffre plus représentatif de la réalité, quoique moins exact. L'auteur a préféré s'en tenir aux chiffres existants, et les statistiques suivantes ne tiennent compte que des cantons au nord et à l'est du village, ainsi que de celui sur lequel est situé le village.

En 1906, on peut compter aux alentours de Saint-Claude environ cent dix fermes et propriétés indépendantes. La majorité d'entre elles ont gardé une superficie de cent soixante acres tandis qu'un peu moins du quart sont plus importantes et une dizaine sont plus petites.[25] En 1913, le nombre d'exploitations agricoles a augmenté à cent quarante-trois, dont la moitié ont une superficie supérieure

---

[25] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1906. Bureau de la M.R. de Grey, Elm Creek. A moins d'avis contraire, les chiffres utilisés proviennent des rouleaux d'assesseurs du Ward 4 de cette municipalité, qui comprend les cantons 8 et 9 des rangs 6 et 7. Seuls les propriétaires qui donnent Saint-Claude comme adresse et qui s'associent à ce village, sont comptés.

à cent soixante acres. Encore une fois, un dixième des fermes sont inférieures au quart de section. L'augmentation dans le nombre de fermes de plus de cent soixante acres s'explique surtout par le nombre croissant de terres prises dans le canton 9 du rang 7 ouest, qui avait été divisé en morceaux de deux cent quarante acres pour être donné aux Métis. Le nombre d'agriculteurs augmente de quatre-vingt-dix en 1906 à cent quarante-trois en 1913, mais seulement cinquante-trois des cent quarante-trois étaient à Saint-Claude depuis 1906. Il y a donc quatre-vingt-dix nouveaux arrivés depuis 1906, contre trente-sept qui ont quitté le domaine de l'agriculture à Saint-Claude.[26]

Etant donné que chaque ferme grandissait à son rythme, il est plus prudent d'étudier l'industrie en sa totalité, d'examiner la forêt et non les arbres. Les statistiques sont rares, et portent plutôt sur la superficie de terre cultivée que sur la production. Les terrains aménagés augmentent à un rythme très lent. En 1896, on compte trois cent soixante acres défrichés, et on atteint mille acres en 1900.[27] En 1906, l'assesseur municipal compte près de six mille cinq cents acres cultivés, chiffre qui diminue à six mille trois cents en 1908. L'aire cultivé augmente à environ neuf mille sept cents en 1911, et dix-sept mille

---

[26] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1906 et 1913.

[27] Victor J. Darel, "Histoire d'une Colonie Française au Manitoba" (Saint-Claude: manuscrits, 1903-1905). Chez Mme. L. Bazin, à Saint-Claude.

trois cent soixante-quinze en 1913.[28] La diminution de deux cents acres entre 1906 et 1908 peut s'expliquer en partie par la naissance du village de Haywood, dans le canton à l'est de Saint-Claude, en 1907. En effet, cent six agriculteurs donnent Saint-Claude comme adresse en 1908, contre cent dix en 1906. Haywood, à ses débuts, ne fait que commencer à attirer les fermiers. Les chiffres donnés indiquent l'expansion géographique du secteur agraire mais donnent peu d'indications quant à la productivité de ce secteur économique. Encore une fois, il faut consulter les chroniques du village.

Celles-ci, en parlant d'agriculture, ne font état que de deux céréales, mais il est probable que d'autres ont été cultivées. Les principaux étaient le blé, qui atteint la maturité en une centaine de jours, et l'avoine, qui prend entre 85 et 88 jours à faire de même.[29] Avec cette période de croissance plus courte, la culture de l'avoine était plus avantageuse: par exemple, un acre semé d'avoine produisait plus de minots qu'un acre de blé. La culture de l'avoine était plus pratique pour nourrir les animaux tandis que dans une économie de production pour le marché, la production de blé remportait, son prix par acre étant plus élevé.[30]

---

[28] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1906-1913.

[29] Dunlop et Shaykewich, Climate and Agriculture.

[30] Dominion Bureau of Statistics, Handbook of Agricultural Statistics, Part 1, Field Crops 1908-1963 (Ottawa: 1964) pp. 17 et 31.

Au cours des premières années, la production servait à nourrir les animaux, les humains et pour le semis du printemps prochain. Les boeufs servaient comme animaux de trait. Avec le temps, le cheval, qui mange comme deux bêtes à cornes, mais qui peut faire plus de travail, les remplace. Puis, la récolte augmente au point où on utilise de nouvelles technologies. Dès 1902, on achète des moulins à battre, puis la vapeur viendra remplacer la force humaine. Pour la plupart des fermiers, cet achat est trop élevé, et on se regroupait en société, à à l'est et à l'ouest du village, afin de se les procurer. Ce n'est que plus tard que les fermiers peuvent s'en procurer sans avoir à partager les frais.

Les premiers tracteurs et les améliorations technologiques firent leur apparition dans la région à la fin de la période. Cependant, l'agriculteur restait à la merci du climat. De plus, il ne contrôlait pas toutes les étapes de la production, mais travaillait plutôt avec les aléas de la nature parfois peu clémente. Un hiver tôt, un printemps tardif, une pluie trop abondante, un été trop sec, ou des nuages de sauterelles, autant de facteurs menaçaient les récoltes. Puis, les feux de prairie et de brousse menaçaient souvent les meules de foin destinées à nourrir le bétail en hiver, ou les bâtiments de la basse-cour. Malgré tout, la production continua toujours à croître.

Cette croissance de la production était due au défrichement continuel de nouveaux terrains. En 1898, un chroniqueur indique fièrement que "We have started this fall to ship wheat."[31] Deux wagons furent expédiés en cette année. Ce n'est qu'en 1900 qu'on mentionne un fait semblable pour l'avoine. On vendait aussi du grain aux villages voisins, qui s'en servaient pour la semence.

Le début de la production céréalière pour le marché fut le début d'une économie sur laquelle le village pouvait se baser pour grandir. Ainsi, aucun village agricole des prairies était sans son point de repère: l'élévateur à grain. Les compagnies de grain se montrèrent intérèssées dans la construction des silos au village. En 1904, la "Western Grain Elevator Association" construisit un silo avec une capacité de vingt-sept mille minots, près des rails.[32] En 1914, c'est au tour de la "Ogilvie Elevator Company" d'en construire un plus grand, sa capacité étant de quarante mille minots.[33] L'augmentation dans la production attire aussi l'attention de la compagnie du chemin de fer, qui transporte le grain au marché, et qui commence à assurer, avec le développement des autres villages le long de la ligne, un meilleur service.

---

[31] The Dufferin Leader, le 29 décembre 1898, p. 1.

[32] Marie Trémorin-Heiget, "Recueil et Anecdotes de Saint-Claude," La Gazette, le 13 novembre 1981.

[33] La Liberté, le 23 septembre 1914, p.6.

Bien que la production céréalière augmente, amenant l'amélioration du côté local du système de distribution, le calendrier agricole ne change pas. Son cycle se déroule au rythme des saisons. Ce n'est qu'après la fenaison et la récolte, et une fois celle-ci battue, que l'agriculteur peut en vendre et ainsi obtenir un revenu monétaire. Les coûts de production et les autres dépenses variables au cours de l'année amoindrissent rapidement les revenus. Chez les commerçants du village, les fermiers accumulaient des dettes, souvent considérables. Le curé, écrivant à l'archevêque, indiqua que le commerçant principal du village "n'aurait qu'à dire un mot ou à être un peu stricte pour les paiements à l'automne pour que beaucoup de nos gens tombent pour ne plus se relever."[34] Les percepteurs de paiements des entreprises manufacturières des instruments aratoires visitaient régulièrement le village, et durent, de temps en temps, confisquer les outils de ceux qui étaient en retard dans leurs paiements.

Il est probable que les agriculteurs aient reconnu les inconvénients de ce cycle dans une économie de marché. Ils prirent quelques mesures pour les contrebalancer. Outre les sociétés agricoles pour l'achat des plus gros outils aratoires, on forma en 1900 la "Société coopérative des fermiers de Saint-Claude." Cette société organisa le Magasin général des fermiers de Saint-Claude, afin de

[34] AASB L21456 Père J. Radaz à Mgr. Langevin, Saint-Claude, le 30 août 1911.

supprimer les intermédiaires dans le commerce, et ainsi diminuer les prix.[35] La société ne regroupait que vingt-deux agriculteurs à ses débuts, mais elle illustre bien une identité commune des fermiers vis-à-vis du village, et une tentative des fermiers de régler eux-mêmes leurs problèmes. Ils vendaient leur surplus au magasin, et partageaient entre eux les profits. De cette façon, ils pouvaient s'assurer un peu d'argent pour les provisions, mais il fallait encore qu'ils achètent à crédit, comme aux autres magasins. La seule différence était que l'argent était dûe aux fermiers et non aux marchands. Malgré le petit nombre d'actionnaires, la société coopérative donna une alternative au fermier souvent endetté.[36]

L'élevage fut aussi pratiqué à Saint-Claude, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, les boeufs, remplacés plus tard par les chevaux, étaient nécessaires comme bêtes de somme pour l'agriculture pré-mécanique, et pour transporter les biens entre le village et les fermes. Deuxièmement, comme l'avaient indiqué les arpenteurs, la qualité des sols n'étaient pas assez bonne pour que l'agriculture céréalière puisse assurer un revenu annuel suffisant aux fermiers. Pour ceux-ci, l'élevage était donc nécessaire au point de

[35] Darel, "Colonie Française."

[36] Ce genre d'organisation des agriculteurs était commun dans plusieurs parties des provinces de l'ouest où les avaient des griefs contre le gouvernement ou les commerçants. Voir J.A.D.Stuart, The Prairie Wasp: A History of the Rural Municipality of Oakland, Manitoba (Winnipeg: Prairie Publishing Co., 1969) pp.129-130.

vue économique.

Il n'y avait pas simplement les fermiers qui pratiquaient l'élevage. Beaucoup de villageois avaient des chevaux et des bêtes à cornes, pour le transport, pour les produits laitiers et pour la viande. En 1911 et 1913, la municipalité, en évaluant la valeur des fermes pour fins d'impôts, recensa aussi les animaux. En 1911, on compta en campagne soixante-et-onze propriétaires d'animaux, qui, ensemble, avaient 242 porcs, 902 vaches, 41 boeufs, 25 taureaux, 65 moutons, 12 mules et 394 chevaux.[37] Les mules et les boeufs se faisaient remplacer par les chevaux comme bête de somme, comme l'indique le recensement de 1913. En cette année, on compte 592 chevaux, 7 mules et 50 boeufs pour quatre-vingt dix-sept éleveurs. Les troupeaux de bêtes à cornes ont augmenté, un total de 1014 vaches ayant été comptées. L'élevage du porc augmente aussi, de 242 à 621 têtes.[38] Bien que le nombre de moutons ait augmenté de peu, il n'y a que deux éleveurs d'ovins. L'élevage se répand surtout à cause du nombre croissant d'éleveurs. Bien qu'on soit resté muet à ce sujet, il est certain qu'on élevait aussi des volailles, pour la chair et pour les oeufs.

La variété d'animaux d'élevage permettait au fermier de profiter des fluctuations sur les marchés. Il pouvait vendre son bétail à des prix avantageux au cours de l'année,

[37] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1911.

[38] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1913.

recevant de l'argent pour régler ses dettes et refaire son crédit. Ce sont surtout l'élevage porcin et les bêtes à cornes qui intéressaient les éleveurs. Les chroniqueurs rapportent que des acheteurs de bétail passaient chaque année au village acheter des animaux, et la demande locale suppléait ce marché.

L'industrie laitière était présente à Saint-Claude. On peut retrouver à différentes époques une fromagerie et une crèmerie. Il semblerait, de ce fait, que l'industrie laitière pouvait supporter l'une ou l'autre, mais n'était pas assez importante pour accéder en même temps à la demande de ces deux industries de transformation. Cependant, dès 1902, le surplus était quotidiennement transporté à la ville, sous forme de crème et de beurre.

La polyculture devint l'industrie principale de l'endroit, sur laquelle l'économie villageoise se basa. Une fois développée, elle permit de passer d'une économie de subsistance à une économie de production pour les marchés, caractérisée par le cycle agricole saisonnier. Bien que l'industrie agricole semble être indépendante et auto-suffisante, elle est incomplète sans le village.

> The prairie pioneer was no self-sufficient farmer but an agricultural industrialist engaged in commercial trading. He produced a large surplus of grain and was a heavy consumer of manufactured goods. He needed grain shipping depots, farm implements, hardware goods, wagons, harnesses, lumber and other supplies. He needed banking services to finance these investments. He needed consumer goods that he could not produce himself: clothing and staple foodstuffs. As a result,

> every rural community needed a town, both as a shipping point that gathered surplus grain, and as a distribution point that fanned manufactured goods back into the countryside.[39]

Le village apparut et crût en même temps et à la même vitesse que l'agriculture en milieu rurale, car les deux sont liés et interdépendants. Mais, comme l'agriculteur choisit ce qu'il sèmera et élèvera sans tenir compte du village, certaines décisions prises par des villageois se font indépendamment des fermiers.

Il y a des raisons pourquoi le village apparait à tel endroit plutôt qu'à tel autre. Evidemment, un village semblait nécessaire pour faciliter la vente des grains, du bétail et de l'achat des provisions, sans que l'agriculteur ait besoin d'aller trop loin. L'emplacement du village est choisi en fonction de son rôle et des atouts de son site. Pour faciliter les communications avec un plus grand marché, car le village n'est qu'un maillon de la chaine du système urbain, les améliorations apportées au site naturel sont en jeu. Le chemin de fer, étant le seul moyen disponible pour le transport des marchandises, était l'atout désiré, et si on ne s'entendait pas sur le choix de l'emplacement du village, on était d'accord pour que celui-ci soit plus près de la voie ferrée.

---

[39] Paul Voisey,"The Urbanization of the Canadian Prairies 1871-1916", Histoire sociale /Social History, Vol. VIII, No. 15 (mai '75) p.78.

Certains villages se développèrent autour de plusieurs sites contestataires, pour finalement ne s'élever que sur le site du plus fort ou du plus astucieux. Les premiers renseignements à ce sujet datent de 1893, année où dom Benoît fit construire une église pour la communauté. A cette époque, le hameau n'était composée que de quelques bâtiments éparpillés, sans vrai noyau. Seule la maison de pension de Mme. Thompson, près de la tour à eau où le train s'arrètait, ressemblait à un hameau. C'était là que la "Canadian Pacific Railway Co." voyait le développement futur du village. Dom Benoît, de son côté, proposa de construire l'église sur la section 13, deux milles à l'est de la tour à eau. Il était probablement appuyé par Ed. Legras, qui occupait le quart sud-ouest de cette section, et par ses voisins.

Le plus fort dans ce débat fut le géant ferroviaire transcontinental, habitué à décider du sort des villages le long de ses voies. Il trancha habilement la question en faisant don à la Corporation archiépiscopale de Saint-Boniface de dix acres de terre au sud de la voie ferrée dans la section 15. Dom Benoît se plia donc aux exigences, et fit construire la petite église de bois sur ce lot. La construction d'un magasin et d'une voie d'approvisionnement près de l'église mit fin au débat. La section 15 appartenait à la compagnie du chemin de fer, qui arpenta et découpa en lots le terrain adjacent, tirant ainsi

un plus grand profit de sa terre. Au nord des rails, l'arpenteur traça deux rues parallèles à ceux-ci, les rues "First" et "Second", qui étaient rejointes par les avenues "Aspen", "Birch" et "Cypress".[40] Ces rues reçurent des noms anglais, la langue de l'arpenteur et de la compagnie. L'église fut bâtie au sud de ces chemins, séparée du village par les rails. Le village prit alors, dès son début, l'aspect des autres villages de la région, dominés par l'angle carré et la ligne droite.

Cette église fait partie du noyau qui deviendra le village. La raison d'être du village est de donner aux agriculteurs un accès au marché, où ils peuvent acheter des biens manufacturés et vendre leurs produits agricoles. Dans cette perspective économique, les commerçants prennent de l'importance, car ils personnifient le lien entre le producteur agricole spécialisé et le marché. C'est autour d'un noyau de services essentiels, offerts par les marchands, que le village se développe. Mais, au point de vu communautaire, ces services ne sont pas seulement d'ordre économique, mais aussi d'ordre social, culturel, éducatif et spirituel.

A Saint-Claude, ce noyau existe dès 1893, et il est composé de l'église, du chemin de fer, et du premier magasin, celui de J.P. Bernier. Celui-ci ajoute la tâche de maître de poste à ses fonctions. Ceci élimina la

[40] Voir la carte du village à la page 18.

nécessité pour les habitants de marcher les neufs milles sur les rails jusqu'à Rathwell pour les provisions et le courrier. Ainsi, le village devient le centre de la communauté agricole.

A mesure que la population croît dans la campagne avoisinante, le potentiel du village grandit, car la demande pour ses services augmente. D'autres commerces, des magasins, une forge, un hôtel, viennent s'ajouter au noyau jusqu'à ce que la demande soit satisfaite, et que chaque établissement reste viable. Pour certains services plus spécialisés, et moins en demande, tels ceux d'un avocat, on est prêt à voyager plus loin que le village

Ainsi, le village grandit, d'année en année, s'étendant vers le nord et le sud. Certains agriculteurs quittent leur terre pour devenir commerçants. Le nombre de magasins et de boutiques augmente, et plus tard il se stabilise avec la population. Certaines entreprises, par exemple, la scierie, disparaissent avec la demande décroissante pour leurs produits. Le nom des commerçants varient de temps en temps, et seulement une poignée d'entre eux y restent plusieurs décennies. La grandeur du village stabilise autour de 1908, après la dernière grande vague d'immigrants bretons et savoyards.

La population du village, hormis quelques fermiers, est composée de familles des commerçants et d'ouvriers. On y

compte, en 1911, une population de deux cent trente-deux âmes, dont le quart, à peu près soixante, sont employés dans les secteurs non-agricoles, ceux des services et de la distribution.[41] Parmi ceux-ci, on en compte une quinzaine qui sont propriétaires d'entreprises. Ce sont généralement ces mêmes hommes qui détiennent les postes influents: juge de paix, inspecteur de chemins, agent de police et premiers instituteurs. Ceci élève leur prestige et cette classe de petits propriétaires commerçants dispose de plus de pouvoir au sein de la communauté.

Un deuxième groupe détient des emplois avec autant de prestige. Parmi ceux-ci, on compte les prêtres et les professeurs d'école, qui ont reçu une certaine éducation. Il y a encore les agents de compagnies, telles que la "Canadian Pacific Railway" et les compagnies d'élévateurs à grain. Les membres de ce groupe ont un peu d'influence, vu l'importance de leurs employeurs et des services rendus à l'intérieur de l'ensemble économique qu'est le village. La même chose peut être appliquée au banquier et au maître de postes. Les dix personnes qui ont ces emplois sont tous salariés, ce qui les différencient des propriétaires commerçants. Les prêtres, eux, appartiennent à une classe particulière.

---

[41] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1911.

La classe prolétaire est composée principalement d'ouvriers non-spécialisés et de commis de bureaux. La plupart des membres de ce groupe sont des anciens fermiers, ou des jeunes hommes qui n'ont pas encore pris de terre. Les plus spécialisés ont un travail régulier à l'hôtel, au magasin, à l'écurie, et chez le maréchal-ferrant. D'autres sont employés comme cantonniers par le chemin de fer.

Enfin, un dernier groupe, faisant également partie de la classe ouvrière, est composé des membres moins élevés de cette classe qui n'ont pas de travail régulier. On trouve leurs noms inscrits au registre de paie de la municipalité. Ces ouvriers travaillent à l'aménagement des chemins, à l'installation des caniveaux, à la construction de trottoirs au village et au déblayement de la neige, selon les saisons.[42] Ils prêtent aussi main forte à leurs voisins agriculteurs lors de la récolte, temps de l'année où plusieurs bras forts étaient nécessaires pour récolter les grains et les fourrages avant les premiers gels et les premières neiges. Ces ouvriers remplissaient ainsi la demande pour des travaux saisonniers, un peu comme les fermiers avaient fait avant de devenir agriculteurs.

Le rôle des femmes dans ce système économique est souvent négligé. Le recensement indique que cinq femmes, les religieuses du village, étaient institutrices.[43] Les autres

[42] Minutes of Council Meetings, R.M. of Dufferin et R.M. of Grey.

femmes, au village et en campagne, étaient aussi occupées sinon plus, par les tâches à la maison. Leur rôle n'était pas négligeable. "On the prairie the woman is the true partner as well as the wife, both as making the home and as helping useful details around the farm."[44] Elles faisaient la cuisine, la lessive et le jardinage, en somme, tous les travaux de la maison, et elles étaient aussi responsables de la mise en conserve des produits maraîchers, ce qui diminuait la dépendance de l'unité familiale sur les commerçants. Elles éduquaient leurs enfants, qui, une fois arrivés à l'adolescence, participaient à l'économie familiale d'une façon ou d'une autre. Puisque ces travaux se réalisaient à la maison, les femmes passaient trop souvent inaperçues au sein d'une économie communautaire. Cependant, leur travail de subsistance libérait les hommes de la maison et leurs permettaient de vendre leurs forces de travail, ou de cultiver la terre, afin d'assurer un revenu monétaire qui complétait l'économie de l'unité familiale.

Il y avait donc plusieurs secteurs économiques qui s'intégraient au sein de la communauté. L'importance des individus, et de leurs familles, dépendait en partie de leur rôle dans cette économie. Le plus grand groupe, celui des agriculteurs, n'était pas celui qui dominait. Ce rôle

---

[43] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1911.

[44] Elizabeth B.Mitchell, In Western Canada Before the War: Impressions of Early Twentieth Century Prairie Communities (Saskatoon: Western Producer Prairie Books, 1981) 2e édition, p.47.

appartenait aux commerçants. En effet, dans la distribution et la consommation des biens matériels, ceux-ci étaient favorisés. Ils étaient d'abord en communication plus directe avec les grands distributeurs de biens manufacturés, et en général, ils avaient beaucoup plus d'argent liquide que les autres. Le fait de tenir un poste politique local ou d'être représentant au conseil municipal ne nuisait pas non plus à leur prestige, car bien des questions touchant le développement local étaient laissées à la discrétion du représentant de ce district par le conseil municipal.[45] Ainsi, ce sont les membres de cette classe qui furent les premiers à utiliser et à posséder une automobile et un téléphone. Ils dirigeaient aussi la construction et l'amélioration des rues et des trottoirs du village.

Cependant, cette classe bourgeoise n'était pas complètement détachée des autres. Le village n'était pas assez grand pour qu'il existe des quartiers séparés, et toutes les constructions étaient en bois. Par contre, plusieurs ouvriers n'avaient pas les moyens de posséder une maison, et bon nombre d'entre eux devaient louer une chambre chez un villageois. Mais, comme ailleurs dans le nord-ouest américain et dans les jeunes sociétés, la mobilité sociale était toujours possible, et la proximité journalière des classes, ainsi que les origines semblables des habitants, diminuaient les tensions qui pouvaient survenir

[45] Minutes of Council Meetings, R.M. of Dufferin et R.M. of Grey.

occasionnellement dans la communauté.

Les commerçants contrôlaient donc la distribution des biens dans la communauté. Puisque les agriculteurs pratiquaient une industrie cyclique, il fallait bien leur accorder un crédit lorsqu'ils étaient à court d'argent. Faire autrement n'était pas pratique, car, avec trois ou quatre magasins généraux, on aurait rapidement perdu la plupart de ses clients. En conséquence, le contrôle exercé par les commerçants était bien mitigé.

Il arrivait aussi que certaines personnes ou certaines familles n'avaient pas de revenus, souvent à cause de maladie ou de décès. Dans ces cas-là, les marchands leur fournissaient des provisions, qui étaient défrayées par la municipalité. Il y a bien peu de gens à Saint-Claude qui reçurent cette charité, ce qui indique qu'il y avait assez de travail pour tous, et que le chômage n'était point encouragé. Il était toutefois difficile pour les ouvriers d'échapper à l'influence des commerçants, qui les employaient. Pour les agriculteurs, qui possédaient leurs terres et, en partie, leurs moyens de production, la chose était plus aisée. L'établissement d'une coopérative de fermiers illustre bien ce point. Cependant, il était difficile d'échapper complètement à l'influence des commerçants sans quitter la communauté.

L'unité communautaire n'est pas complète sans les commerçants, les ouvriers, les fermiers et leurs familles. Les trois groupes ou secteurs économiques forment et déterminent, directement ou indirectement, le potentiel du village. La qualité et la quantité des services offerts déterminent le nombre d'agriculteurs qui fréquentent régulièrement le village, et ce nombre détermine la quantité de services offerts au village. En 1911, on compte entre cent vingt et cent quarante agriculteurs et une cinquantaine d'ouvriers au village, qui font affaire avec une dizaine d'entreprises commerciales différentes.[46] Chacun contribue de façon positive à cette économie villageoise basée sur l'agriculture.

---

[46] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1911. Le nombre de fermiers recensés est arrondi (plus 20 %), afin de représenter les fermiers au sud et à l'ouest du village qui y font affaire.

IV

LA POPULATION DE SAINT-CLAUDE

Bien souvent, lorsqu'un village est mentionné dans une discussion, la première question qui nous vient à l'esprit est: "De quelle grandeur est-il?" Chaque fois, on obtient comme réponse un chiffre qui représente à peu près le nombre de personnes qui y habitent, et qui peuplent sa campagne. Ainsi mesure-t'on l'importance d'un village.

L'étude d'une collectivité humaine ne serait donc pas complète sans un bref aperçu de sa population. La démographie nous fournit un complément utile à l'étude des activités économiques de la communauté en question, et les deux mesures nous donnent une base de comparaison à l'étude de la société campagnarde et villageoise. L'origine, l'âge et l'emploi exercé par les membres de cette communauté nous aident à trouver et à expliquer en partie son tempérament et son potentiel économique. De même, la croissance de la population correspond aux étapes de développement du village.

Il existe déjà une étude démographique du village, celle de Michael Lucien Rowan, qui s'étend du début du village

jusqu'en 1930.[1] Son analyse complémente et corrobore divers aspects de l'histoire de Saint-Claude. Rowan se sert des seules sources démographiques disponibles et certaines, les registres de la paroisse, tenus depuis le début par les prêtres. Ce Liber Animarum, ou Livre des Ames, est la source la plus détaillée existante dans l'étude de la population.

Cependant, la nature même des régistres limite leur utilité à une étude complète de la communauté. D'abord, la paroisse n'a pas les mêmes dimensions que la campagne desservie par les établissements commerciaux du village, dont les frontières sont moins rigides et moins nettes. Une autre faiblesse des régistres comme unique source démographique, c'est qu'ils n'incluent dans leurs pages que les baptêmes, sépultures et mariages des Catholiques romains. Or, un coup d'oeil jeté aux recensements municipaux révèle que certaines personnes habitant à l'extérieur des limites légales de la paroisse faisaient affaire au village. Il y avait aussi plusieurs personnes de religion protestante qui vivaient à l'intérieur de la paroisse. L'analyse de Rowan ne tient pas compte non plus des différentes catégories d'emplois dans la communauté, et elle n'apporte aucune précision sur le nombre de colons qui quittèrent Saint-Claude au cours de cette période.

---

[1] Michael Lucien Rowan, "Saint-Claude (Manitoba):a demographic analysis," Thèse de Maîtrise (Université du Manitoba,1973).

A toutes fins pratiques, l'étude prend comme univers la population de religion catholique romaine qui constituait la paroisse de Saint-Claude. Bien que cette paroisse comprenait la grande majorité de la communauté Saint-Claudienne, elle ne l'incluait pas complètement. Il ne reste donc qu'à résumer le travail déjà accomplit, tout en remplissant les lacunes à l'aide de sources supplémentaires.

Lorsqu'on examine la croissance d'une communauté, on se sert habituellement de la population comme base. En effet, les fluctuations démographiques sont utiles afin de discerner les périodes identiques de développement à tous les villages. Au début, c'est une ère de subsistance, où la population d'un nouveau village augmente plus ou moins rapidement. Puis, lorsque la population atteint son apogée, c'est une ère de prospérité, suivie d'une ère de déclin où la population diminue jusqu'à ce qu'elle se stabilise à un point particulier. En tout dernier lieu, c'est une ère de stabilité, où la population augmente tranquillement.[2]

Au cours des premières années de Saint-Claude, nous assistons à la première étape de développement, et au commencement de la seconde étape. La population croît, ainsi que le nombre d'exploitations agricoles en campagne et des commerces au village. Vers 1909, le taux d'immigration

---

[2] G.D.Hodge et M.A.Qadeer, Towns and Villages in Canada: The Importance of Being Unimportant (Toronto: Butterworths, 1983) pp.6-7.

ralentit considérablement, le village est assez prospère, et les années difficiles de la fondation sont terminées.

Les données de la population sont surtout tirées des régistres paroissiaux et des chroniques du village. Il y a souvent des inconsistances entre les statistiques tirées des différentes sources, ceci dû sans doute aux fait que la paroisse et la communauté ne sont pas géographiquement identiques. Cependant, il est clair que la population augmente.

TABLE 1

Population de la Paroisse

Année	Population Catholique Romaine
1895	150
1897	225
1902	241
1905	387
1909	650
1912	635
1914	650

Source:Recensements paroissiaux
Cités dans M.L.Rowan, "Saint-Claude", pp.26 à 27.

L'hebdomadaire l'Echo du Manitoba donne différents chiffres jusqu'en 1904, année où sa publication cesse. Cependant, il donne une bonne idée de la contribution de l'immigration à la croissance du village. C'est par elle que les deux tiers de la population se seraient accumulés.

TABLE 2

Croissance Démographique

Année	Population Totale	Nouveaux Arrivés	Naissances
1892	17	16	1
1893	98	74	3
1894	138	33	7
1895	178	35	5
1896	208	18	12
1897	250	27	15
1898	278	9	19
1899	318	8	33
1900	418	76	24
1901	454	16	20
1902	515	40(A)	21(B)
1903	564(A)	29	22
1904	692(A)	109	21

Source: L'Echo du Manitoba, 1903-1905.
Notes: (A) Chiffre estimé selon les statistiques du chroniqueur.
(B) Chiffre donné dans le recensement paroissial.

Malheureusement, le journal disparut avant que la dernière grande vague d'immigrants savoyards et bretons déferle sur la région. Ce n'est qu'en 1908 et 1909 que le taux de nouveaux arrivants diminue pour être surpassé pour de bon par le taux de natalité. Mais pendant ces treize premières années, nous comptons toutefois quatre cents quatre-vingt-douze immigrants, ce qui représente 70,79 pour cent de l'accroissement démographique total. La natalité devient, pendant ce temps, la deuxième source de croissance.

Les chiffres du chroniqueur ne tiennent pas compte des départs. Pourtant, il mentionne que, dans les dix premières

années, soixante-deux personnes ont quitté le village.[3] Puis, en se basant sur les noms des propriétaires terriens énumérés dans les recensements de la municipalité rurale de Grey, on peut trouver une soixantaine de groupes familiaux qui quittèrent la communauté entre 1906 et 1913.[4] Il serait difficile de trouver le chiffre exact de départs, mais celui-ci s'élève à plus de cent cinquante personnes. Leur destinations sont inconnues. Certains immigrants, ne pouvant s'habituer au climat rude du Manitoba, retournèrent vers la douce France. D'autres vont chercher de meilleures terres à l'Ouest, créant parfois de nouvelles communautés, comme celle de Saint-Front, en Saskatchewan, fondée par des Bretons ayant vécu à Saint-Claude pendant quelques années.

L'origine des immigrants catholiques est facile à tracer, car les registres donnent pour chacun le lieu de baptème. Dans ces registres, Rowan compte quatre cent soixante-cinq immigrants arrivés entre 1892 et 1920, la grosse majorité ayant fait le trajet avant la première guerre mondiale. Comme l'indique le tableau 3, quatre cent trente-et-un de ceux-ci étaient Français, et les trente-quatre autres venaient des autres pays francophones d'Europe.

---

[3] L'Echo du Manitoba, le 5 mars 1903, p.8.

[4] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1906, 1908, 1911, 1913.

Les premiers colons qui accompagnèrent dom Benoît au nouveau monde étaient en majorité natifs du sud-est de la France, d'où venait le chanoine colonisateur. Dans les Alpes françaises et suisses, dans le Jura et le Massif Central, le paysage ressemblait un peu à celui de la montagne Pembina, au sud-ouest de Saint-Claude. Par contre, le terrain plat autour de ce village était semblable à celui de l'ouest central de la France, centré sur le Poitou et les quelques départements qui l'entourent. Cette région est une grande productrice de blé et d'élevage en France, et bon nombre de Saint-Claudiens y retracent leurs origines. Un plus petit contingent vint de la Basse-Normandie; cet endroit est reconnu pour ses produits laitiers.

Il y avait aussi des gens qui provenaient des départements du nord de la France et de la Belgique. Enfin, la dernière grande vague migratoire amena à Saint-Claude, entre 1904 et 1908, une quantité importante de Bretons, ainsi qu'une quarantaine de Savoyards. Pour une quinzaine de personnes, nées en France, les registres sont incomplets, ne précisant que le nom du village d'origine sans en indiquer le département. Le nombre de colons venus des différentes régions de l'Europe de l'Ouest sont indiqués au tableau 3.

En comparant ce tableau au recensement municipal de 1911, on peut y ajouter la population anglophone, qui comptait alors une centaine de membres. Ceux-ci venaient de

TABLE 3

Origine des Francophones d'Europe

Pays	Colons	Région	Colons	Département	Colons
Belgique	11				
France	431	Alpes	127	Ain	9
				Isère	40
				Jura	31
				Savoie	45
				Vaucluse	2
		Basse-Normandie	8	Calvados	4
				Manche	4
		Bretagne	159	Finistère	9
				Ille-et-Vilaine	18
				Morbihan	132
		Massif-Central	47	Ardèche	20
				Haute-Loire	20
				Loire	6
				Lozère	1
		Nord	21	Aisnes	1
				Ardennes	6
				Haute-Marne	6
				Marne	1
				Nord	1
				Pas-de-Calais	4
				Somme	2
		Ouest-Central	53	Charente-Maritime	6
				Deux-Sèvres	22
				Indre	7
				Indre-et-Loire	7
				Loire-Maritime	6
				Maine-et-Loire	1
				Vendée	7
				Vienne	3
		Autres(A)	16		
Luxembourg	4				
Suisse	19				

Source:Régistres paroissiaux
Cités dans M.L.Rowan, "Saint-Claude", pp.16 et 19.
Notes: (A)Aucun département précisé.

l'Ontario et de la Grande-Bretagne, et devenaient fermiers et commerçants. Il y avait aussi une cinquantaine de Canadiens-Français, venus du Québec, qui dominèrent le secteur commercial au cours des premières années, mais dont la plupart, comme leurs homologues français d'Europe, s'adonnèrent à l'agriculture. Finalement, il y a les Métis, originaires de Saint-Daniel, des Ilets-des-Bois, ou n'ayant pas vendu leurs parcelles de terre réservée aux Métis, au nord du village. Ceux-ci ne comptent pas beaucoup plus d'une vingtaine d'individus, la plupart des hommes faisant parti de la main d'oeuvre non-spécialisée.[5]

Bien qu'il soit presqu'impossible de vérifier l'origine sociale des immigrants, il est probable que la plupart d'entre eux provenaient de la campagne et avaient été des agriculteurs ou des fils d'agriculteurs. Ils étaient issus d'une classe paysanne plus ou moins prospère, car le coût du voyage transatlantique déterminait en grande partie ceux qui pouvaient aller en Amérique. Ces agriculteurs étaient rendus au point où, à cause d'une forte compétition pour la terre, de mauvaises récoltes et de lourds impôts, ils n'arrivaient pas à joindre les deux bouts. Ils devaient vendre la ferme et, s'il restait assez d'argent, ils pouvaient envisager un déménagement vers le Nord-Ouest canadien, où les terres peu coûteuses étaient disponibles.

---

[5] Assessment Rolls of the R.M. of Grey, 1911.

La plupart des hommes avaient reçu leur éducation en France, soit dans une école nationale ou dans une école catholique. Plusieurs femmes étaient également éduquées. Certaines gens, originaires des régions peu prospères de la France où les chemins n'étaient pas en très bon états, avaient peut-être moins d'instruction. Malgré les initiatives scolaires du gouvernement français, certains immigrants ne parlaient pas la langue de la République. Le breton restait la langue du foyer parmi ceux-ci, car plusieurs Bretonnes ne comprenaient que cette langue. Il est possible que les gens des autres régions aient conservé leurs patois, mais aucune source ne nous l'indique.

Les immigrants européens étaient aussi de religion catholique romaine. Par contre, ils n'étaient pas tous traditionalistes ou conservateurs. Peut-être parce qu'ils avaient été éduqués dans les écoles républicaines, certains s'opposeraient au clergé pour le conrtrôle de l'éducation. Ces différences seront examinées au prochain chapitre.

Avec la fin de l'immigration, la croissance démographique est le résultat de la différence entre les taux de natalité et le taux de mortalité. Les régistres permettent de mesurer la croissance naturelle de la population catholique romaine. De 1892 à 1914, on compte à Saint-Claude quatre cent quatre-vingt dix-neuf naissances, une moyenne de 21,7 l'année. La moyenne de naissances pour mille personnes, calculée d'après les recensements ecclésiastiques de 1895 à

1914, monte à 71,1 l'année. A mesure que la population augmente, on compte progressivement plus de naissances dans

TABLE 4

Moyenne de Croissance Naturelle

Années	Naissances /1000 pers.	Décès /1000 pers.	Croissance Naturelle /1000 pers.
1895-1899	85,8	20,9	64,9
1900-1904	84,3	8,5	75,8
1905-1909	63,9	20,7	43,2
1910-1914	50,7	10,1	40,6
1895-1914	71,1	15,1	56,0

Source:Régistres paroissiaux de Saint-Claude.

la paroisse, mais la moyenne par mille personnes diminue.

Pendant les mêmes années, il y a eu cent douze décès, une moyenne de 4,9 l'année, et de 15,1 l'année par mille personnes. Les moyennes de 1895-1899 et de 1905-1910 dépassent celles de la période, peut-être à cause de maladie. Au début du village, les voies de communications n'étaient pas aussi efficaces qu'au début du vingtième siècle, et le voyage du médecin vers le village, ou du malade vers l'hôpital en ville étaient plus lents. La fièvre typhoïde, qui débuta au cours de la période 1905-1909, fit certainement monter la moyenne. En 1905 et 1906, on compte ving-huit morts, soit 36,2 décès par mille habitants l'année, tandis que cet indicateur descend à 10,4 pour les trois autres années.

Il y a un certain nombre de décès d'enfants dans la paroisse, dûs surtout à la maladie. Rowan estime ce montant de décès à 5,5 pour cent des naissances totales.[6] Il constate aussi que ce chiffre est plus élevé chez les Métis que chez les Européens. Cependant, la plupart des morts arrivent à un âge plus avancé. Selon Rowan, les hommes ont une espérance de vie de 66,7 ans, tandis que les femmes en ont une de 61,3 ans.[7] Il est assez difficile, vu le manque de bonnes sources, de savoir les causes exactes des décès.

L'augmentation naturelle de la population, jusqu'en 1914, s'élève à trois cent quatre-vingt-sept, soit une croissance naturelle de 16,8 l'année.[8] Ceci donne une moyenne annuelle de cinquante-six pour mille personnes. Vers la fin de la période, le taux de croissance diminue, influencé par la diminution dans le nombre de naissances. Encore une fois, il est bon de rappeler qu'il est impossible de tenir compte avec précision des déménagements. Plusieurs enfants nés dans la paroisse la quitteront avec leur famille, et de ce fait, il est impossible de connaître le taux de croissance réel, celui-ci étant probablement moins élevé que celui cité ci-dessus.

---

[6] M.L.Rowan, "Saint-Claude (Manitoba)," p.138.

[7] Ibid., p.149.

[8] Liber Animarum, 1892-1914, Presbytère de Saint-Claude.

Un troisième événement dans la vie des paroissiens est rapporté dans les registres: les mariages. De 1892 à 1914, on compte dans la paroisse quatre-vingt-sept mariages. La tendance des gens de la communauté était de se marier à quelqu'un de la même langue et de la même religion qu'eux. La plupart des mariages se faisaient entre gens de la même paroisse, mais il arrivait aussi de prendre une femme d'une autre communauté. Ceci était presque inévitable, vu le plus grand nombre d'hommes que de femmes dans la jeune communauté. En effet, dans le canton 8 rang 7 ouest, il y avait, pour cent femmes, 134,1 hommes en 1901, 126,6 en 1906 et 124,4 en 1911.[9] Tel était le cas aussi des communautés autour de Saint-Claude, et lorsqu'on épousait quelqu'un d'un autre village, cette personne était de même religion et de même langue. Ainsi se formèrent des liens familiaux entre les paroisses francophones et catholiques.

Les familles venues d'Europe avaient aussi tendance à s'unir entre elles par mariage, mais acceptaient aussi de se joindre aux Canadiens-Français. De leur côté, les Métis aussi se mariaient entre eux, avec quelques Canadiens entrant dans les unions. Il semble y avoir eu une barrière sociale entre les Européens et les Métis. Un second mur existait entre les groupes linguistiques et religieux.

---

[9] Gouvernement du Canada, Recensement des Provinces du Nord-Ouest 1906, Sessional Paper No. 17a (Ottawa, 1907) tableau 1, p.9, pour 1901 et 1906, et Recensement du Canada 1911 (Ottawa, 1912) Vol. 1, pp. 264-267 , pour 1911.

Aucune famille catholique n'établit de liens matrimoniaux avec des familles protestantes anglophones. Même les rares Anglais catholiques ne franchirent pas cette barrière linguistique. Ces stratégies matrimoniales renforcèrent l'identité culturelle française du village.

Le recenseur municipal de 1911 compta à Saint-Claude cent dix-huit couples mariés.[10] Ces couples sont de différents âges, et, par conséquent, les familles sont à différentes étapes du développement familial. Elles vivent, pour la plupart, dans des résidences unifamiliales. En 1911, il y a cent quarante-cinq maisons abritant une population d'environ six cent soixante-dix-sept personnes.

La famille est la plus petite unité économique et sociale du village et la plus petite unité d'appartenance. Vu la méthode de collecte des données, il est plus facile d'étudier les maisonnées plutôt que les familles. Plus de trois quarts des maisonnées sont composées d'un couple marié et de leurs enfants. Certains, au village comme en campagne, ont un servant ou un ouvrier qui habite avec la famille. Seulement cinq maisons abritent plus d'un couple marié et leurs dépendants, une de ces habitations étant l'hôtel. Les servants et les ouvriers font partis de l'économie familiale, en augmentant les revenus, tout en demeurant à l'écart. Cette ambiguïté est difficile à

---

[10] Assessment Roll of the R.M. of Grey , Grey, 1911. Voir la note no. 23 au deuxième chapitre.

résoudre, mais la famille et la maisonnée sont considérées ci-dessous comme étant la même unité.

En 1911, le nombre de personnes par maison varie d'un à neuf. La maisonnée moyenne comptait 4,7 personnes, et ce taux change peu selon le lieu, la religion et la classe sociale. Les deux tiers des résidences se trouvent à la campagne. Ceci correspond à la classe agricole, qui a une maisonnée moyenne de 4,9 personnes. Les maisons du village abritent en moyenne 4,3 personnes. Au village, les marchands et les artisans qui font partis du groupe dirigeant ont des maisonnées presqu'aussi importantes que celles des agriculteurs tandis que celles des ouvriers ne comptent que 3,6 personnes par foyer. Un quatrième groupe, dont le recenseur n'a pas spécifié l'emploi, a une maisonnée moyenne de 4,5 personnes.[11]

Ces chiffres semblent indiquer que les propriétaires et les classes prospères, en l'occurence, les agriculteurs et les commerçants, ont de plus grandes familles, particulièrement en campagne. En effet, l'agriculture demandait à cette époque beaucoup de travail, et une grande famille devenait source d'ouvriers. Tous les membres de la famille aidaient en travaillant, et la ferme était assez prospère pour nourrir toutes les bouches. Quand il y avait trop de personnes pour la terre, les fils trouvaient un lot ailleurs.

---

[11] Ibid.

Par contre, les ouvriers avaient moins d'enfants. Etant plus dépendants sur le marché du travail pour s'assurer un revenu, une grande famille, avec des enfants en bas âge, ne faisait qu'augmenter les dépenses sans rapporter plus de revenus.

Cependant, les données ne donnent qu'un petit univers, et la différence de 1,3 personnes par maisonnée entre les agriculteurs et les ouvriers n'est pas grande, ce qui rend plus difficiles les généralisations. En plus, plusieurs ouvriers étaient jeunes et célibataires, et vivaient seuls, ce qui diminue encore le taux. Les chiffres de 1911, comme une photographie instantanée, ne peuvent indiquer la mobilité sociale au sein de la communauté.

Le petit nombre de gens étudiés, ainsi que l'aire incertaine de la campagne Saint-Claudienne et les sources de données variées font de cette étude démographique une de faits généraux sans analyse poussée.[12] Cependant, l'étude démographique fournit quelques indices sur lesquels on peut baser une étude de la société.

La population de Saint-Claude était à 86,9% francophone et catholique, avec une minorité anglo-protestante, dans une province anglo-protestante. Les deux tiers de la population gagnaient leur vie en pratiquant l'agriculture tandis qu'un dixième contrôlait l'activité commerciale et l'autre

[12] Pour une étude démographique plutôt que historique, voir Rowan "Saint-Claude (Manitoba):a demographic analysis."

cinquième était salarié. En ce sens, la communauté ressemblait aux autres villages des prairies. Les différents groupes sociaux et culturels arrivaient en général à vivre en harmonie, mais certains éléments de la vie communautaire amenèrent des désaccords entre les membres de cette société. Ces frictions furent parfois alimentées par les différentes perspectives idéologiques et sociales. Celles-ci seront examinées dans le prochain chapitre.

V

LA SOCIÉTÉ SAINT-CLAUDIENNE

Les habitants de la communauté de Saint-Claude forment une société rurale et agricole. Comme les autres sociétés, celle-ci a ses institutions, son gouvernement local, son église, ses écoles, qui visent à l'amélioration et à la continuation de cette société. Les rapports entre les membres sont régis par des lois sociales, morales et légales. En principe, chaque village est régi selon ces règles. Mais chacun demeure unique par sa façon de surmonter les problèmes qui paraissent, et qui changent parfois la société.

L'origine et l'économie des éléments composant la communauté permettent de découvrir la nature de cette société. Les immigrants venus de la France et de l'Angleterre, et les Canadiens de l'Ontario et du Québec, font partie d'une des plus grandes civilisations mondiales, celle de l'Occident. Ils sont donc chrétiens, et on peut s'attendre à ce qu'une bonne partie de leur code moral et social ait des sources bibliques. Cependant l'histoire européenne intervient pour diviser ces chrétiens. Les Anglais du Royaume-Uni et de l'Ontario sont généralement de

religion protestante, tandis que les Francophones d'Europe et d'Amérique sont Catholiques romains.

Puisque ce village est à majorité catholique, l'Eglise Catholique Romaine, pilier de la civilisation occidentale, est une des principales institutions de la communauté. Au niveau paroissial, l'Eglise c'est surtout les curés, et pour comprendre le rôle de l'Eglise, il faut connaître les idées et les aspirations de son clergé. A Saint-Claude, les Chanoines réguliers de l'Immaculée Conception (C.R.I.C.), sous la direction de dom Paul Benoît, à Notre-Dame-de-Lourdes, furent les premiers prêtres de la paroisse.

Cet ordre fut fondé au dix-neuvième siècle par dom Adrien Gréa à Saint-Claude, dans le Jura, et tentait de recréer pour ses membres un mode de vie semblable à celui des premiers chrétiens. Dom Paul Benoît, le principal lieutenant de Gréa, fut chargé par celui-ci d'étendre cet ordre canonique en Amérique, tout en organisant l'immigration de Français vers l'Ouest canadien, comme l'avait demandé l'archevêque Taché. Dom Benoît entreprit un voyage exploratoire au Canada, de juillet à septembre 1890. Les résultats concrets de cette démarche furent la colonisation de la région de la montagne Pembina. Dom Benoît joua un rôle principal dans la fondation de plusieurs paroisses, dont Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Claude et Haywood, toutes desservies par les chanoines et peuplées en partie par des Francophones catholiques venus d'Europe.

Au Manitoba, dom Benoît devint le chef des C.R.I.C. Il avait des "idées conservatrices, royalistes et ultramontaines"[1] qui l'avaient mis en opposition à la France républicaine, libérale et laïque. C'était à propos du rôle clérical dans la société que les idées de dom Benoît divergeaient le plus de celles de la Troisième République. La dîme avait été suspendue par le gouvernement et celui-ci, voulant 'nationaliser' les paysans en légiférant des écoles nationales où la langue française remplacerait les patois régionaux, enlevait au clergé son autorité traditionnelle dans le domaine de l'éducation après lui avoir pris sa principale source de revenu. Même s'il avait parfois les mêmes objectifs que le gouvernement, le clergé s'y opposait de vive voix, car il ne percevait aucun intérêt à laisser tomber son influence d'antan. A cause de cela, "as the Revue du clergé français admitted, in the public eye the clergy stood for backwardness, reaction, and conservatism."[2] En France, le clergé était destiné à perdre ce combat contre le progrès considérable de la laïcisation.

En revanche, dom Benoît voyait au Canada, "fille de la France restée aux yeux de certains plus fidèle à son idéal que l'original lui-même,"[3] un espace vide où son rêve

[1] Maurice Dupasquier,"Quelques Aspects de l'Oeuvre de Paul Benoît au Nouveau Monde, 1891-1915," SCHEC Vol. 37, Sessions d'Etude 1970, p.116.

[2] Eugen Weber, Peasants into Frenchmen (Stanford:Stanford University Press,1976) p.360.

[3] Dupasquier, "Paul Benoît," p.116.

pourrait se réaliser. Il ferait venir des immigrants, fondant ainsi plusieurs paroisses et étendant l'oeuvre canonique, tout en retrouvant l'influence auprès des paroissiens que le clergé français avait perdu. Il avait pû voir, lors de son voyage exploratoire au Canada, qu'ici le prêtre était encore un personnage important au sein de la communauté francophone.

> Le curé canadien, surtout dans les provinces nouvelles, ne borne pas son action à un rôle purement religieux. C'est aussi, tour à tour, un médecin, un instituteur, un arpenteur, un architecte, un homme d'affaire chargé de démarches près de l'administration, un juge de paix. De là sa grande autorité morale, qu'il ne tient pas uniquement de son caractère sacerdotal, mais qu'il exerce encore comme l'homme le plus utile à la communauté, le pasteur, un véritable conducteur d'hommes dans le sens biblique du mot.[4]

Conducteur d'hommes dans le sens biblique du mot, tel était le rôle que dom Benoît entrevoyait pour ses chanoines dans les paroisses qu'il fonderait. Dès le début du village, dom Benoît tenta d'assurer la primauté du clergé dans la société. La construction d'une église autour de laquelle le village s'élèvera, et le choix d'un nom pour le village découlèrent de ses initiatives auprès de la compagnie de chemin de fer et des colons. La paroisse de Saint-Claude fut d'abord une mission, desservie par les chanoines de Notre-Dame, puis érigée en paroisse en 1895 par un décret de l'archevêque. Mais ce ne sera qu'en 1898 que

---

[4] Pierre Foursin, La Colonisation française au Canada, Manitoba-Territoires de Nord-Ouest-Colombie Anglaise (Ottawa: Chamberlin, 1891) p.16.

deux prêtres viendront y résider en permanence. Ce furent les pères Léon Dunoyer et Claude Massonat, qui étaient accompagnés du diacre Joseph Radaz, qui à son tour deviendra le vicaire puis le curé de la paroisse jusqu'en 1957.

Voulant diriger la paroisse, les chanoines portèrent leur attention sur l'école afin de combattre la loi de 1890 qui supprima le système d'écoles confessionnelles, l'usage officiel de la langue française et les fêtes d'origine catholique, observées dans les écoles catholiques mais pas dans les écoles publiques. Puisque cette mesure menaçait la société Saint-Claudienne, le clergé, chef spirituel des Catholiques, voulait prendre en main le système scolaire pour perpétuer le catholicisme et la francophonie. L'attitude des chanoines était celle de la hiérarchie romaine au Manitoba. "The hierarchy regarded the preservation and cultivation of the French language as the most effective weapon in the struggle to maintain .... the Roman Catholic community and its faith."[5] Les problèmes relatifs à l'école du village seront discutés plus loin, mais l'attitude du clergé aide à comprendre pourquoi plusieurs frictions existèrent au village.

---

[5] Raymond Huel,"Gestae Dei Per Francos:The French Canadian Experience in Western Canada," dans Visions of the New Jerusalem: Religious settlement on the Prairies, Benjamin G. Smilie, ed. (Edmonton: New West Publishers Ltd.,1983) p.40.

Il est certain qu'au début, les C.R.I.C. furent bien reçus au village. Puisqu'ils ne venaient, avant 1898, qu'une fois toutes les deux semaines, la présence des chanoines n'était pas accablante. La messe dominicale était la seule chance de rencontrer les autres membres de la société, et ce jusqu'à la fin de la période étudiée. Un observateur français venu en 1908 observa que

> Le rassemblement de la population ne s'opère que le dimanche, pour la messe. C'est après cette cérémonie qu'on peut se voir, causer, participer à une vie collective, le terme de paroisse semble donc plus exact ici que celui du village, l'église, et aussi le presbytère où le curé a la même influence que dans l'ancienne France constituant réellement le centre social.[6]

Les chanoines connurent donc un certain succès auprès des paroissiens. Les enseignements moraux de l'Eglise étaient généralement respectés. Dans son étude démographique, Rowan calcula qu'on ne pratiquait aucune mesure du contrôle des naissances, et rapporte que, parmi les gens d'origine européenne, les enfants naturels étaient très rares.[7] La religion catholique et son clergé étaient bien établis dans la communauté.

Par contre, pour que les chanoines puissent être meneurs d'hommes dans la société, il fallait qu'ils soient acceptés dans ce rôle par les membres du groupe, ou qu'ils puissent s'imposer par force ou tradition, ne laissant aucun choix à

---

[6] Jean Lionnet, Chez les Français du Canada (Paris: Plon, 1910) 4e édition, p.211.

[7] Rowan, "Saint-Claude," p.94.

la population. C'est par la tradition chrétienne occidentale que dom Benoît voulait diriger la paroisse. La dîme était traditionnelle, ainsi que la pratique de fournir de la nourriture au clergé. Cependant, le clergé cherchait aussi à contrôler les matières enseignées à l'école pour préserver la langue et la religion, et à indiquer aux paroissiens le candidat pour lequel ils devaient voter aux élections. Ici, les C.R.I.C. suivaient la direction de l'archevêque.

Les traditions sur lesquelles se basaient les chanoines avaient été ininterrompues au Canada français. Ce n'était pas le cas en France, où la révolution de 1789 et, plus récemment, les directives anticléricales de la Troisième République avaient affaibli l'influence du clergé. Il n'est donc pas surprenant que le prêtre de paroisse ait rencontré parmi la communauté un peu d'opposition. "Il est clair que certains éléments se sont installés à Saint-Claude du Nouveau Monde un peu pour s'échapper à l'emprise, à la domination du clergé."[8]

Ce groupe de gens, qui selon un chanoine étaient "arrivés ici avec des idées antireligieuses bien arretées...[et] dont le but était de contrecarrer en toute circonstance l'influence bienfaisante du prêtre"[9] n'était pas très grand

[8] Maurice Dupasquier, "Paul Benoît et le Nouveau Monde, 1850-1915," Thèse doctorale (Université Laval, 1971) p.140.

[9] AASB, L21471 , Joseph Radaz à Mgr. Langevin, Saint-Claude,

et fut connu sous le nom de club libéral. Celui-ci voulait bien accorder aux prêtres un rôle spirituel, car le clergé était dispensateur des sacrements et célébrant de la messe. Hors de l'église, tout pouvoir lui était enlevé. La séparation des pouvoirs temporel et spirituel était nette, et la domination cléricale dans le domaine temporel devenait inacceptable. Un d'entre eux dit même que "le clergé avait assez dominé et que maintenant que la révolution avait amené la lumière il n'était pas nécessaire de retourner à l'ancien régime."[10] Cependant, ce ne sont pas tous les paroissiens qui allaient si loin dans leurs idées, et ceux qui assistaient aux réunions du club libéral, tenues le dimanche pendant l'heure de la seule messe hebdomadaire au village, n'étaient pas nombreux.

Sous certains aspects du conflit entre le clergé et le club libéral, ce dernier recevait un certain appui parmi le peuple. Les chanoines n'avaient aucune façon de faire respecter le paiement de la dîme et ne pouvaient forcer les paroissiens à amener à tour de rôle la nourriture au presbytère. La plupart des paroissiens n'avaient pas payé la dîme en France et le clergé s'aperçut rapidement que cette tradition serait difficile à ressusciter. "La dîme déplait beaucoup aux Français qui par contre paiera mieux

---

le 15 avril 1914.

[10] AASB, L10430, Claude Massonat à Georges Joseph, Saint-Claude le 6 décembre 1897.

une taxe ou un impôt."[11] Dans les lettres à leurs supérieurs, les chanoines répétèrent souvent leurs difficultés à ramasser la dîme et la nourriture, et demandaient souvent un peu d'argent à dom Benoît. Ils organisèrent aussi, depuis 1898, des bazars, afin d'amasser plus de capital pour liquider leurs dettes.[12]

La rigidité ultramontaine adoptée par les chanoines leur causait parfois plus d'ennuis qu'elle en réglait. Par exemple, le cimetière du village était sous la responsabilité des prêtres. Ce lieu, mal entretenu, un peu marécageux, était insatisfaisant pour les paroissiens et il fut inspecté par des représentants du département de la santé du Manitoba. Lorsque le curé refusa de présider à l'inhumation du corps d'un fils de fermier parce que celui-ci ne voulait pas que son fils soit enterré au cimetière paroissial, on inhuma le corps chez son père, en l'absence du prêtre.[13] Ce geste n'était pas sans précédant, car plusieurs cas semblables sont attestés parmi les paysans en France au dix-neuvième siècle.[14] Le cas touchant le problème du cimetière fut reglé en 1911 lorsqu'un

---

[11] Joseph Radaz, Précis Historique de la Paroisse de Saint-Claude, cahier 1, p.2, Dépôt archivique de la paroisse, prebytère de Saint-Claude.

[12] Gérard Toupin, Saint-Claude (Saint-Claude: Paroisse de Saint-Claude, 1966) p.26.

[13] AASB, B(G)3356, Claude Massonat à Paul Benoît, Saint-Claude, 20 février 1898.

[14] Cités dans Weber, Peasants into Frenchmen, pp.358-359.

agriculteur, qui depuis son arrivée avait toujours appuyé les chanoines, fit don à la paroisse d'un acre de terre au sud du village pour servir de cimetière. Cet endroit fut bénit, ce qui fut satisfaisant aux exigences du clergé, et fut bien entretenu, ce qui contenta les paroissiens. L'intervention d'un tiers parti était parfois utile, car il semble qu'à certains moments le clergé ait donné plus d'importance à l'obéissance ecclésiale qu'au soulagement des peines bien humaines des fidèles qui forment l'Eglise. En plus, les chanoines devaient demeurer intransigeants dans leur position, car tout adoucissement serait interprété, tant par dom Benoît que par les paroissiens, comme une faiblesse.

Le clergé ne manquait pas d'attaquer l'attitude des réfractaires. Mais lorsqu'ils furent attaqués verbalement en chaire, ces paroissiens firent connaître leurs mécontentements. Ils adressèrent plusieurs lettres et des pétitions à l'archevêque de Saint-Boniface contre les C.R.I.C. Leur position était la suivante: ils ne voulaient pas de chanoines comme curés de la paroisse, mais tout autre prêtre séculier nommé par l'archévèque leur aurait été satisfaisant. Ils ne semblent pas s'être aperçus que l'attitude ultramontaine des chanoines était celle de la hiérarchie, et que tout autre curé aurait récriminé contre les réfractaires pour les mêmes raisons que les chanoines de dom Benoît.

Dans une pétition, certains Saint-Claudiens écrivirent sur les chanoines qu' "en tout temps et pour n'importe quelle raison ces Messieurs attaquent la France et les Français et nous abaissent aux yeux des étrangers dans notre nationalité."[15] L'appel à la nationalité française était une des meilleures tactiques du club libéral. Le sentiment d'être Français était toujours demeuré fort chez les immigrés, même si les images qu'ils retenaient de leur patrie ne correspondaient pas en tout temps à celle des autres. Autour de cette identité commune, les paroissiens trouvaient un point d'union. On se réunit même pour chanter une messe de requiem à l'intention du défunt président de la République, Félix Faure, signe que les deux partis pouvaient s'entendre. Le club libéral organisa aussi une fête villageoise en l'honneur de la prise de la Bastille, fête nationale française. Cette fête célébrée le 14 juillet, bien qu'allant à l'encontre des volontés du curé, devint un événement annuel, signe de sa popularité parmi les gens. Ce rattachement à leur pays natal est en partie rattachée à des aspects sentimentaux et familiaux, car plusieurs y ont quitté famille et amis. Comment pourrait-on expliquer le départ de cinquante-huit hommes vers les tranchés, en 1914, pour se battre sous les couleurs françaises alors qu'ils auraient bien pu s'éviter de tels ennuis vu la distance qui les séparait des autorités françaises?

---

[15] AASB L4938-4940, Pétition à Mgr. Langevin, 25 avril 1896.

Le village était composé en majorité d'immigrants français, mais il y avait également des Canadiens-Français. Le clergé trouva un appui plus sûr parmi ceux-ci, où la tradition d'un clergé fort était restée. S'ajoutèrent à ce nombre plusieurs Français traditionalistes. Ce groupe plutôt conservateur appuya le clergé, qui le regroupa sous plusieurs organisations pour contrebalancer le club libéral. Il y eut d'abord la formation d'un cercle catholique, qui aida à l'élection municipale d'un candidat sympathique au clergé en 1900. Ce groupe disparut peu après et fut remplacé par la Ligue du Sacré-Coeur de Jésus, pour les hommes. En 1904, on forma une association féminine, les Dames de Sainte-Anne, qui regroupa plusieurs femmes. Ces organisations servirent à renforcer la tradition catholique canadienne et à diminuer l'influence qu'aurait pu avoir le club libéral sur les individus. Par contre, un examen des pétitions au clergé et d'autres sources montrent que certaines personnes changeaient périodiquement d'affiliation, suite entre autres à des différends personnels ou autres avec le clergé ou les libéraux. Ces changements furent tout à fait normaux. Ils indiquent que chaque groupe prenait l'initiative à certains temps pour tenter de régler leurs querelles.

Une association Saint-Jean-Baptiste fut aussi organisée à Saint-Claude, et celle-ci monta une deuxième fête villageoise, celle de la Saint-Jean-Baptiste, en 1905.

Certains l'appelèrent la 'fête du curé', et ce dernier, n'ayant jamais vu la fête du 14 juillet d'un bon oeil, vantait à qui voulait l'entendre les mérites de cette fête bien catholique. Pourtant, il semble que pour la majorité des villageois, on pouvait dorénavant célébrer deux fêtes foraines au lieu d'une seule.

Avec le temps, les conflits entre les diverses idéologies s'adoucit, comme si chacun avait trouvé sa place dans la société. Cependant, l'école demeurait un sujet contentieux où le clergé se sentait menacé, probablement parce que, pour les Français, le lien entre la langue et la religion n'était pas perçu de la même façon. Pour renforcer son appui, le curé aida à mettre sur pied en 1913 un cercle d'études composé de jeunes hommes qui essayeraient d'étudier intelligemment des questions d'actualité. On débattait alors des questions ayant trait aux écoles publiques et confessionnelles, et les compte-rendus publiés dans La Liberté reflètent l'influence cléricale.[16] Le cercle s'affilia en 1914 à l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, partisans, comme le nom l'indique, de l'Eglise et de son clergé au Canada.

Les représentants de l'Eglise aidèrent à mettre en place une école et les premiers soins de santé, quoique très rudimentaires. Ils aidèrent à former au village plusieurs associations pour regrouper les gens et leur donner un sens

[16] "Saint-Claude", La Liberté, numéraux parus en 1914.

communautaire. Les démarches du clergé ne se firent pas sans opposition, et le développement des institutions villageoises, comme l'étude de l'évolution du système scolaire le démontrera, fut marqué par l'opposition des traditionalistes au groupe libéral.[17]

La deuxième institution principale du village était celle du gouvernement local, détenteur, en partie, du pouvoir temporel. Il devait établir et assurer financièrement les infrastructures socio-économiques à travers la région. Les principales contributions du gouvernement local à la communauté était l'établissement des chemins dans la région, la formation de districts scolaires, et l'assurance d'un service de santé élémentaire.

Puisque la communauté n'était pas légalement incorporée en village, le gouvernement local était celui de la municipalité rurale dans laquelle se trouvait Saint-Claude.

---

[17] Qu'il y ait des divisions entre les gens de même origine lorsqu'ils s'adaptent à un nouvel environnement semble avoir été une expérience commune parmi les différents groupes ethniques au Canada. Chez les Mennonites, comme chez les Ukrainiens, où on ne rejetait pas entièrement l'assimilation à la culture dominante sans la prôner complètement, il y avait des conflits entre les groupes aux idées conservatrices et ceux aux idées progressives quant aux changements dans la culture traditionnelle qui étaient acceptables. Gerald Friesen, The Canadian Prairies: A History (Toronto: University of Toronto Press, 1984) pp.265-270, compare les principales ethnies. Pour les Français, dont Saint-Claude est un exemple, il n'y avait pas seulement la possibilité d'être assimilé aux Anglophones protestants, un danger redouté par le clergé, mais aussi le cheminement vers l'assimilation avec les Canadiens-Français, facilité par la langue commune et les efforts du clergé.

Les frontières municipales, tracées bien avant que les colons arrivent en grand nombre, divisaient la campagne Saint-Claudienne en deux: premièrement, la partie ouest était incluse dans la municipalité de South Norfolk deuxièmement, la partie est, y inclus le village, sous la responsabilité de la municipalité de Dufferin. En 1906, suite à un remaniement des frontières, la partie sud demeura dans cette municipalité tandis que le canton 8 rang 7 ouest ainsi que les trois cantons au nord et à l'est de celui-ci devenaient la subdivision occidentale de la nouvelle municipalité rurale de Grey.

Plusieurs villages de taille semblable ou plus grande que Saint-Claude étaient gouvernés par la même municipalité. Aucun d'entre eux ne pouvaient être l'objet principal de l'attention du conseil, de plus, plusieurs questions de nature locale étaient confiées aux conseillers de chaque région. Ceux-ci acquirent donc une certaine importance vis-à-vis les villageois. Connaissant mieux sa subdivision et ses gens que les autres membres du conseil, le conseiller élu par les gens de la région pouvait influencer la nomination des hommes aux postes d'officiers de la municipalité, entre autres, les postes de "Poundkeeper", "Pathmaster", "Noxious Weeds Inspector" et l'agent de police.

Le conseiller était élu par les hommes de la subdivision pour les représenter auprès du conseil municipal. Le

premier Saint-Claudien élu fut Edouard Jobin, en 1895. Ce commerçant, arrivé du Québec en 1893, était favorable aux libéraux sans s'aliéner complètement le clergé. Réélu par acclamation en 1898, il signa une pétition contre les C.R.I.C. en cette même année et servit au conseil jusqu'en 1900. Il deviendra en 1905 membre du comité organisateur de la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Un homme pouvait donc apparemment trouver et se maintenir en une position centrale entre libéraux et traditionalistes.

Son successeur fut J.A.H. Bonnet, qui fut en 1900 le candidat du cercle catholique, par conséquent sympathique au clergé. Comme son prédécesseur, il était commerçant et il tenait également le poste de juge de paix au village. Bonnet avait eu quelques problèmes avec le clergé au sujet de l'éducation lorsqu'il avait été professeur d'école en 1898. Sa candidature porte à croire que ce différend avait été reglé.

Bonnet fut suivi en 1903 par Auguste Bonnefoy. Celui-ci était agriculteur, et à part sa présence au sein du magasin des fermiers, ne semble pas avoir été très actif dans la question de l'école ou dans les activités au village. Il fut le premier conseiller à représenter la communauté au conseil de la municipalité de Grey. Bonnefoy quitta la politique en 1907, et devint co-propriétaire d'une écurie au village et propriétaire de plusieurs terres en campagne.

E.J. Antoine fut le conseiller municipal de 1907 à 1914. Comme son prédécesseur, Antoine était agriculteur et, vivant plus loin de Saint-Claude que les autres, n'avait pas de conflit ouvert avec le clergé ou le club libéral. Il est possible qu'il ait eu plus d'influence dans le nouveau village de Haywood qu'à Saint-Claude, car les chroniqueurs en parlent peu.

Les premiers conseillers furent des commerçants et ils furent remplacés lentement par des agriculteurs. Cependant, Jobin et Bonnet avaient des terres qu'ils louaient à des agriculteurs, et Bonnefoy avait des intérêts semblables à ceux des commerçants, car il était sur le conseil d'administration du magasin des fermiers. Leurs intérêts étaient généralement semblables, et s'ils n'étaient pas riches, ils étaient tout de même prospères. Une fois élus, les postes d'officiers de la municipalité étaient distribués équitablement entre agriculteurs et commerçants, conservateurs et libéraux. De cette façon, tous les partis s'impliquaient dans la communauté et le conseiller élu se maintenait dans une position équilibrée entre les libéraux et le clergé.

Le conseil municipal gouvernait principalement en répondant aux besoins et aux demandes de l'électorat. Les colons devaient faire une demande auprès du conseil avant de créer un chemin dans la brousse. Une fois un réseau routier élémentaire établit, le conseil embaucha des ouvriers pour

améliorer les chemins et pour les entretenir et les garder en bon état. Des inspecteurs routiers furent nommés pour s'assurer de la bonne qualité des chemins, ceci pour une bonne raison: le propriétaire d'un animal de trait blessé ou tué par la faute d'un chemin mal entretenu pouvait se faire dédommager le prix de l'animal par la municipalité.

Il en fut de même pour les services de santé. Un médecin fut nommé inspecteur sanitaire pour la municipalité et il répondait aux requêtes de l'électorat. Il vaccina les colons selon les exigences des actes de santé des gouvernements supérieurs et vaccina les écoliers lors de l'irruption de maladies contagieuses, tel que la fièvre typhoïde. La municipalité aidait aussi à défrayer les coûts d'hospitalisation et des services rendus aux malades. Pour les plus démunis, tel que les veuves, le conseil assumait en partie les dépenses pour la nourriture et le bois de chauffage.

Les minutes des réunions des conseils municipaux indiquent que le gouvernement local passait la plupart de son temps à répondre aux demandes et pétitions de l'électorat. Cependant, ce gouvernement adopta aussi des politiques pour encourager l'agriculture. Les coûts de l'aménagement d'un système de drainage pour les champs et de l'amélioration des chemins étaient absorbés par la municipalité. Elle aida aussi à trouver et payer des grains pour le semis et encouragea l'élevage en mettant un prix sur

la tête de chaque loup tué. En même temps, les travaux entrepris par la municipalité employaient un bon nombre d'ouvriers qui auraient été en chômage autrement. Le conseil fit aussi quelques plébiscites, comme celui de 1898 au sujet de la tempérance. Ce plébiscite montre bien que le gouvernement local devait chercher à plaire à tout l'électorat d'une municipalité où les Anglo-Protestants étaient en majorité. Les gens de Saint-Claude s'opposèrent fortement à la tempérance, par 66 voix contre 2.[18]

Afin de pouvoir subventionner les infrastructures qu'il fournissait à la société, le conseil de la municipalité amassait un capital par la voie des impôts fonciers. Au printemps, un représentant de la municipalité évaluait la valeur des propriétés foncières et des bâtiments afin de fixer le montant exact que devait payer chaque propriétaire. S'ajoutaient à cet impôt d'autres taxes, par exemple, celle dont le but consistait en une subvention auprès du district scolaire. Le propriétaire pouvait se présenter devant le conseil, devenu judiciaire pour l'occasion, afin de tenter de faire baisser ses impôts. Ceux-ci furent rarement abaissés, et peu de gens de Saint-Claude se présentèrent devant ce tribunal.

L'éducation des enfants fut la troisième grande institution de la communauté. L'établissement des districts scolaires était sous la responsabilité du gouvernement

[18] L'Echo du Manitoba le 13 avril 1899, p.4.

local. Comme en bien d'autres domaines sous leur juridiction, les conseillers de la municipalité établissaient des districts scolaires après en avoir reçu les demandes. Ceci nécessitait alors une pétition de la part des gens et la volonté de ceux-ci à pourvoir à l'éducation de leurs enfants. La formation de districts scolaires donne une bonne idée de la rapidité de l'expansion de la communauté.

Le district scolaire de Saint-Claude fut fondé en 1893 et recouvre une bonne partie du canton 8 rang 7 ouest, y inclus le village. En 1902, un second district scolaire, celui de Haywood, est formé à l'est de Saint-Claude, suivant la voie ferrée. Puis les régions au nord et à l'ouest du village se développent, et on voit la formation des districts de Saint-Benoît à l'ouest et de Parthenay au nord, en 1904. En 1909, le district scolaire de Saint-Jean est formé au nord-est de Saint-Claude.[19]

Une fois le district scolaire défini, les gens à l'intérieur de ses frontières choisissent des commissaires qui sont responsables de l'administration de l'école, selon les normes établies par le gouvernement provincial et contrôlées par les inspecteurs d'école. La municipalité fait la collecte des impôts pour financer l'éducation et distribue l'argent parmi les districts scolaires. Telle est la façon d'établir et de gérer le système d'éducation

[19] Voir la carte à la page 26 pour les districts scolaires.

publique.

Ce qui complique la chose à Saint-Claude, c'est que les prêtres voulaient établir une école où ils auraient le contrôle. Comme leurs homologues manitobains, ils voulaient maintenir la foi catholique en assurant la survie de la langue française. Pour certains Français, qui n'étaient pas habitués à faire partie d'une minorité linguistique et culturelle, cette perception d'un lien étroit entre la langue et la religion était inexistante. Ils voyaient aussi l'importance de pouvoir parler la langue de la majorité afin d'améliorer leurs relations économiques avec les communautés voisines. Il y avait alors un conflit entre les prêtres et les commissaires. Le club libéral, qui se rangea du côté des commissaires, y vit le moyen de freiner l'influence cléricale croissante.

L'implantation d'un système d'éducation eut donc un début orageux à Saint-Claude. Peu de temps après que ce premier district scolaire soit organisé, on commença à faire la classe dans l'église paroissiale. Les chanoines allouèrent une partie de la terre donnée à l'archevêché pour construire une école. Lorsque ce bâtiment fut détruit dans un incendie, quelques jours seulement après avoir été complét, certains individus, qui restèrent anonymes, furent accusés d'y avoir mit le feu. L'école fut reconstruite.

Malgré la volonté du clergé à contrôler l'enseignement, et bien que la langue des écoliers soit le français et que leur religion soit catholique romaine, les commissaires ne permirent pas aux Chanoinesses des Cinq-Plaies, religieuses institutrices de Notre-Dame-de-Lourdes, d'y enseigner. Par contre, le premier instituteur, Lucien Magnin, enseigna jusqu'en 1896 selon les directives du clergé. L'absence des prêtres au village était probablement le plus grand obstacle à leurs buts. En 1896, G.J.Trémorin fut nommé instituteur.

M. Trémorin semble avoir été un des principaux partisans de l'école publique. Membre du club libéral, et président de ce club pendant un temps, il fut le premier instituteur à être reconnu par le Ministère de l'éducation. A partir de ce temps, la lutte pour le contrôle de l'école devint plus acerbe. Le club libéral prit plus d'importance, car un des siens était instituteur, poste important dans un village où il n'y avait ni maire ni curé. L'influence du maître d'école reflète un peu ce qui se passait en France vers cette même époque, où les instituteurs s'impliquaient dans la politique locale.[20]

Mais tout n'alla pas sur des roulettes pour Trémorin. A cause de plusieurs difficultés dont la nature demeure imprécise, il démissiona. J.A.H.Bonnet, futur conseiller nommé par le cercle catholique, le remplaça en 1897. Ce dernier écrivit de l'école qu'"à part cette dernière année

---

[20] Weber, Peasants into Frenchmen, p.318.

elle a toujours très mal marché. On m'a exhorté à la patience quand je me suis plaint cela n'a pas empêché mes enfants de grandir dans l'ignorance."[21] Dans cette même lettre, il fait part de son expérience d'enseignement en France, dans une école laïque où le prêtre coopérait avec lui. Il se montre surpris que "vous-même, Monseigneur, frappez de la peine d'exclusion au sacrements de l'église ceux qui font la classe payée par le gouvernement."[22] Pour Bonnet et bien d'autres, ceux qui dirigeaient l'école étaient peut-être moins importants que le bon fonctionnement de celle-ci.

Lorsque deux chanoines arrivèrent à Saint-Claude en 1898, ils établissèrent une école confessionnelle pour les garçons, au presbytère. Cette école séparée fut de courte durée, l'expérience prenant fin en 1899. L'école du village, sur le terrain de l'Eglise, devint la seule école au village, et quoique le journaliste auprès du Dufferin Leader ait écrit: "We firmly believe it means peace and concord in our settlement",[23] ce ne fut pas le cas.

La bagarre reprit à nouveau au mois d'août 1899 lorsque les commissaires firent construire une clôture autour de l'école, la séparant physiquement de l'église. Cette

---

[21] AASB, L11074, J.A.H.Bonnet à Mgr. Langevin, Saint-Claude le 25 janvier 1898.

[22] AASB, L11076, Bonnet à Langevin, le 25 janvier 1898.

[23] The Dufferin Leader, le 12 octobre 1899, p.1.

initiative ne fut pas bien perçue du clergé. "Rev. Dom Claude [Massonat] delivered a very ardent speech on Sunday because of the fencing and threatened to excommunicate one of the trustees' family if he does not stop that work."[24] L'inspecteur provincial auprès des écoles françaises fut appelé pour régler le conflit. Celui-ci eut la bonne idée de faire enlever la clôture, terminant ainsi ce débat.[25]

Que tant d'énergie soit dépensée pour une simple clôture semble relever d'une tragi-comédie. L'attitude du clergé et des commissaires d'école devient plus intelligible à l'intérieur du contexte de l'époque. C'était une autre manche dans le conflit pour détenir le contrôle de l'éducation au village. Pour les chanoines, tout paraissait noir ou blanc. On était pour eux ou contre eux. Dans les élections de commissaires, les prêtres jouaient un rôle actif auprès de l'électorat pour faire élire des candidats qui étaient sympathiques à leur cause. Quand ceci n'était pas possible, on pouvait s'attendre à des sermons plutôt hostiles contre les commissaires, car c'était là la meilleure occasion pour le curé de communiquer son avis.

Il semblerait que les prêtres eurent plus de succès après 1899. En 1904, les commissaires acceptèrent d'avoir une chanoinesse des Cinq Plaies, arrivée au village en 1901,

---

[24] The Dufferin Leader, le 10 août 1899, p.1.

[25] The Dufferin Leader, le 12 octobre 1899, p.1, et un message de remerciements adressé à l'inspecteur Rochon, Archives de la paroisse de Saint-Claude.

comme institutrice. Bientôt, d'autres religieuses du même ordre vinrent lui prêter main-forte. Plusieurs de celles-ci ne connaissaient pas l'anglais et elles n'avaient pas de certificat du gouvernement, ce qui leur permettait d'enseigner. Selon certains, ces religieuses devaient être remplacées. Bien qu'ils aient de bonnes raisons pour cela, leur attitude ranima le débat. Dans sa visite pastorale au village, "Sa Grandeur [Monseigneur Langevin] a aussi invité les paroissiens à soutenir leur école religieuse; la religieuse accomplit sa tâche par devoir; la jeune fille du monde, si dévouée soit-elle, ne peut pas mettre le même dévouement."[26]

Le problème, qui durera jusqu'à la fin de la première décennie du vingtième siècle, en est une de qualité d'enseignement. Chaque parti tente de montrer qu'il peut assurer aux enfants une meilleure éducation. Pour les commissaires, cela signifiait que les instituteurs avaient reçu une formation en enseignement. En effet, comme le signale dom Benoît, "les commissaires de St-Claude n'ont fait aucune difficulté d'engager une soeur, du moment qu'elle eut un permis en règle."[27]

---

[26] L.C.S.B. le 1er septembre 1905, pp.211-212.

[27] AASB, L29665, Paul Benoît à Mgr. Langevin, Notre-Dame-de-Lourdes, le 29 septembre 1905.

Pour les chanoines, qualité d'éducation voulait dire qu'on mettait l'accent sur l'enseignement du français et du catéchisme, tout en enseignant les autres matières. Par conséquent, le clergé aurait une voix dominante dans la direction de l'école. Pendant un temps, les chanoines dominèrent cette institution, mais pas sans opposition. Ils voulaient des écoles séparées pour les filles et les garçons, contre l'avis des commissaires. Ceci engendra une autre ronde de disputes.

Pour les commissaires, les chanoines avaient trop de contrôle, tandis qu'eux-mêmes n'en avaient pas assez. Selon eux, "l'école actuelle, tenue par les Soeurs des Cinq-Plaies, est l'école des Soeurs, l'école de l'Eglise, elle n'est pas l'école des commissaires, l'école du district."[28] Pour le curé, ce point de vue était celui d'hérétiques.

> Dire que l'Eglise n'a pas le droit de contrôle dans une école fréquentée par des enfants catholiques, c'est une espèce d'hérésie; parce que c'est nier les droits de Jésus-Christ dans la société, dans la famille, représentées par les commissaires.... L'école neutre est nécessairement une école sans Dieu, est une oeuvre néfaste, la ruine de la société chrétienne.[29]

Les commissaires n'étaient pas assez puissants en 1909 pour reprendre le dessus. Néanmoins, une plus grande école fut construite pour accommoder le nombre croissant des écoliers.

---

[28] AASB, L21414, Transformation projetée de l'Ecole de Saint-Claude.

[29] AASB, L21415-21416, Discours de S.G. msg. l'archevêque dans la visite à Saint-Claude, le 12 août 1909.

Ce bâtiment, construit dans la partie nord du village, fut béni par le curé, et les partisans d'une école publique continuèrent à critiquer la qualité de l'enseignement qu'on y recevait.

> The Archbishop Langevin has granted the National School of St-Claude two nun teachers, one certificated, both of whom are to be had for the price of only one lay female teacher. And this is why our children, though in a new and good-looking school, will keep the same old ignorance that has made St.Claude famous.[30]

Ce ne sera pas avant 1915 que les commissaires pourront reprendre un certain contrôle de leur école. En cette année, les chanoinesses cessèrent de faire la classe aux enfants. Le clergé manitobain n'était pas habitué à faire face à des attaques de ce genre venant de la part d'un groupe francophone. Les prêtres répliquèrent toujours de façon énergique car leur but était de préserver la religion en maintenant la langue française. Des revendications anti-cléricales venant d'un groupe dont ils s'étaient fait les défenseurs ne pouvaient que nuire à leur position vis-à-vis de la majorité protestante au Manitoba. A cause de ceci, la question d'une clôture aménagée autour d'une école prenait des proportions gargantuesques, et paraît plus importante qu'elle ne l'était vraiment.

---

[30] Manitoba Free Press, Lettre de M. Constantine, le 31 janvier 1910, p.8.

A travers tout ce débat, deux aspects de l'institution qu'est l'école méritent d'être éclairés. Pendant que le clergé et les commissaires du district scolaire de Saint-Claude se disputaient, les districts scolaires avoisinants demeuraient paisibles et sans grande dispute. Peut-être est-ce parce que ces gens, plus éloignés du village, étaient moins impliqués dans les partis politiques formés au village, où à cause de l'idée qu'ils se faisaient de la place de l'école dans la société.

En ces temps-là, la présence à l'école n'était pas obligatoire. Peu de statistiques de présence en classe ont survécu de cette ère. Cependant, quelques données existent pour le district scolaire de Saint-Benoît, de 1907 à 1914. L'année scolaire avait une durée de deux cents jours, mais seulement 2,7 pour cent des e#coliers y étaient présents plus de cent cinquante jours par année, et 80,7 pour cent la fréquentaient moins souvent que cent jours par année.[31] Dans ce pays jeune, immense et froid, la distance entre l'école et la maison, le rôle des enfants dans l'économie familiale et les déménagements de la population contrebalançaient l'influence de l'école, diminuant parfois son importance. Pour un bon nombre de gens, les enfants étaient éduqués à la maison et y apprenaient le métier de leur père. L'éducation universelle ne pouvait pas s'imposer

---

[31] Chiffres tirés des cahiers de présence du District Scolaire de Saint-Benoît (#1315), Archives de la Division Scolaire de la Montagne, Notre-Dame-de-Lourdes.

sans loi.

Au village, l'école était plus importante, la distance à parcourir plus courte. Les enfants des commerçants pouvaient y apprendre les rudiments de base du commerce, et, voulant faire partie d'une élite locale, on ne pouvait pas se permettre de demeurer illettré. Comparés aux fils de fermiers, les enfants des commerçants ne jouaient pas un aussi grand rôle dans l'économie familiale, et avaient donc plus de temps. Certains villageois envoyèrent leurs fils au Collège de Saint-Boniface, tenu par les Jésuites, où la qualité de l'enseignement ne se discutait pas. Pour les ouvriers du village, l'école donnait à leurs enfants une meilleure chance de grimper l'échelle sociale.

Le deuxième aspect de la question scolaire en est un plus vaste. Jusqu'ici, les institutions de la communauté ont été traitées comme si les habitants de Saint-Claude étaient, malgré leurs différences d'opinion, un groupe homogène. Tel ne fut pas le cas, car, comme le démontre l'étude de la population, une centaine d'Anglophones protestants faisaient partie de la communauté.

Pour ceux-ci, le gouvernement local et le système d'éducation avaient la même importance que pour les Francophones. Par contre, l'Eglise catholique romaine en avait moins, vu leur adhésion au protestantisme. Ils étaient donc opposés à ce que le prêtre contrôle l'unique

école au village, et sans être particulièrement virulents, ils prirent position du côté des commissaires et du club libéral. Cependant, ils se plièrent aux exigences et envoyèrent même leurs enfants à l'école quand les classes se donnaient au couvent.

Evidemment, le clergé catholique avait peu d'influence sur ce groupe d'individus. Les Protestants étaients desservis pendant un temps par un pasteur ambulant qui s'arrêtait périodiquement à la mission de Saint-Claude.[32] Il n'est pas facile de préciser l'importance du protestantisme au village, car ni les chroniqueurs ni les journalistes portent leur attention sur ce groupe. Il est probable que, pour les services religieux réguliers, ceux-ci devaient aller aux villages voisins.

Les chroniques mentionnent cependant quelques familles anglaises, sans apporter trop de détails mais disant surtout que ces gens étaient sympathiques.[33] Les relations entre les deux groupes culturels européens étaient généralement paisibles. Les Anglophones se trouvaient surtout dans les secteurs de l'agriculture et du commerce, et étaient aussi prospères que les Francophones. Ils entretenaient, semble-t-il, de meilleures relations avec les villages anglais et celui de Carman, où siégeait le conseil de la

[32] Henderson's Western Canada Gazeteer and Directory for 1908 (Winnipeg: Henderson directories, 1908) p.706.

[33] Marie Trémorin-Heiget, "Saint-Claude" La Gazette, le 10 décembre 1981.

municipalité rurale de Dufferin. Cela était probablement dû à la langue commune, et les commerçants anglais y faisaient des voyages d'affaires plus souvent que leurs confrères français.

Cependant, il y avait quelquefois des frictions entre les groupes et les individus qui menaçaient la bonne entente. Tel fut le cas en 1898 lorsqu'un Anglais impérialiste convenablement surnommé John Bull et un Français demeuré inconnu s'adressèrent sur un ton moins qu'amical. On eut vite fait de séparer les antagonistes, le diplomate du côté anglais faisant taire John Bull en premier, au grand plaisir des auditeurs français.[34] Etait-ce une situation qui se répétait souvent? Le fait qu'elle ait été rapportée par la presse semble indiquer que ce genre d'événement était plutôt rare.

Du côté du clergé, il y avait une espèce de ressentiment envers les Anglophones du village. Les chanoines auraient voulu s'en débarasser, renforçant de cette façon leur emprise incertaine sur la société, et faisaient ce qu'ils pouvaient pour atteindre ce but.

> En ardent patriote qu'il est, le P. Joseph [Radaz] s'occupe activement d'immigration et de colonisation. Il travaille incessament à obtenir l'homogénéité de ses paroissiens: comme résultat, il n'y a presque plus d'Anglais sur son territoire...[35]

---

[34] The Dufferin Leader, le 29 décembre 1898, p.1.

[35] La Liberté, le 19 août 1913, p.8.

Le clergé blamait souvent les Anglais pour les problèmes que lui causait le club libéral. Rowan fait allusion dans son travail aux "fear and distrust of English-speaking antagonism and prejudice" qui étaient les fruits de "minor conflicts between Orangemen from nearby Carman and the fiery nationalistic French from Saint-Claude."[36] Il est probable que le débat scolaire suite à la loi de 1916 attisa davantage les flammes, tout en unissant davantage le groupe français. Mais avant 1914, s'il y avait quelques frictions entre les groupes, les relations entre individus des deux cultures demeuraient paisibles.

Un troisième groupe, celui des Métis, était plus petit et affilié par la religion au groupe français. Il y en avait plusieurs au début de la colonie. Ceux-ci aidèrent aux premiers colons à s'adapter au pays, mais à mesure que la communauté grandit et que l'agriculture s'étend sur les terres défrichées, les Métis perdent leur importance et se font de plus en plus rares. On n'en parle pas dans les chroniques, indiquant peut-être que les Métis faisaient partie des couches sociales moins élevées, donc, par extension, étaient moins importants.

Les différences entre classes sociales demeurent également vagues. Dans une jeune société, il y a plus de mobilité sociale et on monte ou descend selon son travail et sa fortune. Beaucoup partent de presque rien pour établir

[36] Rowan, "Saint-Claude," p.7.

des exploitations agricoles ou des établissements commerciaux qui prospèrent, élevant ainsi le propriétaire à un différent groupe. La jeunesse de la communauté brouille les distinctions sociales, et on n'aime pas en discuter dans une société qui se veut égalitaire. Sa population petite rend ces distinctions encore plus fluides, masquées par une atmosphère de familiarité. Le fait qu'on connaisse les gens du village, qu'on soit connu d'eux et qu'on se rencontre souvent diminue l'apparence des classes dans la société, bien que chacun ait une bonne idée où il se situe par rapport aux autres.[37]

Malgré leurs différends, le clergé et les membres du club libéral furent les grandes forces sociales de la communauté. Les associations qu'ils fondèrent regroupaient des membres de toutes les classes, et tous pouvaient profiter des activités communautaires - jours de fête, pièces de théatre et bien d'autres activités. On ajouta quelques attraits culturels au village, tel qu'une fanfare et une bibliothèque paroissiale, organisées par les membres des diverses associations. La société se forme autour des institutions principales, reflétant à la fois le vieux pays et le nouveau. La communauté se développe aux points de vus sociaux et économiques, en même temps que la région et les autres villages de l'Ouest canadien.

---

[37] Hodge et Qadeer, The Importance of Being Unimportant, p.116.

VI

LE VILLAGE ET LA RÉGION

A mesure que le village vieillit, son économie se développe et sa société prend forme et se stabilise graduellement. Ces développements correspondent en grandes lignes à ceux des autres villages, qu'ils soient rapprochés ou éloignés de Saint-Claude. La croissance de cette communauté combla un espace vide dans la prairie, mais ne se fit pas dans le vide, car d'autres villages naissent et grandissent, alimentés par les grandes vagues successives d'immigration vers l'ouest canadien.

Lorsqu'un village grandit, ses liens avec les autres villages se raffermissent ou disparaissent, selon leur rôle vis-à-vis de ce village. Ces relations interurbaines sont l'infrastructure d'un système urbain. Les commerçants d'un village font affaire avec ceux d'un autre, tout en faisant compétition avec eux pour la clientèle, et ils établissent des liens d'approvisionnement avec la ville. Le système urbain en est essentiellement un de liens économiques, ceux de l'écoulement des produits vers les marchés. Mais les liens entre les communautés dépassent le domaine économique, comme une étude des rapports entre Saint-Claude et les villages voisins semble l'illustrer.

Rowan indique dans son travail que Saint-Claude était isolé, sans toutefois utiliser toutes les sources disponibles pour arriver à cette conclusion.[1] Evidemment, l'aspect ethnique de cette communauté la différenciait des villages voisins. En plus, les systèmes de transport et de communications n'étaient pas aussi développés qu'ils le sont aujourd'hui. Il y avait le chemin de fer et, dès 1909, quelques automobiles au village. Le téléphone faisait également ses débuts vers la fin de cette période, l'unique appareil de ce genre au village étant au magasin tenu par G.J.Trémorin.

Il y avait certainement quelques villages avoisinants avec qui des liens solides étaient pratiquement inexistants. On ne fait jamais mention de Roseisle ou de Portage La Prairie dans les chroniques de la paroisse. Ces villages se situent au sud et au nord respectivement de Saint-Claude, et sont sur trois lignes de chemin de fer séparées. Aucune voie ferrée ne reliait ces trois villages et de bons chemins entre eux n'existaient pas. Leur alignement nord-sud dans un système économique d'échanges orienté de l'est à l'ouest militait contre de tels liens.

De meilleures relations existaient avec les villages à l'ouest et à l'est, mais celles-ci n'étaient pas toujours fortes. En 1892, les premiers colons du canton 8 rang 7 ouest devaient marcher le long de la voie ferrée jusqu'au

[1] Rowan, "Saint-Claude," Preface.

village voisin le plus proche, Rathwell, pour y acheter la nourriture et y chercher le courrier. On pourrait dire que les colons du futur village de Saint-Claude s'étaient installés dans la campagne de Rathwell, fondé l'année précédente. Le magasin et le bureau de poste ouverts par J.P.Bernier en 1893 près de l'église de Saint-Claude transforma radicalement cette relation, enlevant d'un coup la dépendance presque complète sur le village de Rathwell. Bien sûr, pour des services plus spécialisés, on fréquentait encore les marchands de ce village, mais le lien solide était menacé par le petit magasin.

A mesure que se développe le potentiel économique de Saint-Claude, les voyages vers Rathwell se font de plus en plus rares et le besoin de maintenir de bonnes relations disparait, sauf chez les quelques agriculteurs qui, vu leur proximité des deux villages, peuvent vendre leurs produits où ils obtiennent un meilleur prix. Il y a donc chez les colons un passage de forte dépendance sur Rathwell à une indépendance tout à fait complète lorsque les biens et les services offerts dans ce village deviennent possibles à Saint-Claude.

Avec l'avènement du village de Haywood en 1907, les rôles sont renversés. Haywood enlève à Saint-Claude une partie de son territoire et de sa clientèle. Par contre, les gens des deux villages parlent la même langue et à cause de ce trait commun, mais aussi par les mariages et les liens de parenté,

Saint-Claude maintient ses relations avec Haywood. Il est vrai que, étant toujours un peu plus grand que son jeune voisin, Saint-Claude pouvait offrir aux gens de Haywood certains services qu'ils ne trouveraient pas dans leur village. Par contre, Saint-Claude fait face à la compétition du village d'Elm Creek pour cette clientèle. La distance et la langue donneront à Saint-Claude un certain avantage.

Avec le village de Saint-Daniel, au sud-est de Haywood, il y a moins de relations, peut-être parce que cet hameau métis n'était pas sur la ligne du chemin de fer qui passait à Saint-Claude. Malgré la rareté des renseignements à ce sujet, il est probable que des liens aient existé. Lorsque les chanoines s'installèrent à Saint-Claude, ils desservirent aussi Saint-Daniel, comme ils le feraient plus tard pour Haywood, qui, en grandissant, usurpa la campagne de Saint-Daniel et absorba une partie de sa population.

Hormis ces villages à proximité de Saint-Claude, cette dernière communauté entretient aussi des relations avec certains villages plus éloignés. Il y avait d'abord Notre-Dame-de-Lourdes, fondé en 1891, d'où les premiers colons étaient venus, avec G.J.Trémorin. L'organisation des C.R.I.C. était centrée à Lourdes, et l'autorité de dom Benoît en émanait directement. Les Saint-Claudiens pouvaient y trouver certains services en français, tels que ceux d'un avocat, qui n'existaient pas dans leur communauté.

Les commerçants de Saint-Claude pouvaient également offrir quelques services au Lourdois. En 1899, par exemple, J.A.H.Bernier devint

> general agent in the whole of North America for a new invention made by J. de Froment, of Lourdes. It is to prevent fires by connecting wires to a bell that rings when the fire touches the wires.[2]

L'invention fit une impression favorable sur les pompiers de Winnipeg, et l'inventeur voyagea même jusqu'à Syracuse, aux Etats-Unis, pour en faire la démonstration.[3]

Les relations avec Notre-Dame-de-Lourdes n'étaient pas toujours paisibles. Ceci est dû en grande partie aux attitudes libérales et conservatrices des gens. Lorsque le club libéral invita les gens de Lourdes à la fête du 14 juillet à Saint-Claude, ceux-ci, avec l'appui certain des chanoines, condamnèrent ce projet dans la presse française, ce qui invita une réplique de la part des organisateurs de la fête. Par contre, les liens unissant les gens des deux communautés étaient surtout amicaux. On allait aux fêtes foraines, aux bazars et aux représentations théâtrales montés dans l'autre village. Une culture commune, non pas canadienne-française mais plutôt européenne, renforçait le lien entre les deux groupes.

---

[2] The Dufferin Leader, le 6 juillet 1899, p.1.

[3] Donatien Frémont, Les Français dans l'Ouest Canadien (Saint-Boniface: Les Editions du Blé, 1980) 2e édition, p.48.

Le village de Carman, fondé aux environs de 1881, exerçait également une certaine infuence sur Saint-Claude. En plus d'être le chef-lieu de la municipalité rurale de Dufferin, c'était un marché pour la vente du bois. Des hommes de Carman allaient parfois jusqu'aux environs de Saint-Claude pour faire la coupe du bois, et quelques années plus tard, pour y acheter du bétail. Certains commerçants anglophones de Saint-Claude y avaient établi de solides relations d'affaires avec Carman, où ils avaient déjà habité, et où ils avaient encore bien des amis. Mais avec la disparition presque complète de l'industrie du bois et la création de la municipalité rurale de Grey en 1907, la plupart des liens avec Carman disparurent. Les articles de journal provenant de Saint-Claude paraissaient dans The Dufferin Leader, hebdomadaire de Carman. Ces articles paraissent assez régulièrement entre 1898 et 1901, à l'apogée de la vente du bois. Après 1902, ils se feront de plus en plus rares.

Le siège du conseil de la nouvelle municipalité, Elm Creek, ne remplaça Carman qu'en partie. La municipalité rurale de Grey y avait ses bureaux, mais il semble que le village, fondé à peu près en même temps que Saint-Claude, n'eut qu'un rôle administratif. Pour les Saint-Claudiens, Elm Creek semble n'avoir été qu'un parmi plusieurs villages entre Saint-Claude et Winnipeg. En effet, la voie ferrée conduisait à Winnipeg, la métropole de l'Ouest. Cette ville

était le grand centre commercial, le marché principal où les produits agricoles étaient vendus. Les relations économiques entretenues avec les marchands de cette ville étaient plus fortes chez les commerçants du village, car ils y avaient affaire directement. Les agriculteurs et les ouvriers passaient le plus souvent par des intermédiaires dans leurs relations économiques avec les citadins: ils vendaient leurs grains à l'agent de l'élévateur à grain, et achetaient leurs outils et les biens nécessaires chez le commerçant local.

A côté de Winnipeg, il y a Saint-Boniface, siège de l'archidiocèse du même nom. Cette ville est la plus grande communauté francophone dans l'Ouest canadien et on y trouve l'élite de ce groupe, avec l'Archevêque en tête. Celui-ci avait une importance majeure sur le clergé et les conservateurs en tant que chef régional de l'Eglise. On trouvait également à Saint-Boniface des écoles supérieures qui étaient responsables de la formation des instituteurs embauchés par les districts scolaires.

Au tout début du village, Saint-Boniface semble avoir eu plus d'importance que Winnipeg. Ceci est peut-être dû à la langue, les Français de Saint-Claude n'ayant pas encore une bonne connaissance de l'anglais. Le premier commerçant, J.P.Bernier, y était aussi en partie responsable, car il y avait de la famille et était impliqué dans la politique avec les conservateurs canadiens-français. Le journal, Le

Manitoba, organe francophone de ce parti, circulait très probablement au village, et un correspondant y envoyait des nouvelles de Saint-Claude. Il y avait également un parti libéral à Saint-Boniface, qui avait pendant un temps son propre hebdomadaire, L'Echo du Manitoba. On trouve également dans ce journal des chroniques de Saint-Claude, signe que les partis idéologiques et politiques de ce village avaient établis des liens avec leurs homologues de la ville.

Lorsqu'on cessa de publier ces journaux, les correspondants de Saint-Claude continuèrent à envoyer des nouvelles de la communauté à La Liberté, hebdomadaire qui se voulait neutre. La population était abonnée à l'un ou l'autre de ces journaux, selon l'idéologie dominante à la maison. De cette façon, on pouvait se renseigner au sujet des autres villages, et également des développements sur les plans nationaux et internationaux. Les journaux de Carman et de Saint-Boniface contribuaient à réduire l'isolation possible de la communauté.

Saint-Claude avait donc des liens commerciaux et institutionnels avec les villages voisins et la ville. Dans plusieurs cas, c'était les systèmes des transports et des communications qui influençaient ces rapports. Un lien économique avec Winnipeg était une nécessité, vu la direction du chemin de fer. Celui-ci influençait plus que les échanges de biens. Il allait même parfois décider de

l'emplacement des villages.[4] A Saint-Claude, la compagnie invita dom Benoît à construire l'église sur la section quinze au lieu de treize, car elle possédait tous les lots dans cette section, et leur vente rapporta un plus grand revenu à la compagnie. De bonnes relations avec les chemins de fer aidaient souvent aux villages à bien s'établir.

Dom Benoît avait déjà fondé Notre-Dame-de-Lourdes. Ce village était éloigné du chemin de fer, et le chanoine vit probablement les avantages pour les agriculteurs d'avoir un village près des rails, le don de terre à l'archevêché mis à part. Les trains s'arrêtaient à Saint-Claude pour faire le plein d'eau, et la croissance de l'industrie du bois incita la compagnie à y construire une voie de chargement. Les rails étaient la seule voie de transport certaine qui reliait les divers éléments du système urbain. Ayant aussi le monopole de la communication rapide, soit le télégraphe, la compagnie du chemin de fer pouvait, de diverses façons, influencer la croissance de la communauté.

La plupart des autres villages de l'Ouest "which sprang up or grew significantly in this second era of development were located on the railway lines or along the paths of

---

[4] Tel est le cas, entre autres, du village de Cleverville en Alberta. Les maisons de ce village furent remorquées vers un site appartenant au C.P.R. et une fois les lots vendus, devint le village de Champion. Voir Paul Voisey, "Boosting the Small Prairie Town, 1904-1931: An Example from Southern Alberta, dans A.F.J.Artibise, Town and City, (ReginaCanadian Plains Research Center, University of Regina, 1981) p.150.

projected lines."[5] Le monopole de construction de lignes des chemins de fer vers les Etats-Unis assurait au "Canadian Pacific Railway" une voix importante dans le développement économique des communautés. C'est ce qui donna à Winnipeg son statut de métropole dans l'Ouest canadien.

Le rôle de Saint-Claude et des autres villages dans ce système urbain était double. Le village était le point de collection des produits agricoles de la localité, où ceux-ci entraient dans le système. Puis, c'était aussi une destination des biens manufacturés dans l'Est et à Winnipeg. Les agriculteurs venaient y acheter ce dont ils avaient besoin. Saint-Claude n'était qu'un de plusieurs centaines de villages dans ce réseau de distribution. L'importance de sa campagne, sa taille ainsi que la qualité de ses terres déterminaient le potentiel de son accroissement. L'âge du village aidait aussi à décider de son statut. Carman, par exemple, vit le jour avant les villages voisins. Il put donc attirer des colons et s'imposer sur une aire plus grande, car il y avait peu de compétition au niveau local pour des colons. Carman devint un assez gros village, ou un bourg, avec plus de commerçants et d'artisans spécialisés qui desserviraient plus de gens que les villages voisins.

---

[5] A.F.J.Artibise,"The Urban West: The Evolution of Prairie Towns and Cities to 1930," Prairie Forum 4(1979), p.239.

L'étude de revenus des mandats de poste indique à peu près la position des différents villages par rapport aux autres dans ce système de distribution de biens à la campagne et de compétition pour desservir cette même

TABLEAU 5

Revenu des Mandats-Postes en $

Année	Saint-Claude	Rathwell	Haywood	Elm Creek	N.-D.-de-Lourdes	Carman
1905	945(a)	20 408		13 050	8 069	84 023
1906	6 910	21 664		19 075	8 525	71 110
1907	11 017	16 188		10 079	14 900	47 472
1908	13 409	19 110		10 507	14 216	60 292
1909	15 901	22 485		12 931	24 243	57 576
1910	13 620	25 529		13 856	20 221	60 121
1911	15 637	25 754		18 066	22 872	50 505
1912	21 107	25 740		25 256	34 039	59 660
1913	24 241	39 383	3 489(b)	25 840	31 794	59 215
1914	32 295	33 130	6 964	29 168	38 038	71 847

Source: Rapports Annuels du Sous-Ministre des Postes, 1905-1914
Note: a) du 1er mars au 30 juin 1905
b) du 1er juin 1912 au 1er mars 1913

campagne.

Selon ce tableau, les villages plus jeunes semblent avoir grandit plus rapidement, toutes proportions gardées, car ils sont en période de croissance. Pendant ce temps, ils grandissent et se stabilisent à un niveau presque semblable. Des villages nommés au tableau 5, Saint-Claude, Lourdes, Elm Creek et Rathwell ont une fonction semblable à l'intérieur du système urbain. Par contre, malgré le déclin apparent de

Carman entre 1905 et 1909, l'importance de ce bourg n'est pas menacée.

Les chiffres du bureau de poste sont les meilleurs qui existent pour comparer la croissance des villages. Malheureusement, ces chiffres n'existent pas pour Saint-Claude avant 1905, ni pour Haywood avant 1913. La comparaison demeure donc incomplète et inexacte pour déterminer l'importance des campagnes desservies par chaque village, surtout à leur début lorsqu'ils sont petits.

La croissance des divers villages indique leurs importances dans le système et les dimensions physiques variables de la campagne de chacun. Bien souvent, la croissance d'un village est due à l'ouverture de nouvelles terres par de nouveaux arrivants. Les commerçants d'un village faisaient compétition avec ceux des autres pour attirer un nombre maximal de clients, agrandissant ainsi le village comme centre régional de distribution. Par des campagnes de publicité, les commerçants et les fondateurs des villages espéraient agrandir leur communauté. Ce genre de promotion du village, pratiqué dans les grandes et les petites communautés de l'Ouest, s'appelle le 'boosterism'.

Les marchands avaient des intérêts évidents dans la croissance du village. Certains d'entre eux, ainsi que quelques agriculteurs prospères, avaient plusieurs propriétés inoccupées au village ou en campagne. Ils

espéraient, en promouvant le village, augmenter les prix de leurs terres avant de les louer ou de les vendre. Un plus gros village augmenterait aussi les recettes des commerces. Mais, n'ayant pas de journal propre au village et publié par ses citoyens, une campagne publicitaire devenait difficile à accomplir.

Il est probable que les gens de Saint-Claude avaient le même optimisme et les mêmes ambitions pour leur village que les gens des villages voisins. Par contre, la campagne de publicité pour Saint-Claude était bien discrète. La volonté d'y établir un village et de le voir grandir commença avec dom Benoît et J.P.Bernier, qui, grâce à ses liens avec le parti conservateur qui gouvernait à Ottawa, put ajouter à son magasin un bureau de poste. Ce geste peut être considéré comme étant le début du 'boosterism' à Saint-Claude.[6]

Parmi les colons qui arrivèrent, certains tentaient d'attirer vers la communauté des immigrants français. Par exemple, trois agriculteurs bretons arrivèrent en 1904 pour établir des fermes dans la communauté. L'année suivante, l'un d'entre eux retourna en France pour y ramener sa femme et ses enfants, ainsi que ceux de ses collègues. Il intéressa d'autres Bretons, et c'est un groupe de plus de cent colons qui débarqua du train à Saint-Claude.[7]

---

[6] Paul Voisey, "Boosting the Small Prairie Town," p.148.

[7] Marie Trémorin-Heiget,"Saint-Claude" La Gazette le 1er

Les curés de paroisse aidaient aussi à attirer des gens. Selon le clergé de l'époque,

> C'est une loi au Canada que les colonies de langue française sont faibles et incertaines tant qu'elles n'ont pas d'église et de prêtre; mais qu'une fois que l'église est bâtie et que le prêtre réside, elles deviennent stables et prospères.[8]

L'église avait été construite au tout début du village, mais la colonie avait grandi avant que le prêtre y réside. Ceci n'empêchait pas les chanoines de s'attribuer une partie du mérite d'avoir été les colonisateurs les plus importants de la communauté. Après leur arrivée au village dans le but d'y demeurer, les prêtres travaillaient à faire venir d'autres colons francophones. C'est surtout par leur correspondance qu'ils agissaient, et les résultats de leurs initiatives sont impossibles à qualifier.

Les fondateurs des villages étaient souvent parmi les plus grands 'boosters' de ce village. Dom Benoît était celui qui, ayant fait construire l'église et choisit le nom du village, fut reconnu comme fondateur de Saint-Claude. Dom Benoît était venu au Canada avec l'intention d'y fonder un village par année. C'est pour le premier de ceux-ci, Notre-Dame-de-Lourdes, qu'il aura de grands rêves. Il voulait faire de cette communauté le grand centre francophone de l'Ouest canadien. Dom Benoît resta dans ce village et en fonda d'autres à partir de celui-ci.

---

octobre 1981.

[8] La Liberté, le 9 décembre 1913, p.2.

Les 'boosters' de Saint-Claude, pour peu bruyants qu'ils furent, devaient donc faire compétition avec le fondateur de leur village pour y attirer les gens. Le principal attrait de Saint-Claude, celui d'être une communauté francophone, était partagé avec Notre-Dame, et plus tard, Haywood. Un sol de meilleure qualité existait en abondance ailleurs dans le pays, ce qui n'encourageait pas les migrants à s'y installer, surtout s'ils ne parlaient pas français.

Un autre aspect du village rendait difficile la publicité. Les villageois étaient divisés en deux groupes, et bien que le parti appuyant le clergé était probablement le plus grand, aucun des groupes pouvait parler pour tous les villageois. Vu le nombre d'hebdomadaires où un article provenant de Saint-Claude pouvait paraître, chaque groupe avait la chance de présenter aux lecteurs son image de la communauté. Ceux qui lisaient les articles des deux partis voyaient donc un village troublé par les chicanes partisanes, surtout au sujet de l'école.

Le clergé, à travers la hiérarchie de l'Eglise, faisait aussi un peu de publicité pour le village. On peut toutefois se demander jusqu'à quel point cette hiérarchie encouragerait le peuplement d'une communauté où le clergé n'avait pas l'appui de tous. La hiérarchie, à partir de l'archevêque, devait aussi encourager la migration vers tous les autres villages francophones et catholiques de l'Ouest. C'était bien les archevêques Taché et Langevin qui avaient

fait appel au Canada français et à l'Europe francophone pour peupler l'Ouest canadien. Ils étaient déterminés à voir établir dans l'Ouest un groupe francophone populeux pour maintenir les droits des francophones et des catholiques. Mais il fallait faire vite: "C'est une course au clocher pour les terres et malheur à ceux qui n'arriveront pas à temps,"[9] avait dit Mgr. Langevin en 1903.

Dans cette course, les francophones n'arrivèrent pas à dépasser les anglophones. On essaya alors de fonder des villages le long d'une ligne traversant la prairie d'est en ouest. Cette initiative eut plus de succès que la première, mais ne fut quand même pas un succès retentissant. Néanmoins, plusieurs villages furent fondés près de Notre-Dame-de-Lourdes pour assurer l'existence d'un bloc français. Saint-Claude fait partie de ce bloc. Sa fondation est un résultat des initiatives de peuplement des Archevêques de Saint-Boniface. De ce fait, Saint-Claude fait partie d'un réseau de communautés liées par la culture plutôt que par des liens économiques. Les relations avec Notre-Dame illustrent ce genre de lien.

Les espoirs de croissance de la communauté maintenues par les 'boosters' de Saint-Claude étaient donc limitées par le petit nombre d'immigrants français. En 1909, un des

---

[9] Cité dans Robert Painchaud "The Catholic Church and the Movement of Francophones to the Canadian Prairies 1870-1915," Thèse doctorale (Université d'Ottawa, 1976) p.60.

commerçants du village, G.Bériault, fit arpenter plusieurs rues et diviser ces terres en lots de village. Bien peu de ces lots furent développés et les rues furent réclamées par les herbes sauvages. Dorénavant, la population de la communauté augmenterait surtout par la croissance naturelle. La période de croissance était bel et bien terminée.

L'histoire de l'établissement de Saint-Claude n'est donc pas complète sans référence à la région. L'évolution de la communauté s'opère dans un ensemble plus grand que celle-ci, et l'étude d'un village illustre une partie de l'ère de développement de l'Ouest canadien, tant au niveau urbain qu'au niveau économique

VII

CONCLUSION

Lorsqu'on retrace l'histoire de la fondation et de la croissance initiale de la communauté de Saint-Claude au Manitoba, c'est une partie de l'histoire du développement de l'Ouest canadien qui se déroule sous nos yeux. A mesure que naissent des villages comme celui-ci et que plus de terres sont défrichées, la prairie vierge se transforme en un ensemble carrelé de champs cultivés, de fermes et de villages. La charrue prend le dessus, la faune sauvage disparait presque entièrement, pour trouver ailleurs un habitat où l'homme n'a pas encore fait ses ravages.

Evidemment, l'histoire de Saint-Claude n'est qu'un infime morceau de ce changement dans l'Ouest tout entier. On y voit quand-même un reflet fidèle de l'histoire des prairies. Cette terre sauvage, boisée et marécageuse, prend de l'importance pour les agriculteurs potentiels lorsqu'un chemin de fer y est construit. Le "Canadian Pacific Railway" voulait que la région se peuple, amenant ainsi au réseau ferroviaire une clientèle pour ses services de transport. Mais les immigrants ne se pressèrent pas vers "Sixty Miles Tank".

Avec le temps, une deuxième vague d'immigrants arriva dans la région. Parmi ceux-ci, il y avait des francophones originaires d'Europe, venus en groupes sous la direction de dom Benoît. Parmi ces gens, on trouve les fondateurs du village de Saint-Claude, les premiers colons qui s'installèrent sur les terres du canton 8 rang 7 à l'ouest du méridien principal, en 1892. Le don des terres de la compagnie de chemin de fer à l'Eglise détermina le site où s'élèverait le village.

Ce village, qui débute par un magasin et une église, grandit au fur et à mesure que les 'homesteads' sont pris dans le canton, et que les terres sont défrichées et cultivées. Avec un nombre croissant d'agriculteurs et d'éleveurs vivant autour du village, le nombre de commerces augmente. La demande grandissante pour les biens et les services permet de rentabiliser un nombre varié de biens et de services offerts au village. Ce développement contigu des secteurs agraires en campagne, et commercial au village souligne l'interdépendance des deux.

Cette croissance de l'économie communautaire ne se fait pas du jour au lendemain. La coupe de bois fut la principale industrie qui supplémenta les maigres revenus agricoles au cours des premières années. Le cycle annuel - coupe de bois l'hiver, travail des champs l'été - se répète tant que cette situation dure, mais avec le recul du bois, les colons se tournent de plus en plus vers l'élevage pour augmenter leurs revenus.

Après quelques années, la situation financière des agriculteurs s'améliore. On passe du boeuf au cheval comme animal de trait, et, avec l'amélioration technologique, la machine remplace l'homme dans certaines tâches. Un élévateur à grain est construit, et certains marchands deviennent vendeurs pour des compagnies fabricant des instruments aratoires. Cette prospérité apparente attire de nouveaux colons à la jeune communauté, qui grandit autour d'une base agricole solide.

A mesure que la communauté vieillit, des distinctions sociales apparaissent. Celles-ci sont surtout dues aux divers emplois des gens, ceux ayant leur propre entreprise étant généralement plus élevés sur l'échelle sociale que les ouvriers salariés. La distinction en est surtout une d'argent, ou du potentiel d'en gagner, ce qui différencie le gros fermier du petit. Les différences sociales sont bien présentes, même si la familiarité des rapports entre les gens les atténuent. La différence entre le riche et le pauvre est toutefois moindre que dans la grande ville. En plus, l'existence des classes ne freine pas la grande mobilité sociale caractéristique des jeunes sociétés. C'est par le travail qu'on arrive à s'élever dans la société.

Un autre indice que la communauté grandit et se stabilise, c'est l'organisation des institutions dans le village. Une école est mise sur pied, puis, plusieurs autres en campagne. L'école n'a peut-être pas la même

importance pour chacun, mais il y a une bonne participation aux élections des commissaires. Les colons s'impliquent aussi dans la politique au niveau de la municipalité d'abord, puis au niveau des partis politiques du pays. Le clergé, représentant de la troisième grande institution, se mêle aussi, à la tête du groupe conservateur, des questions - scolaires et autres - qui touchent de près le village.

La communauté évolue donc. Il y a croissance démographique, une augmentation dans la production agricole, et une participation grandissante dans la vie sociale du village. A mesure qu'ils deviennent plus indépendants du côté économique, les gens, ayant moins d'inquiétudes en ce qui est de survivre, s'impliquent dans leur communauté, devenant ainsi des Saint-Claudiens. Arrivé à ce point, la société évolue de façon plus structurée, certaine de sa permanence.

Cette évolution communautaire se rencontre dans bien des villages. L'évolution de Saint-Claude, en grandes lignes, ne fait pas exception. Pourtant, comme tous les autres patelins, la communauté de Saint-Claude a ses particularités. Plusieurs de celles-ci sont générales aux villages francophones.

L'importance du curé, qui découle de la position dirigeante de la hiérarchie ecclésiale catholique dans la communauté francophone de l'Ouest canadien, est généralement

reconnue dans les villages canadiens-français. Par contre, il est peu probable que les prêtres des autres paroisses aient rencontré une résistance si acharnée à leur volonté de prendre en main certaines institutions, notamment l'école. L'héritage républicain des immigrants français était unique aux communautés où ceux-ci s'étaient établis. Combien de villages canadiens fêtaient-ils la prise de la Bastille?

Evidemment, la vie communautaire dans ce nouveau pays reflétait en partie la culture du vieux. La communauté d'immigrants ne perdait pas tout son héritage en changeant de pays. On le voit dans les idées des gens. Des querelles au sujet de l'éducation n'étaient pas nouvelles au Manitoba, mais les différences d'opinions à l'intérieur du village montrent bien que les idées établies en France restaient, et qu'elles étaient appliquées aux situations locales.

C'est par l'origine des immigrants, et par leur adaptation sociale au pays, que l'on peut trouver des particularités à ce village. Les gens et leurs idées, dans certains sphères de vie communautaire, varient toujours un peu de place en place. Ce sont ces excentricités qui font que les villages diffèrent, et méritent d'être étudiés. Il n'y a qu'un village nommé Saint-Claude au Manitoba, et les individus qui y habitent sont uniques, affirmation qui peut être faite de tous les villages.

Pourtant, il y a des aspects de développement communautaire qui sont semblables pour tous les villages. Ils entrent tous dans un même système économique de distribution des biens. Tous, nous l'avons vu, établissent des liens avec d'autres villages, et surtout avec la ville. Ces liens sont essentiels pour les agriculteurs et les producteurs de biens matériels, entre qui l'échange se fait par l'intermédiaire des marchands et des industries de transformation. Le village est donc de première importance dans le développement de l'Ouest, et dans la croissance de l'industrie agricole qui y est forte. Saint-Claude n'est qu'une de plusieurs communautés dont la fondation et la croissance appartiennent à l'histoire de l'Ouest canadien et retracent sa transformation d'un pays vierge à un grenier à blé pour le pays et le monde entier.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources manuscrites

A. Archives Publiques du Canada (APC)

RG 76, vol.1, file 1, pt. 2. Canada Immigration Records.

B. Archives Provinciales du Manitoba (APM)

RG 17 C1. Dominion Lands Surveyor Field Books for Manitoba.
#235 Township 8 Range 7 West of Principal Meridian 1873.
#5572 Township 8 Range 7 West of Principal Meridian 1893.

C. Archives Archiépiscopales de Saint-Boniface (AASB)

Fond Langevin
Fond Benoît-(Guéret)

D. Dépot d'Archives Paroissiales de Saint-Claude

Liber Animarum. 1893-1914

Radaz, Joseph. C.R.I.C. "Précis Historique de la Paroisse de St-Claude." Saint-Claude: manuscrit, sans date. 2 cahiers.

E. Bureau de la Municipalité Rurale de Dufferin. Carman.

Minutes of Council Meetings. 1891-1906.
Bylaws of the R.M. of Dufferin. 1891-1906.

F. Bureau de la Municipalité Rurale de Grey. Elm Creek.

Minutes of Council Meetings. 1906-1914
Bylaws of the R.M. of Grey. 1906-1914
Assessment Rolls of the R.M. of Grey. 1906-1914.

G. Bureau de la Division Scolaire de La Montagne. Notre-Dame-de-Lourdes.

Cahiers de Présence. District Scolaire de Saint-Benoît (#1315). 1907-1914.
Compte-Rendus des Assemblées. District Scolaire de Saint-Jean (#158). 1909-1914.

H. Collection privée

Arbez, C.J.H. "Le Journal de Charles J.H.Arbez." Saint-Claude: manuscrits, 1893-1895. Copie chez Mme. L.Bazin à Saint-Claude.

Darel, Victor J. "Histoire d'une Colonie Française au Manitoba." Saint-Claude: manuscrits, 1903-1905. 4 cahiers chez Mme. L.Bazin à Saint-Claude.

2. Documents Publiques.

A. Gouvernement du Canada. Chambre des Communes. Sessional Papers.

Annual Reports of the Deputy Minister of the Interior. 1894-1915.
Annual Reports of the Postmaster General. 1906-1915.

B. Gouvernement du Manitoba. Sessional Papers.

Annual Reports of the Municipal Commissioner. 1905-1915.
Annual Reports of the Department of Education. 1893-1915.

C. Canada. Dominion Bureau of Statistics.

Census of the Northwest Provinces 1906.
Fifth Census of Canada 1911.
Handbook of Agricultural Statistics. Pt. 1. Field Crops 1908-1963. Ottawa: 1964.

3. Journaux

Les Cloches de Saint-Boniface. 1901-1914.

The Dufferin Leader. (Carman). 1896-1905.

L'Echo du Manitoba. (Saint-Boniface). 1898-1905.

La Liberté. (Saint-Boniface). 1913-1914.

Le Manitoba. (Saint-Boniface). 1892-1914.

Manitoba Free Press. le 31 janvier 1910.

4. Annuaires

Le Canada Ecclésiastique: Almanach Annuaire du Clergé Canadien. Montréal: Cadieux et Derome, 1900-1915. 15 vol.

Henderson's Manitoba and Northwest Territories Gazeteer and Directory for 1892. jusqu'en 1899. Winnipeg: Henderson's Publishing Co., 1892-1899. 8 vol.

Henderson's Manitoba, Northwest Territories and Western Ontario Gazeteer and Directory for 1900, 1904. Winnipeg: Henderson Publishing Co., 1900, 1904.

Henderson's Northwest Gazeteer and Directory for 1906. Winnipeg: Henderson Directories, 1906.

Henderson's Western Canada Gazeteer and Directory for 1907, 1908. Winnipeg: Henderson Directories, 1907. 1908.

5. Livres

Agulhon, Maurice; Desert, Gabriel; et Specklin, Robert. Histoire de la France Rurale: Apogée et Crise de la Civilisation Paysanne, 1879-1914. Vol.3. Paris: Editions du Seuil, 1976.

Artibise, Alan F.J. éd. Town and Country: Aspects of Western Canadian Urban Development. Canadian Plains Studies, no.10. Regina: Canadian Plains Research Center, University of Regina, 1981.

Artibise, Alan F.J.; et Linteau, Paul-André. The Evolution of Urban Canada: An Analysis of Approaches and Interpretations. Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 1984.

Brown, Robert: et Cook, Ramsay. Canada 1896-1921. The Centenary Series. Toronto: McClelland and Stewart, 1974.

Dawson, C.A. Group Settlement: Ethnic Communities in Western Canada, Vol. VII de Canadian Frontiers of Settlement. W.L.G.Joerg et W.A.Mackintosh. éd. Toronto: Macmillan, 1936.

Dawson, C.A.; et Younge, Eva R. Pioneering in the Prairie Provinces: The Social Side of the Settlement Process. Vol. VIII. de Canadian Frontiers of Settlement. W.L.G.Joerg et W.A.Mackintosh. éd. Toronto: Macmillan, 1940.

Dorge, Lionel. Introduction à l'Etude des Franco-Manitobains: Essai Historique et Bibliographique. Saint-Boniface: La Société Historique de Saint-Boniface, 1973.

Dunlop, S.: et Shaykewich, C.F.S. Southern Manitoba: Climate and Agriculture. Winnipeg: Manitoba Department of Agriculture, 1982.

Ens, Gerhard John. The Rural Municipality of Rhineland 1884-1984: Volost and Municipality. Altona: D.W.Friesen & Sons, 1984.

Epp-Tiessen, Esther. Altona: The Story of a Prairie Town. Altona: D.W.Friesen & Sons, 1982.

Ehrlich, W.A.; Payser, E.A.; et Pratt, L.E. Report of Reconnaissance Soil Survey of Carberry Map Sheet Area. Manitoba Soils Survey Report no.7. Winnipeg: Manitoba Department of Agriculture and Immigration, 1957.

Frémont, Donatien. Les Français dans l'Ouest Canadien. Saint-Boniface: Les Editions du Blé, 1980. 2e édition.

Friesen, Gerald. The Canadian Prairies: a History. Toronto: University of Toronto Press, 1984.

Friesen, Gerald; et Potyondi, Barry. A Guide to the Study of Manitoba Local History. Winnipeg: University of Manitoba Press, 1981.

Hodge, G.D.; et Qadeer, M.A. Towns and Villages in Canada: The Importance of Being Unimportant. Toronto: Butterworth, 1983.

Kaye Lamb, W. History of the Canadian Pacific Railway. New York: Macmillan, 1977.

Morton, W.L. Manitoba: A History. Toronto: University of Toronto Press, 1973. 2e édition.

Morton Fahrni, Margaret; et Morton, W.L. Third Crossing. Winnipeg: Advocate Printers, 1946.

Roy, Marie-Anne M. La Montagne Pembina au Temps des Colons. Saint-Boniface: l'auteur, 1970.

Stelter, Gilbert A.; et Artibise, Alan F.J. The Canadian City: Essays in Urban History. The Carleton Library No. 109. Toronto: McClelland and Stewart, 1977.

Stelter, Gilbert A.; et Artibise, Alan F.J. The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City. The Carleton Library No. 119. Toronto: Macmillan of Canada, 1979.

Stelter, Gilbert A.; et Artibise, Alan F.J. Canada's Urban Past: A Bibliography and Guide. Vancouver: University of British Columbia Press, 1981.

Stuart, J.A.D. The Prairie W.A.S.P.: A History of the Rural Municipality of Oakland, Manitoba. Winnipeg: Prairie Publishing Co., 1969.

Taillefer, Jean-Marie. La Paroisse de Saint-Joachim de La Broquerie 1883-1983. Steinbach: Derkson, 1983.

Toupin, Gérard. Saint-Claude. Saint-Claude: miméographié, 1966.

Weber, Eugen. Peasants into Frenchmen. Stanford: Stanford University Press, 1976.

6. Articles.

Artibise, Alan F.J. "The Urban West: The Evolution of Prairie Towns and Cities to 1930." Prairie Forum. 4 (1979) pp.237-262.

Dupasquier, Maurice. "Quelques Aspects de l'Oeuvre de Paul Benoît au Nouveau Monde 1891-1915." SCHEC. 37 (1970) pp.111-144.

Huel, Raymond. "Gestae Dei Per Francos: The French Canadian Experience in Western Canada." Visions of the New Jerusalem: Religious Settlement on the Prairies. Benjamin G. Smilie, éd. Edmonton: New West Press, 1983.

Morton, W.L. "The Significance of Site in the Settlement of the American and Canadian Prairies." Agricultural History. Vol. 25, 1951. pp.97-104.

Painchaud, Robert. "French-Canadian Historiography and Franco-Catholic Settlement in Western Canada, 1870-1915." Canadian Historical Review. Vol. LIX, 4(1978), pp.447-466.

Perkin, H.J. "Social History." Approaches to History. H.P.R.Finberg, éd. Toronto: University of Toronto Press, 1962. pp.51-82.

Potyondi, Barry. "In Quest of Limited Urban Status: The Town Building Process in Minnedosa, 1879-1904." Town and Country: Aspects of Western Canadian Urban Studies. Alan F.J.Artibise, éd. Canadian Plains Studies No. 10. Regina: Canadian Plains Research Center, University of Regina, 1981. pp.121-146.

Trémorin-Heiget, Marie."Recueil et Anecdotes de Saint-Claude." La Gazette. (Saint-Claude). Série d'articles publiés de 1981-1983.

Voisey, Paul. "Boosting the Small Prairie Town, 1904-1931: An Example from Southern Alberta." Town and Country: Aspects of Western Canadian Urban Studies. Alan F.J.Artibise, éd. Canadian Plains Studies No. 10. Regina: Canadian Plains Research Center, University of Regina, 1981. pp.147-176.

Voisey, Paul. "The Urbanization of the Canadian Prairies, 1871-1916." Histoire sociale /Social History. Vol.VIII, 15 (mai 1975) pp.77-101.

7. Thèses.

Anderson, A.B. "Assimilation in the Bloc Settlements of North-Central Saskatchewan: A Comparative Study of Identity Change among Seven Ethno-Religious Groups in a Canadian Prairie Region." Thèse doctorale: University of Saskatchewan, 1972.

Dupasquier, Maurice. "Paul Benoît et le Nouveau Monde 1850-1915." Thèse doctorale: Université Laval, 1971.

Loveridge, D.M. "The Settlement of the Rural Municipality of Sifton 1881-1920." Thèse de maîtrise: University of Manitoba, 1977.

Painchaud, Robert. "The Catholic Church and the Movement of Francophones to the Canadian Prairies 1870-1915." Thèse doctorale: Université d'Ottawa, 1976.

Potyondi, Barry. "Country Town: The History of Minnedosa, Man. 1879-1920." Thèse de maîtrise: University of Manitoba, 1978.

Rowan, Michael Lucien. "Saint-Claude (Manitoba): A Demographic Analysis." Thèse de maîtrise: University of Manitoba, 1973.